

CLAUDE SARRAUTE

prolétariat

L'indépendance ? totale ?
— C'est comme dans les
années 20. Aucune nation n'a
le droit d'attaquer une autre
nation.

La-dessus, cours magistral
d'économie politique assené
par le professeur Gorbys comme
qu'il était la province, un vrai
trou perdu, la Lituanie, avant
que les Sov l'arrachent au
quart-monde pour en faire un
pays développé ! Ça, c'est
colossal, parce qu'enfin,
jusqu'à l'annexion, les pays
baltes et scandinaves, question
niveau de vie, c'était du pareil
au même. Alors que mainte-
nant, pardon !...

Et l'ouvrier qui l'interrompt
— non, ce culot ! — pour lui
demander s'il savait combien
de Lituanais étaient morts en
Sibérie dans les années 40.
Ou s'il avait pas dit la
Lituanie, le maître du
Kremlin : Suffit. Si de tels
slogans circulent en Lituanie,
elle peut s'attendre à des temps
très difficiles. Menacant avec
ça l'hors de lui : je veux plus
parler avec toi, compis. Et à sa
femme qui essayait d'en placer
une : Tais-toi !
Ah ! mais !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 janvier

Pause

Au lendemain du mouvement de
reprise observé rue Vivienne, la
terme duquel l'indice CAC-40 a
progressé de 1,14 %, l'heure était à
la pause. Les valeurs reculaient
modérément et réajustaient peu à
la forte chute de la Bourse de
Tokyo. Le CAC-40 perdait 0,13
en fin de matinée. Les plus fortes
hausses étaient enregistrées par le
Club Méditerranée (+ 4,71 %), Gaz
et Eaux (+ 3,6 %) et Locatel
(+ 3 %). En baisse, on notait le
Groupe Victor (+ 4,3 %) Cap
Gérini (+ 2,8 %) et Drouot Assu-
rances (+ 2,5 %).

BUCAREST

WEEK-END

1990F

DES LE 19 JANVIER

TOUS LES VENDREDIS (RETOUR LUNDI)

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION

VOYAGES

1 rue Meyerbeer
75442 PARIS CEDEX 15
TEL. (1) 48.24.74.74

UTA

SA-SERIE

SA-VENIR

NUMERO

ENT CONSACRE A

EGYPTE

nières pyramides

e d'aujourd'hui

s de civilisation

E PARTOUT 25F

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 13986 - 8 F

DIMANCHE 14 JANVIER - LUNDI 15 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Les conséquences de l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est

L'armée exerce « provisoirement » le pouvoir à Timisoara Le PC roumain est mis « hors la loi »

Le bateau ivre

La Roumanie, décidée-
ment, est un cas par-
ticulier parmi les « dominos »
socialistes qui se sont effondrés
tout au long des derniers mois
de 1989. Dernière à s'être mise
en mouvement — mais c'est
bien compréhensible vu le tar-
deur que faisait régner le
régime de Ceausescu — elle est
aussi la première à déclarer le
Parti communiste « hors la loi ».
C'est en tout cas ce qu'a
annoncé, vendredi soir 12 jan-
vier, sous la pression de la
foule, M. Ion Iliescu, président
du Conseil du Front de salut
national (FSN) et lui-même
ancien dirigeant du parti avant
d'être écarté par Ceausescu.

Cette annonce ainsi que la
promesse d'organiser un réfé-
rendum le 28 janvier prochain
sur le rétablissement éventuel
de la peine de mort sont inter-
venues à la suite d'une journée
de folie qui aurait dû en principe
être consacrée à rendre hom-
mage à la mémoire des victimes
de la révolution roumaine. Très
vite, les manifestants — dont le
nombre n'a jamais été supérieur
à quelques milliers — ont
entonné des slogans anti-
communistes et ont conspué les
membres du FSN récemment
convertis à la démocratie et
dont plusieurs entretenaient
des liens notoirement avec Moscou.
Ils ont ensuite réclamé le réta-
blissement de la peine de mort,
qui avait été abolie au lende-
main de l'exécution du couple
Ceausescu.

QUE le FSN ait cédé en
quelques heures en dit
long. Beaucoup de membres du
Conseil ont bien conscience de
n'être pas représentatifs d'un
peuple qui n'a pratiquement
jamais pu s'exprimer démocra-
tiquement pendant toute sa
histoire. Ces démocrates de la
vingt-cinquième heure — nous
ne parlons pas des authentiques
opposants membres du FSN
mais n'y jouant qu'un rôle de
figuration — ont cédé devant
quelques milliers de manifes-
tants, car ils ne contrôlent
encore aucun levier de com-
mande dans un pays qui a litté-
ralement imploré.

Pas même sans doute
l'armée, qui reste la seule force
du pays après la démantè-
lement de la Securitate et qui
pourrait bien être tentée
demain de jouer les arbitres
sinon de prendre les choses en
main. Ne vient-elle pas déjà de
le faire — mais, en principe,
c'est provisoire — à Timisoara,
où les instances locales du
FSN ont été contraintes de
démissionner, trop de leurs
membres ayant été compromis
avec le régime précédent ?

C'EST pourquoi il faut
accueillir avec prudence
la mise « hors la loi » d'un parti
qui a compté 3,8 millions de
membres, soit un adulte sur
trois. Ces chiffres s'expliquent
certes par la nécessité de survi-
re plus que par la conviction.
Mais la décision ayant été prise
dans un moment de panique, il
serait étonnant que le parti
« hors la loi » ne renaisse pas
un jour de ses cendres sous une
autre appellation. L'affaire, en
tout cas, doit beaucoup inquié-
ter Moscou : c'est maintenant
un bateau ivre qui dérive dans
l'ancien glacie de l'empire rouge.

M 0146 - 1150 - 6.00 F
3790146006000 01150

La situation était de nou-
veau très instable à Bucarest,
samedi 13 janvier après que
les dirigeants du Conseil du
Front de salut national (FSN)
eurent cédé aux exigences de
manifestants surexcités en
annonçant, vendredi soir, la
mise hors la loi du Parti com-
muniste et l'organisation d'un
référendum sur le rétablis-
sement de la peine de mort,
mettant ainsi en évidence la
faiblesse de leur autorité.
A Timisoara, une manifesta-
tion a entraîné la démission
du FSN local, et l'armée a
annoncé samedi qu'elle exer-
cerait désormais « provisoire-
ment » le pouvoir. A Iasi,
l'armée aurait aussi pris les
affaires en main.



Lire page 4 Article de SYLVIE KAUFFMANN

Première secousse boursière de l'année

La hausse des prix de gros américains et la crainte de la stabilisation des taux d'intérêt a provoqué un fort recul de Wall Street, après celui de Tokyo

page 16

Remaniement en Egypte

Le président Mubarak limoge le ministre de l'intérieur

page 18

La préparation du congrès du PS

M. Mauroy ne veut pas dramatiser l'absence de synthèse

page 7

Des militaires désenchantés

Le plan de revalorisation de la condition militaire, tel qu'il vient d'être annoncé, ne suscite aucun enthousiasme

page 8

Musiciens en sous-sol

Les musiciens du métro parisien mécontents face à la réglementation prévue par la RATP

page 8

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de l'action humanitaire, invité dimanche à partir de 18 h 30

La sommaire complet se trouve page 18

Air France-UTA : une nationalisation libérale

La France se dote d'une grande compagnie aérienne pour affronter la déréglementation européenne

Le rachat par Air France à la société Chargeurs SA du contrôle d'UTA (qui lui donne également le contrôle d'Air Inter) dote la France d'un groupe aérien unique, à l'instar de nombreux pays européens. Cette opération, annoncée ven-
dredi 12 janvier en fin d'après-
midi, s'est déroulée au plus haut
niveau des deux sociétés, sous la
houlette du gouvernement fran-
çais, qui exprime sa satisfaction.

La France de l'aviation civile
rentre dans le rang européen.
Dans un délai assez rapproché,
elle ne comptera plus qu'une
seule compagnie aérienne, Air
France, même si, pour des rai-
sons commerciales ou d'opportu-
nité, telle ou telle marque —
comme Air-Inter — subsiste.
C'est la fin de ce que l'on a
appelé le « Yalta aérien » fran-
çais, qui, en 1963, avait partagé
le monde entre Air France et
UTA et réservé la métropole à
Air Inter. La vente d'UTA à Air
France, qui entraîne *ipso facto* la
prise de contrôle majoritaire

d'Air Inter par cette dernière
société, permet à la compagnie
nationale de réaliser son rêve de
devenir les ailes de la France, au
même titre qu'Alitalia règne sur
la péninsule italienne et Luf-
thansa en RFA. Une façon de se
renforcer pour affronter la
concurrence vigoureuse qui
règne sur l'Atlantique et dans le
Pacifique, et qui devrait se lever
en 1993 dans la Communauté
européenne.

Le maître mot qui a inspiré la
politique aéronautique de tous
les gouvernements, de droite
comme de gauche, depuis qua-
rante ans est : « Pas de concu-
rence franco-française ». Les
accords de 1963 avaient découpé
la planète de telle sorte que les
trois grandes compagnies fran-
çaises s'épaulent, se complètent,
mais ne se combattent jamais.
Les vols d'UTA en provenance
de Tahiti s'arrêtaient à Los
Angeles, où Air France commen-
çait les siens vers l'Europe. Air
Inter régnait sans partage dans
l'Hexagone et en Corse.

Ce principe avait été écorché
sous l'influence des idées libé-
rales et de la poussée d'UTA et
d'Air Inter, qui souhaitaient se
développer en dehors des terri-
toires où elles étaient enfermées.
C'est ainsi que, en 1987, Air
France et UTA reprirent l'autori-
sation de desservir conjointe-
ment Tahiti et San-Francisco, et
qu'Air Inter et Air France
s'autorisèrent réciproquement
en 1989 à créer des vols sur leurs
domaines respectifs.

Toutefois le principe de non-
concurrence demeurait. Il ne
pouvait cependant rester très
longtemps en l'état. La dérégle-
mentation avait fait naître aux
Etats-Unis des colosses comme
American et United, dont les
flottes dépassent les cinq cents
avions, à côté desquelles Air
France (cent treize avions) ou
Lufthansa (cent trente-deux
avions) apparaissent comme
des nains.

ALAIN FAUJAS
Lire la suite page 14

L'Euphrate de la discorde

Les trois pays riverains se disputent l'utilisation du fleuve alors que la Turquie veut couper l'eau pendant un mois

DAMAS

de notre envoyée spéciale

« La fermeture des eaux de
l'Euphrate est une mesure sans
précédent dans le monde. Aucun
usage ni permis à un pays de dis-
poser totalement des eaux d'un
fleuve, et la partie turque aurait
à tenir compte de ce fait dans
la construction du barrage ou le
remplir petit à petit. » Ministre
syrien de l'Irrigation, M. Abdel
Rahman Madani, un ingénieur
civil, ne cache pas son mécon-
tentement devant la décision des
autorités turques de retenir, pour
un mois à partir du samedi
13 janvier, les eaux de
l'Euphrate afin de permettre la

mise en eau du grand barrage
Atatürk.

Annulée le 6 décembre et
présentée par Ankara comme
une nécessité technique, ce qui
laisse sceptiques les experts,
cette décision ne fait pas l'affaire
de la Syrie et de l'Irak, les deux
pays concernés en aval, qui ont
protesté, en vain, Bagdad
essayant, pour sa part, sans
succès, de faire réduire à quinze
jours cette mesure.

Le partage des eaux de
l'Euphrate, sans accord interna-
tional tripartite, est, depuis de
nombreuses années, un objet de
litige entre les trois pays, qui
s'accusent mutuellement
d'arrière-pensées politiques
quant à l'utilisation des eaux.

Dans le cas présent, le gouverne-
ment turc a entrepris une cam-
pagne d'explication auprès de cer-
tains pays arabes, dont la presse
avait violemment critiqué l'atti-
tude d'Ankara, accusé d'utiliser
l'eau comme un moyen de pres-
sion politique sur ses voisins
syriens et irakiens. Il affirme
avoir respecté ses engagements
en délivrant, depuis un mois, un
minimum de 750 mètres
cubes/seconde d'eau, qui ont
atteint 1 000 mètres cubes en
raison des neiges, au lieu des 500
prévus par un accord signé avec
Damas en 1987, afin que la Syrie
et l'Irak puissent faire des
réserves.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite page 5

Le Monde

A partir du 15 janvier, nos services com-
merciaux et nos services de gestion s'installent
dans leurs nouveaux locaux.

Immeuble SIRIUS

11, rue Jean-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

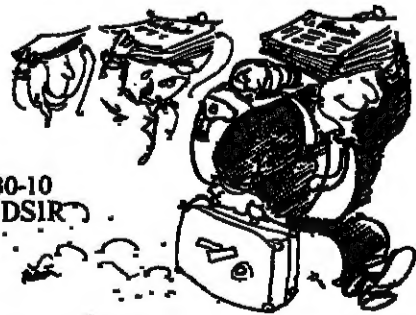
Téléphone standard
(1) 49-60-30-00

Relations abonnés
(1) 49-60-32-90

Service à domicile
(1) 49-60-34-70

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Telex : 261 311 F MONDSIR



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 15 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
ont ans à compter du
10 décembre 1944.Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M= Geneviève Beau-Méry
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-51-52 ou 45-55-51-71
Tél. MONDIPUB 206 136 FReproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administrationCommission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les rétrodiffusions
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-99-72

	FRANCE	REUNION	SEINE	AUTRES PAYS
3 mois	363 F	397 F	364 F	700 F
6 mois	726 F	794 F	728 F	1 400 F
1 an	1 360 F	1 588 F	1 360 F	2 600 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessous

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande deux semaines avant

leur départ. Joindre l'ancien bande

d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie. 921 MONDIP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Corédacteur en chef :

Claude Sèze

Administrateur général :

Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS,

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPUB 206 136 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

DATES

Il y a quarante-cinq ans

La nationalisation de Renault



L'atelier de forge de Renault-Billancourt en 1936

Le 16 janvier 1945, le général de Gaulle signait une ordonnance portant nationalisation des usines Renault. Fait exceptionnel, elle était précédée d'un « Exposé des motifs » relevant plus d'attentes de jugement que d'introduction à un texte législatif. Cette nationalisation intervenait pour sanctionner Louis Renault, qui avait « mis ses usines à la disposition de la puissance occupante ». Une affirmation que les juges démentiront quand, le 30 avril 1949, ils décideront le classement par et simple de la procédure entamée dès la Libération.

Le 24 juin 1940, dix jours après la chute de Paris, les occupants décident la saisie provisoire de Renault dont « les ateliers et bureaux à Paris-Billancourt et les stocks s'y trouvant sont réservés aux autorités militaires ». La saisie définitive sera prononcée le 1^{er} septembre par une ordonnance signée du major Holzhauser. Entre-temps, le 24 juin, trois commissaires allemands venant de Daimler-Benz se seront installés à Billancourt. L'un d'entre eux, le prince von Urach, y restera durant les années d'occupation.

Dès le début de juillet, la question est posée. Faut-il ouvrir les usines ? Oui, répond le général Weygand à François Lohdieu, alors administrateur délégué de Renault. Oui, dit le président du conseil municipal de Paris, Jean Chiappe, qui passe immédiatement une commande fictive de camions. Oui, exige l'Humanité clandestine du 24 juillet, qui conseille aux ouvriers de « prendre tout de suite les mesures nécessaires pour faire fonctionner les entreprises en désignant un comité de direction parmi le personnel de chacune d'elles », et, « devant la carence et le mauvais vouloir évident des capitalistes », affirme qu'ils « ont le devoir d'agir, de procéder à l'ouverture des usines et de les faire fonctionner ».

« Remettre la France au travail », tel est donc le vœu unanime. Mais ouvrir une usine, remettre en marche ses machines, n'est-ce pas produire pour l'occupant, donc renforcer son industrie de guerre ?

Le 23 juillet 1940, Louis Renault est à Billancourt. Il revient des États-Unis où Paul Reynaud, chef du gouvernement, l'avait envoyé pour « exposer aux industriels américains la technique française de fabrication des chars B1 et SOMUA ». Quelques jours après son arrivée, Louis Renault est reçu par le général Zuckertort, représentant le commandant supérieur de l'armée d'occupation. L'exigence allemande est formulée brutalement : les usines Renault doivent réparer certains types de chars, et « ces réparations devront être faites dans toutes les parties suivant les règles de l'art et avec la plus grande célérité dans vos ateliers et sous la responsabilité de votre direction ». Et Louis Renault accepte. Rapidement, il se rendra compte de son imprudence et, laissant à ses proches collaborateurs le soin de résoudre ce délicat problème, il se retirera pour un temps dans son domaine d'Hierverville. En définitive, un compromis sera trouvé. Il consistera en la cession à l'armée allemande de deux ateliers situés à l'extérieur des usines.

En septembre 1940, Billancourt est en mesure de reprendre ses activités. Louis Renault, assisté de son directeur général, René de Peyrecave, établit un programme de fabrication : camions, voitures de tourisme, tracteurs agricoles, pièces de rechange, machines-outils, moteurs Diesel, moteurs d'automotrices, nouvelle carrosserie standard. Il insiste particulièrement sur les problèmes de motoculture « afin d'éviter que l'Allemagne ne submerge l'agriculture française ». En somme, un programme de paix. Or, pour les occupants, les objectifs sont différents : tous les produits fabriqués par Billancourt seront destinés à l'armée allemande, cependant que sera interdite la fabrication de voitures de tourisme et ajournée celle de tracteurs agricoles. « Et, devaient déclarer les juges en 1949, pendant que la société Renault se voyait refuser toute fabrication de véhicules de tourisme et contrairement à fabriquer des véhicules qui désorganisaient ses chaînes de montage, d'autres constructeurs plus favorisés poursuivaient leur fabrication : Citroën 11 CV, Peugeot 202, Simca.

C'est contre cette situation défavorable que ne cessent de s'élever les dirigeants de la Société anonyme des usines Renault. Aucune protestation n'aboutit à un résultat.

Ainsi, malgré les protestations de la direction, malgré des nombreux actes de sabotage, Renault, comme la plupart des entreprises françaises, travailla pour l'Allemagne, et des camions Renault assurèrent des transports de troupes vers le front russe. Pourtant, ce n'est pas cet argument qui sera invoqué par les Alliés pour justifier les bombardements, mais cet autre, erroné, que « Renault fabrique des tanks ».

Quatre attaques contre Billancourt

Durant les années de guerre, les forces aériennes alliées menèrent quatre attaques sur les usines Renault de Billancourt, le 3 mars 1942, le 4 avril 1943 et les 3 et 15 septembre 1943. Le premier bombardement qui allait ouvrir l'ère de la destruction de nombreux sites industriels français ne fut pas décidé sans de nombreuses discussions dans les milieux politiques et militaires britanniques. Ce fut le cabinet de guerre présidé par Winston Churchill qui, le 2 février 1942, prit la décision. Pour les autres attaques, l'initiative appartenait au commandement allié.

Le 3 mars 1942, la première attaque est menée par la Royal Air Force, à basse altitude. Les trois autres attaques sont le fait de l'American Air Force à haute altitude. Si l'attaque du 3 mars 1942 fut la plus meurtrière, il n'en reste pas moins que, pour l'ensemble des raids, on comptera 1 039 tués et 1 049 blessés.

Les pertes matérielles furent loin d'atteindre de manière décisive le potentiel industriel de l'entreprise. En effet, 10 % seulement du parc-machines avaient été détruits et 7 % des bâtiments atteints structurellement. Après le bombardement du 3 mars, la direction s'interrogea pour savoir s'il fallait ou non reconstruire l'usine. Sa réponse, rapportée par René de Peyrecave, fut affirmative, parce qu'elle « s'estimait responsable du personnel, du matériel et d'une marque qui a contribué au renom de la France à l'étranger », et qu'elle « craignait d'être dépossédée au profit d'usines actives ». Cette décision fut confirmée par une demande allemande du 14 mars, transmise par le secrétaire d'État à la production industrielle. Au lendemain du deuxième bombardement, la même réponse fut donnée sur l'ajournement de Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy. Dès le mois suivant les attaques, la production pouvait reprendre, à faible cadence.

Mais qui était ce Louis Renault qui n'allait pas tarder à servir de cible aux mouvements de résistance ? Né le 12 février 1877 dans une famille de fabricants de boutons et de négociants en tissus, il avait manifesté dès son adolescence une nette aversion pour les

études et une inclination affirmée pour tout ce qui passionnait alors la jeunesse : la vapeur, l'électricité, l'aérostation et les automobiles, appelées alors « voitures sans chevaux ». Durant son année de service militaire, conscient des insuffisances de la locomotion automobile, il avait inventé un système de boîte de vitesses et de transmission appelé « prise directe ». En octobre 1898, il avait construit dans un atelier de fortune de Billancourt une voiturette dotée de son innovation. Ses frères Fernand et Marcel décident de constituer une société, Renault frères, qui ne tarda pas à drainer une clientèle que les succès remportés en compétition par la jeune marque motivaient. Après la mort de Marcel en 1903, puis celle de Fernand en 1909, Louis Renault demeura seul à la tête d'une entreprise qui, en 1913, se trouva propulsée au deuxième rang, derrière Peugeot.

Alors, Louis Renault fut distingué par ses pairs et devint président de la Chambre syndicale de l'automobile. Dès le début de la première guerre mondiale, il devint animateur et maître d'œuvre dans la reconversion des usines d'automobiles de la région parisienne en usines d'armement. Ses taxis, construits depuis 1905, restèrent dans l'Histoire sous le vocable de « taxis de la Marne » ; mais son plus grand titre de gloire fut la conception et la réalisation du char léger FT 17, qui contribua à la victoire de 1918.

Après la guerre, Louis Renault modifia la raison sociale de sa société, qui devint la Société anonyme des usines Renault (SAUR). En quelques années, elle se mita en un véritable trust, dont la doctrine reposait sur deux concepts : intégration verticale des fabrications et des ventes, diversification des produits. Surmontant les crises, notamment celle de 1929, remodelant son organisation, le groupe Renault prit place en 1939 parmi les premières entreprises industrielles françaises.

Justice contre les traîtres

Un succès technique et commercial n'a jamais correspondu cependant au succès social. Depuis son origine, l'entreprise dut faire face à une opposition ouvrière qui, organisée d'abord, se fortifia peu à peu. La mémoire collective a conservé des dates symboliques : 1905, 1913 (grève du chromage), 1936 (occupation des usines) et 1938 (évacuation de Billancourt par les forces de police). Même si Louis Renault avait secondé efficacement le ministre socialiste Albert Thomas lors de l'instauration des délégués ouvriers en 1917 et élaboré une véritable « charte sociale », il n'en demeura pas moins que, pour les militants syndicalistes, Billancourt était un « bagne » et Louis Renault un « seigneur ».

Le 22 août 1944, les journaux clandestins paraissent au grand jour dans Paris qui se

libère. Dès son premier numéro, l'Humanité exige « justice contre les traîtres et profiteurs de la trahison », et évoque le « cas des usines Renault », dont les dirigeants « devront payer pour les centaines d'innocents tués dans les bombardements (...) pour les ouvriers livrés aux bourreaux ».

L'hallali a sonné. Le 1^{er} septembre, un mandat d'amener est déposé contre Louis Renault, qui se réfugia dans une propriété du Puy-de-Dôme. René de Peyrecave tenta de le sauver. Le ministre de l'Intérieur, Adrien Tixier, auquel il s'adressa, répondit : « La vague communiste est en train de déferler. Peut-être est-ce une injustice de sacrifier Louis Renault, mais... pour sa sécurité personnelle peut-être est-il prudent de le soustraire à la vindicte populaire ». Le 22 septembre, sur le conseil de ses avocats, Louis Renault se présente chez le juge. Le lendemain, il est inculpé de « commerce avec l'ennemi » et écroué à la prison de Fresnes en même temps que René de Peyrecave.

Alors âgé de soixante-sept ans, Louis Renault était en mauvais état physique. Il souffrait de troubles urinaires. Atteint d'aplasie, il ne pouvait s'exprimer qu'avec difficulté. Moralement, il était à la limite du désespoir. Pour un homme qui avait depuis si longtemps entretenu des rapports privilégiés avec les hommes politiques les plus influents, qui avait vécu dans des conditions matérielles luxueuses, se trouver soudain dans un milieu qu'il n'avait pu imaginer était une épreuve difficilement supportable. Des coups lui furent-ils portés, comme sa famille et ses proches l'ont avancé ? Aucune preuve probante n'a pu ni le confirmer ni l'infirmer. Il mourut le 24 octobre 1944, à la clinique Saint-Jean-de-Dieu.

Avec les arrestations de Louis Renault et de René de Peyrecave, l'usine se trouve privée de ses deux plus importants dirigeants. La relève ne peut être assurée que par des directeurs dont l'autorité est amoindrie. N'ont-ils pas été impliqués à des titres divers dans toutes les décisions prises durant l'Occupation ? Quant aux quarante-huit actionnaires qui se représentent que 0,25 % du capital social, ils sont dans l'impossibilité de se réunir valablement.

Pour mettre fin à une situation dangereuse pour l'entreprise, le conseil des ministres prononce, le 27 septembre 1944, la « réquisition en usage des usines Renault » et, le 5 octobre, nomme un résident, Pierre Lefaucheur, administrateur provisoire.

Le sort de Louis Renault allait éteindre l'action judiciaire entamée contre lui. Les conséquences juridiques qui en résulteraient, selon le *Parisien libéré*, « sont donc que les usines Renault ne peuvent plus être confiées et qu'elles doivent normalement faire retour aux héritiers ». Cette solution ne peut être acceptée par la nation, disent les résistants. Et le gouvernement suit. Le 15 novembre, il décide la confiscation. « Le gouvernement », écrit *Combat*, « a porté un jugement moral qui est sans aucun recours ». La nationalisation qui surviendra ne sera donc pas la conséquence d'un jugement, mais de la raison d'État.

Non prévue au programme du Conseil national de la Résistance, la nationalisation de Renault, décidée au sommet de l'État, ne constitue pas une mesure de politique industrielle, mais une mesure politique. Il s'agit de punir un industriel dont la culpabilité restait à démontrer. Un industriel isolé, donc vulnérable, et qui, en fait, sera la seule victime marquante de l'épuration économique. Mais dans les conditions de l'époque, quand le général de Gaulle devait associer son autorité et contenir à la fois les exigences des partisans et les surenchères communistes, la nationalisation demeurait la seule solution. Une solution que, dans son for intérieur, il pensait provisoire. Certes, Renault devait durant quelques décennies devenir un moteur économique et social, il n'en demeura pas moins que la question était posée par le général lui-même, qui, le 12 novembre 1947, déclarait : « Il n'y a aucune espèce de raison pour que Renault reste perpétuellement nationalisée, du moment que Renault est mort ».

GILBERT HATRY
Président de la société d'histoire du groupe Renault

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

BERNARD KOUCHNER

SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ACTION HUMANITAIRE

animé par
Olivier MAZEROLLEen direct sur
RTLavec André PASSERON
et Robert SOLE (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Isabelle DATH (RTL)

Le projet est

M. Gorbatchev samedi 13 janvier, sa rencontre avec le dans cette République, rendu à Shauli, un étrangers et peuples notamment les ouvriers réparation d'avions qu'union. Le matin, les mit rencontré pan dans les dirigeants nire du PC de la Rép proclamation d'i 20 décembre. M. Vlas sa direction prov MOSCOU

C'est avec un scepticisme, presque avec hostilité, que les nationalistes lituaniens ont accueilli la visite de Mikhaïl Gorbatchev à Vilnius. Ils ont sur les modalités de la décision sur les R de l'URSS affecté être so édit national. Les représentants du mouvement lituanien ont multiplié remarques extrêmement critiques sur le spectacle défilant soviétique, dans la venue qu'une manœuvre.

« C'est un mensonge », dit par cher. Je ne suis pas de lui ou si d'après. C'est un mensonge. Les nationalistes lituaniens, notamment, ont adopté une position de non-alignement. Si serait reconnu une faiblesse partie de Vilnius. L'ambassadeur de la Lituanie, M. Landsbergis, a déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes lituaniens ont déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes lituaniens ont déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique.

Les nationalistes lituaniens ont déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes lituaniens ont déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes lituaniens ont déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes lituaniens ont déclaré que la Lituanie ne reconnaît pas le régime soviétique.

Un lien

Le mouvement d'inspiration touché la ville arabe de Lenkoran (le Azerbaïdjan) pour forcer le Azerbaïdjan à se retirer de l'Azerbaïdjan. Les nationalistes azéris ont déclaré que l'Azerbaïdjan ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes azéris ont déclaré que l'Azerbaïdjan ne reconnaît pas le régime soviétique. Les nationalistes azéris ont déclaré que l'Azerbaïdjan ne reconnaît pas le régime soviétique.

URSS : le séjour de M. Gorbatchev en Lituanie

Le projet de débat sur la sécession des Républiques est vivement critiqué par les nationalistes

M. Gorbatchev devait terminer, samedi 13 janvier, sa visite en Lituanie par une rencontre avec les responsables du PC dans cette République. Vendredi, il s'était rendu à Šauliai, une ville interdite aux étrangers et peuplée surtout de Russes, notamment les ouvriers d'une usine de réparation d'avions qui lui ont exprimé leur soutien, a indiqué un porte-parole officiel lituanien. Le matin, le président soviétique avait rencontré pendant une heure et demie les dirigeants de la fraction minoritaire du PC de la République, qui refuse la proclamation d'indépendance du 20 décembre. M. Vladislav Sched, le chef de sa direction provisoire, s'est déclaré

pou après « sûr de l'appui de M. Gorbatchev ».

Le Parti communiste majoritaire a critiqué pour sa part, comme les autres mouvements lituanais, la proposition de M. Gorbatchev d'organiser un débat sur les modalités de sécession des Républiques : « Nous pourrions être intéressés, a dit son porte-parole, à condition que les pays baltes soient démilitarisés, que l'on nous accorde l'indépendance économique à 100 % et que des élections libres soient organisées en Russie ». Les députés de la République de Russie détiennent la majorité des sièges au Parlement soviétique.

Le glasnost n'est pas tout à fait au rendez-vous à l'occasion du séjour lituanien.

Car la situation de la Lituanie est tout à fait particulière. La fédération indépendante s'y explique en grande partie par le fait que les Lituanais sont largement majoritaires (80 %) dans leur République et qu'elle ne fait partie de l'URSS, avec les deux autres Républiques baltes, que depuis récemment.

Pour sa part, le Soviet suprême de Lettonie a voté vendredi une motion de soutien « à la marche résolue de la Lituanie vers l'indépendance », exprimant « sa solidarité avec le peuple lituanien », a annoncé Radio-Riga.

Car la situation de la Lituanie est tout à fait particulière. La fédération indépendante s'y explique en grande partie par le fait que les Lituanais sont largement majoritaires (80 %) dans leur République et qu'elle ne fait partie de l'URSS, avec les deux autres Républiques baltes, que depuis récemment.

Bataille politique à Moscou

M. Gorbatchev est persuadé que l'on peut donner un second souffle à la fédération soviétique à condition qu'elle s'établisse sur des fondements totalement nouveaux. Il l'a répété avec force à Vilnius. En annonçant un débat national sur les modalités de sécession, le dirigeant soviétique a probablement voulu montrer que cette volonté de renouveau n'était pas un vain mot. Mais cela risque de crispier encore davantage le climat politique au sein du Parti communiste soviétique. Les conservateurs, nettement sur l'offensive à l'approche des élections locales, ne vont pas manquer de dénoncer les attitudes à l'unité du pays. Et ces cris d'alarme trouveront un écho certain parmi la population russe, qui a toujours été étonnée dans un fort état d'esprit patriotique. Le nationalisme russe gagne d'ailleurs du terrain.

M. Gorbatchev devra donc livrer une bataille politique extrêmement ardue, à son retour à Moscou, devant le comité central du PC soviétique. D'autant que les initiatives des communistes lituanais obligent à accélérer le mouvement des réformes et sans doute à les radicaliser. Le dirigeant soviétique a indiqué que le plénum « élargi » du comité central, prévu fin janvier pour préparer le prochain congrès du Parti communiste soviétique, devrait se pencher sur l'organisation du PC et notamment sur son fonctionnement centralisé. Il est question d'accorder beaucoup plus d'autonomie aux partis communistes des Républiques.

M. Gorbatchev était venu en Lituanie pour discuter de l'indépendance avec le Parti communiste lituanien par rapport au Parti communiste soviétique. C'est de l'indépendance tout court dont il a été finalement question. Le débat s'est approfondi et élargi. Sous l'effet de la « locomotive » lituanienne, l'Union soviétique en vient peu à peu à mettre en cause les fondements mêmes de son système. — (Interim.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le PC libère la moitié de ses sièges au Parlement avant les élections du 8 juin

Les premières élections libres depuis 1946 en Tchécoslovaquie auront lieu probablement le 8 juin. Les participants à la table ronde, qui regroupent les principaux mouvements politiques du pays ont décidé vendredi 12 janvier que ce scrutin se déroulerait à la proportionnelle — « système le plus approprié pour respecter l'équilibre des forces politiques dans la société ». Le nouveau projet de loi électorale sera soumis au Parlement dans moins de deux semaines.

Ces élections législatives détermineront la composition de l'Assemblée fédérale tchécoslovaque et des Parlements régionaux des Républiques tchèque et slovaque. Aux termes de l'accord, les élections locales ne se tiendront que dans le courant du deuxième semestre de cette année.

Le mouvement d'opposition Forum civique a joué apparemment un rôle-clé dans la campagne. Il a expliqué qu'il apporterait son soutien à des candidats dans toutes les circonscriptions, sans se présenter en tant que parti.

« Une estimation réaliste »

Par ailleurs, le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a accepté, lors de la table ronde, de renoncer d'ici à la fin du mois de janvier à une centaine de sièges au Parlement, soit à peu près la moitié des sièges qu'il contrôle actuellement, « conformément à une estimation réaliste du soutien dont il jouit aujourd'hui dans le pays ».

Ces sièges « libérés » seront mis à la disposition des représentants du Forum civique dans les Républiques tchèque et slovaque. Cela per-

RDA : en cédant aux exigences de l'opposition

Le gouvernement de M. Modrow tente de désamorcer la crise

La rage de la population allemande contre l'ancienne police de sécurité d'Etat a eu raison de l'obstination du gouvernement, décidé à créer avant les élections de nouveaux services de renseignements qui auraient absorbé une partie des 85 000 agents de l'ex-Stasi. En annonçant qu'il y renoncera vendredi 12 janvier, à l'issue des débats du Parlement sur l'action de son gouvernement, le premier ministre, M. Hans Modrow, a évité une épreuve de force que personne ne souhaitait réellement lors de la prochaine réunion de la table ronde, lundi 15 janvier.

BERLIN-EST

de notre correspondant

Le refus du gouvernement de céder avait provoqué au Parlement lui-même une levée de boucliers de tous les partis de l'ancien Bloc national, encore associés aux communistes dans le gouvernement de coalition, mais qui prennent de plus en plus leurs distances à son égard. Campagne électorale oblige, les leaders de ces formations avaient menacé de quitter la coalition si M. Modrow maintenait sa position. L'incapacité — ou le refus — du procureur général adjoint de l'Etat et du président de la Cour suprême à répondre aux questions des députés sur les enquêtes en cours à propos des activités de l'ancienne Stasi avait provoqué pendant les débats un tumulte inhabituel sur les bancs parlementaires, y compris communistes, qui ont décidé d'ouvrir une enquête disciplinaire contre les deux hauts fonctionnaires. Le responsable de la dissolution de la Stasi a été lui aussi révoqué par le gouvernement, pour incompétence.

Risques

de tensions sociales

Cette affaire a mis en évidence les difficultés de tous ordres que rencontre la liquidation des structures de l'ancien pouvoir communiste. Le gouvernement rendait à trancher, préférant le plus souvent une retraite en bon ordre pour essayer de ménager les susceptibilités. Mais il se heurte lui aussi à un mélange de mauvaise volonté et

d'incompétence. On ne change pas en un seul jour les habitudes d'une administration. Et les conséquences sont nombreuses.

La lenteur de la réaction du gouvernement dans cette dernière affaire a pour la première fois déclenché dans les entreprises des mouvements de grève spontanés. S'il s'agit aujourd'hui de refuser les conditions de reclassement des anciens agents de la Stasi, il s'agit demain d'autres choses. Personne n'ignore que les réformes à venir n'ont pas sans tensions sociales.

Deux tabous importants viennent ainsi de sauter. Celui du refus de la société est-allemande de recourir à la grève — jusqu'ici on avait seulement parlé de menaces, et les quelques appels à des grèves générales lancés ici ou là avaient été vite enterrés. Celui aussi d'une révolution qui se passerait sagement hors des heures de travail. Ce deuxième tabou était, il est vrai, largement une fiction. Si l'on ne manifestait pas pendant les horaires de travail, l'abstentionnisme et les pertes de productivité ont été considérables ces derniers mois. Ils expliquent pour une large part la perte de production industrielle de 4 milliards de marks annoncée jeudi par M. Modrow pour les derniers mois de l'année 1989.

Les états d'âme de l'appareil d'Etat provoquent également de nombreux retards dans les décisions à prendre sur le plan économique. Le ministre des finances a annoncé vendredi une série de premières mesures visant à supprimer un certain nombre de subventions sur des produits de consommation, notamment dans le secteur vestimentaire. Le Parlement a, de son côté, modifié la Constitution pour permettre l'introduction de capitaux étrangers en RDA et la création d'entreprises mixtes avec une participation maximale de 49 % pour les partenaires occidentaux. Mais d'autres mesures complémentaires indispensables, notamment pour la protection des investissements étrangers ou la levée des barrières administratives pour l'importation de toutes sortes d'équipements dont le pays a un besoin urgent, se font toujours attendre. Le ministre ouest-allemand des finances, M. Theo Waigel, président de la CSU bavaroise, qui était venu vendredi pour le premier ministre est-allemand à Berlin-Est, s'est fait l'écho des impatiences, à ce sujet, des investisseurs étrangers.

HENRI DE BRESSON

Les partis de RFA pourront financer ceux de RDA

Suite de la première page

Quelques-uns, dont le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Johnny Klein, arboraient bien un discret costume bavarois, mais dans l'ensemble la dignité sociale, surtout reconnaissable à ses accents roulaux, n'eut guère le loisir de trop farfouiller.

Accueillis dans le grand hôtel de la ville par l'un des adjoints au maire, membre du Parti chrétien-démocrate de l'Est, les députés avaient bien prévu un

petit tour de ville, mais ils avaient préféré ne pas trop faire de battage autour de l'excursion et, au grand dépit des caméras de la télévision bavaroise, le fameux petit tour s'est passé dans l'indifférence générale de la « ville-héros » d'où étaient parties en septembre dernier les grandes manifestations contre le régime communiste.

Courtoisés par toute une série d'émules locaux divisés en au moins trois groupuscules qui espèrent chacun la main de Munich, les parlementaires bavarois n'étaient pas venus faire du prosélytisme. Venu pour s'informer, disaient-ils, ils ont rencontré des représentants de tous les partis et groupes politiques à l'exception des communistes et des sociaux-démocrates.

Premières grandes retrouvailles

Ces derniers tenaient assemblée ce week-end à Berlin-Est. Quarante ans après la fusion forcée à laquelle ils avaient été contraints par les communistes au sein du SED, les sociaux-démocrates de l'Est avaient annoncé la récréation de leur parti en septembre dernier. Leurs premières grandes retrouvailles se sont ouvertes vendredi soir sous l'œil attentif de nombreux parlementaires sociaux-démocrates de l'Ouest. « Nous sommes de nouveau là », s'est écrié au comble de l'émotion une vieille militante de Rostock, sous des applaudissements à tout rompre.

HENRI DE BRESSON

ts son premier numéro, le « Justice contre les profiteurs de la trahison », dont les dirigeants payent pour les centaines de trahisons des bombes... pour les ouvriers livrés aux... »

ali a sonné. Le 1^{er} septembre, mandat d'arrestation décerné contre Renault, qui se réfugie à la propriété du Perche, René xave tente de le sauver. Le de l'intérieur, Adrien unquel il s'adresse, répond : « communiste est en train de fuir. Peut-être est-ce une de sacrifier Louis Renault, pour sa sécurité personnelle est-il prudent de le sous la vindicte populaire. » L'ombre, sur le conseil de ses, Louis Renault se présente juge. Le lendemain, il est 6 de « commerce avec » et écroué à la prison de même temps que René xave.

s âgé de soixante-sept ans, Renault était en mauvais état ue. Il souffrait de troubles es. Atteint d'apoplexie, il ne ner qu'avec difficulté. Mora- à la limite du désespoir. Pour i avait depuis si longtemps, rapports privilégiés avec les ques les plus influents, qui s des conditions matérielles ouver soudain dans un milieu a imaginer était une épreuve supportable. Des coups lui s, comme sa famille et ses pro- ? Aucune preuve probante ifirmer ni l'innocence, ni la mort 1944, à la clinique Saint-Jean-

restations de Louis Renault et systématiquement, l'usine se trouve pri- x plus importants dirigeants. peut être assurée que par des nt l'autorité est amoindrie. té impliqués à des titres divers les décisions prises durant ? Quant aux quarante-huit qui ne représentent que 0,28 % mal, ils sont dans l'impossibilité ablement.

e fin à une situation dangereuse rie, le conseil des ministres pro- eptembre 1944, la « requête usines Renault » et, le 5 octo- u résistant, Pierre Lefaucheur, ur provisoire.

a Louis Renault allait étendre claire entamée contre lui. Les s juridiques qui en résultaient, « bien libéré », sont donc que les ult ne peuvent plus être confi- les doivent normalement faire éritiers ». Cette solution ne peut e par la nation, disent les fait- gouvernement suit. Le 1^{er} novem- la confiscation. « Le gouverne- Combat, a porté un jugement t sans aucun recours. La natio- surviendra ne sera donc pas la d'un jugement, mais de la raison

ue au programme du Conseil la Résistance, la nationalisation décidée au sommet de l'Est, ne s une mesure de politique indus- une mesure politique. Il s'agit r un industriel isolé, donc et qui, en fait, sera la seule vic- ante de l'épuration économique. as les conditions de l'époque, néral de Gaulle devait associer son soutien à la fois les exigences pla- s surentendues communistes, la des demeurent la seule solution, a que, dans son for intérieur, il avouait. Certes, Renault devait iques décennies devenir un moteur e et social, il n'en demeure pas a question était posée par le gé- ne, qui, le 12 novembre 1947, « Il n'y a aucune excuse de raison Renault reste perpétuellement e, du moment que Renault est

GILBERT HATRY
Président de la société d'histoire
du groupe Renault

et sur

MOSCOU

de notre correspondant

C'est avec un scepticisme marqué, presque avec hostilité, que les nationalistes lituanais ont accueilli, vendredi 12 janvier, l'annonce faite la veille par M. Mikhaïl Gorbatchev qu'un projet de loi sur les modalités du droit à la sécession pour les Républiques de l'URSS allait être soumis à un débat national. Les principaux représentants du mouvement national lituanien ont multiplié les commentaires extrêmement sévères sur cette initiative spectaculaire du dirigeant soviétique, dans laquelle ils ne voient qu'une manœuvre dilatoire.

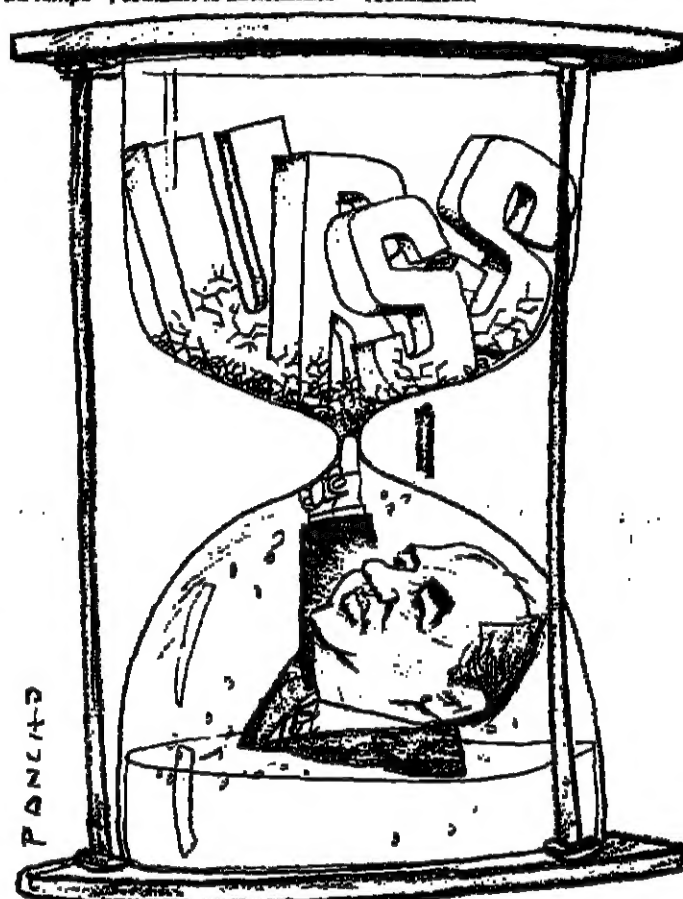
« C'est un mensonge qui ne coûte pas cher, je ne sais pas si cela viendra de lui ou si on le lui a suggéré. C'est un mensonge pour les gens naïfs, notamment pour l'Occident. Si nous adoptons un tel projet, ce serait reconnaître que nous faisons partie de l'URSS. » M. Vitasius Lansbergis, le président du Sajūdis, le mouvement indépendantiste lituanien, domine le ton quelques heures après les déclarations de M. Gorbatchev.

Pour M. Antanas Tereškinas, le responsable de la Ligue de la liberté de la Lituanie, un mouvement indépendantiste radical, « la nouvelle fédération de Gorbatchev sera identique à l'ancien empire russe (...). Le mur de Berlin est tombé grâce aux manifestants. La loi ne nous donnera pas l'indépendance, parce que la décision reviendrait de toute façon au Congrès des députés soviétiques. »

Les nationalistes lituanais s'inspirent désormais ouvertement de l'exemple des bouleversements démocratiques dans les pays de l'Est pour poursuivre leur action. Ainsi, M. Lansbergis n'hésite pas à déclarer que la Lituanie se trouvait dans le même cas que les pays de l'Europe de l'Est. De fait, c'est dans les pays baltes que la vague démocratique est-européenne a suscité le plus d'écho au sein de l'Union soviétique. L'élan réformateur, lancé depuis Moscou en 1985, revêtait, tel un bouillonnement, l'URSS, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie s'ouvrent ainsi au multi-partisme. Des formations politiques qui avaient disparu lors de l'annexion des Républiques baltes par Moscou, en 1940, ont refait surface ces derniers mois.

Des nationalistes interrogés vendredi dans d'autres Républiques

soviétiques, comme par exemple M. Zviad Gamsakhouria en Géorgie, où se développe de nouveau une vive agitation nationaliste, analysaient en termes identiques ce futur débat national proposé par le dirigeant soviétique sur les modalités de sécession. M. Gorbatchev veut « calmer les esprits, gagner du temps », estimait le nationaliste



géorgien. Un représentant du mouvement national arménien considérerait pour sa part qu'il fallait attendre de connaître ce fameux projet de loi pour pouvoir se prononcer et qu'un débat national pouvait fort bien durer « vingt ou trente ans ». Un porte-parole du Front populaire de Moldavie déclarait pour sa part que la proposition de M. Mikhaïl Gorbatchev, tout en méritant d'être étudiée, n'offrait pas de prime abord cette République du sud-ouest de l'URSS. « Nous avons beaucoup de problèmes intérieurs », ajoutait ce porte-parole, « ajoutant que la question de la sécession n'était pas envisagée en Moldavie. »

Reste à savoir si l'annonce d'un projet de loi sur les modalités de sécession calmera les esprits ou si M. Gorbatchev vient d'ouvrir une nouvelle boîte de pandore. Le pouvoir soviétique a toujours reconnu ce droit à l'autodétermination, mais ce droit est resté hautement théorique. Les Arméniens et les Géorgiens appellent aujourd'hui, à qui veut les entendre, comment Lénine mit fin à la courte indépendance de leurs Républiques au début des années 20.

Un intellectuel lituanien a en, jeudi, ces mots devant le chef de l'Etat soviétique : « Nous sommes, a-t-il dit, en train de nous débar-

Un lieutenant soviétique tué en Azerbaïdjan

Le mouvement d'insurrection qui avait touché la ville azerbaïdjanaise de Lenkoran (le Monde du 12 janvier) pour forcer le Kremlin à rendre à l'Azerbaïdjan le contrôle du Haut-Karabakh semble s'étendre, et de nouveaux affrontements armés sont signalés autour de cette région à majorité arménienne.

Un lieutenant des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur est mort vendredi 12 janvier après avoir été blessé par balles dans le village d'Arkhonlou, près de Chammian, a annoncé l'agence Tass. Touché par un milicien azéri, il est décédé dans un hôpital de Tbilissi (Géorgie) où il avait été transporté. Une enquête judiciaire est en cours.

Par ailleurs, le village arménien de Manachid, à la frontière du Haut-Karabakh, a été attaqué vendredi par des Azéris armés de fusils d'assaut et portant des gilets pare-balles. Les troupes du ministère de l'Intérieur ont repoussé l'attaque, et il y a eu des blessés de part et d'autre.

Ce village se trouve à proximité de Chammian, où les Arméniens dominent en territoire azéri. C'est là qu'il y a eu depuis mardi une série d'enlèvements. Les Azéris ont enlevés des Arméniens, qui ont fait de même avec des Azéris. Des femmes et des enfants ont été libérés, mais une quarantaine de personnes au total étaient toujours détenues vendredi, selon Interfax, une publication de Radio-Moscou. Des renforts ont été envoyés sur place par hélicoptère.

Tass affirme aussi que les dirigeants du Front populaire local ont appelé à expulser tous les Arméniens vivant encore à Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, et à lancer une « marche sur le Haut-Karabakh ». L'agence rapporte également qu'à Lenkoran, où la radio a été occupée, de même que d'autres bâtiments officiels, « tout le pouvoir est passé aux mains du Front populaire » et que la situation s'aggrave aussi dans la ville proche de Jalilabad, qui s'était déjà insurgée en décembre dernier. — (AFP, UPI.)

EUROPE

ROUMANIE : confronté à d'importantes manifestations anti-communistes

Le Conseil du Front de salut national déclare le PC « hors la loi »

L'atmosphère est à ce point chaotique et fragile à Bucarest qu'il a suffi, vendredi 12 janvier, d'une foule de quelques milliers de manifestants — au plus fort du rassemblement dans l'après-midi elle était estimée à trois mille personnes — pour faire céder le nouveau pouvoir.

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

Au terme d'une journée où il fut traité tour à tour de « Garbachev » (ce qui, dans ce contexte, n'est pas un compliment) et de « Ceausescu », le président du Conseil du Front de salut national (CFSN), M. Ion Iliescu, a annoncé aux manifestants, depuis le balcon du ministère des affaires étrangères où siège le nouveau gouvernement, la mise

hors la loi du parti communiste roumain « confisqué par la dictature qui en avait fait l'instrument de la démagogie politique et du mensonge érigé en méthode de gouvernement contre le peuple ».

M. Iliescu, aux côtés duquel se trouvaient le premier ministre, M. Petre Roman, et M. Dumitru Mazilu, vice-président du CFSN, a également annoncé qu'un référendum serait organisé le 28 janvier sur le rétablissement de la peine de mort pour les « terroristes », une revendication émise avec insistance par la foule qui réclamait « des morts pour les morts », c'est-à-dire la peine capitale pour ceux qui ont tué. Le CFSN a donc été contraint de se déjurer sur ce point puisque ce sont ses propres dirigeants qui avaient aboli la peine de mort après l'écroulement du couple Ceausescu. Enfin, les manifestants ont obtenu la promesse de la création d'une commission qui examinerait

toutes les plaintes et revendications des citoyens. Soulagé de pouvoir donner quelque chose en pâture à la foule, M. Iliescu annonçait dans la foule l'arrestation du troisième fils des Ceausescu, Valentin, et du chef de la garde personnelle du dictateur, en promettant des procès publics.

Tard dans la soirée, des groupes de dizaines de jeunes, très excités et encouragés par la présence des projecteurs de la télévision, parcouraient encore les grandes artères de Bucarest, drapés en tête ou juchés par groupes sur des camions-bennes pris dans les chaudières, en criant « Nous sommes le peuple » et « A bas les communistes ». Certains, passablement éméchés, avaient improvisé un contrôle avec fouille des voitures aux abords de la télévision, où un cordon de soldats avait été placé afin d'empêcher les manifestants d'entrer. Une délégation de « représentants de la foule » fut

finalisée dans le bâtiment pour une discussion animée retransmise en direct par la télévision.

«Menteur !»

Ce qui devait être au départ un jour de deuil national pour les victimes du soulèvement de décembre a donc dérapé, se transformant au fil des heures en une manifestation de défiance à l'égard des nouveaux dirigeants : M.M. Iliescu, Roman et surtout Silviu Brucan, l'ancien ambassadeur communiste devenu l'idéologue de ce nouveau régime, ont été conspués et mis en cause par la foule rassemblée place de la Victoire sans interruption depuis midi. M. Brucan a préféré ne pas se montrer tandis que M.M. Iliescu, Roman et Mazilu, juchés sur un char de l'armée, engageaient le dialogue avec les manifestants : « Aucun coupable n'échappera à la justice, je vous le promets », s'est écrié Petre Roman. « Que font les communistes au gouvernement ? », rétorquait la foule. « Ce ne sont pas des communistes », a assuré le premier ministre. « Menteur ! », a répondu la foule. L'acteur Ion Caranitu, membre du CFSN, n'a guère eu plus de succès, tandis que seul M. Mazilu finissait par trouver grâce aux yeux des manifestants. « Lui au moins il a lutté contre le régime de Ceausescu », justifiait une femme qui elle-même grimpait sur le char pour attaquer Petre Roman. « Vive Mazilu, vive Dojna Cornelia ! » (opposante persécutée sous Ceausescu), a-t-on pu entendre en même temps que « A bas Brucan ! ».

Pour tenter de dompter cette foule M. Roman a aussi lu un appel du journal *Romania Libera* à brûler les cartes du Parti communiste sur les lieux mêmes où sont tombés les héros de la révolution de décembre et où, vendredi, les Bucarestois venaient allumer des milliers de bougies dans la neige.

MM. Roman et Mazilu ont par ailleurs fait savoir qu'ils ne participeraient pas eux-mêmes aux élections libres, en réponse à la foule qui réclamait que le Front de salut national (FSN) ne prenne pas part en tant que tel aux élections. Vendredi soir la situation des dirigeants du CFSN, confrontés pour la première fois à une véritable manifestation dirigée contre eux, paraissait bien précaire.

SYLVIE KAUFFMANN

A Timisoara, l'armée a provisoirement pris le pouvoir

A Timisoara — où les premiers troubles avaient éclaté le samedi 16 décembre avant de s'étendre à l'ensemble de la Roumanie, — l'armée a pris le pouvoir, à titre provisoire, après la démission des instances locales du Conseil du Front de salut national (CFSN), a-t-on annoncé samedi matin 13 janvier de source officielle à Bucarest.

Le commandant de la zone militaire de Timis, le général Oreste Popescu, a annoncé qu'il prenait lui-même la direction du district jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil départemental du CFSN, indique l'agence roumaine Rompres. Cette élection, a-t-il dit, doit intervenir dans le courant de la semaine prochaine. — (AFP.)

POLOGNE : de jeunes anarchistes manifestent à Varsovie. — Une centaine de jeunes anarchistes ont manifesté « contre le capitalisme » et « contre les hausses des prix », vendredi 12 janvier en fin d'après-midi dans le centre de Varsovie, devant les sièges du Parlement polonais, du comité central du POU et de Solidarité.

La séance du Sénat, consacrée à l'examen du programme économique du gouvernement et retransmise en direct par la télévision, a dû être suspendue pendant une quinzaine de minutes, en raison du vacarme provoqué par les manifestants. Ceux-ci, des lycéens pour la plupart, arboraient des drapeaux noirs frappés du sigle des anarchistes et scandaient notamment : « A bas le capitalisme ! », « nous ne voulons pas de hausses des prix ! », ou « la soupe [populaire] pour Kurov » (le ministre du travail), et encore « A bas la nomenclature ! ».

AFGHANISTAN : Kaboul espère un renforcement des relations avec la France. — La décision de Paris de rouvrir son ambassade à Kaboul devrait « renforcer » les relations franco-afghanes, a déclaré vendredi 12 janvier un porte-parole du régime de Kaboul, qui s'est « réjoui » de cette mesure. — (AFP.)

ALBANIE

Les rumeurs de troubles sont « un tissu de mensonges » assure un dirigeant du parti

Les informations faisant état ces derniers jours de troubles sont « un tissu de mensonges », a affirmé un haut dirigeant albanais, M. Foto Cami, au cours d'une interview à la radio-télévision albanaise citée vendredi 12 janvier par l'agence ATA, reçue à Belgrade.

Ceux qui se livrent à cette « campagne anti-albanaise souhaitent voir se produire en Albanie les mêmes bouleversements que dans les pays de l'Est », a déclaré M. Cami, secrétaire du comité central du Parti communiste.

L'objectif de cette campagne, a ajouté M. Cami, « est de restaurer en Albanie l'oppression et l'exploitation » [et de] « priver le pays de sa liberté, son indépendance et sa souveraineté ».

M. Cami a surtout mis en cause la Yougoslavie, son agence de presse Tanjug et les journaux de Belgrade, qu'il a accusés d'être à l'origine de cette campagne destinée, selon lui, à « détourner l'atten-

tion du monde » de la situation dans la province yougoslave du Kosovo (où la population albanaise majoritaire se dit privée de droits nationaux) et de la grave crise économique et politique qui sévit en Yougoslavie.

M. Cami a déploré qu'« une partie » de la presse grecque se soit jointe à cette « campagne anti-albanaise », soulignant que « la détérioration artificielle des relations d'amitié albanais-grecques n'est dans l'intérêt de personne ».

Un peu plus tôt, l'agence Tanjug, citant des « sources sûres », avait annoncé que l'état d'urgence avait été décrété en Albanie.

« Soucieuses d'empêcher des manifestations de protestation, les autorités albanaises ont mis en place des mesures extrêmement rigoureuses de contrôle de la situation dans le pays », a ajouté l'agence, estimant que ces mesures « peuvent être qualifiées avec certitude d'état d'urgence ».

BULGARIE

Compromis sur les droits de la minorité turque

Sofia. — Un compromis sur le rétablissement des droits des musulmans de langue turque de Bulgarie a été conclu, vendredi 12 janvier, lors de la table ronde à Sofia.

Les participants de ce Conseil social ont adopté un projet de déclaration qui devait être entériné lundi par l'Assemblée nationale et qui confirme le droit des musulmans « à rétablir leurs noms turcs et à parler turc dans la vie quotidienne ».

Ce conseil, réuni depuis le 8 janvier, avait été créé à la suite des manifestations et des grèves de protestation contre la décision des nouvelles autorités de mettre un terme à la politique d'assimilation forcée de la minorité turque. Pour apaiser les craintes des nationalistes, le document, qui représente un « compromis vulnérable », selon M. Vassil Matchkov, président de la commission qui a élaboré le projet et vice-président du Conseil d'Etat, prévoit « des garanties juridiques et administratives pour la partie ethnique la moins nombreuse de la population dans chaque région, communauté ou localité ».

Le projet de déclaration interdit « les organisations politiques et activités qui sont dirigées contre l'intégrité territoriale de l'Etat » et qui « visent une séparation des parties du territoire à partir de principes religieux, ethniques ou autres ». « La discrimination et l'incitation à l'hostilité et à la haine ethnique sont inacceptables et sanctionnées sévèrement par la loi », a précisé M. Matchkov.

Le président du comité sofiote pour la défense des intérêts nationaux, M. Kamen Guereva, a estimé pour sa part que le report au mois de février de l'adoption de la nouvelle loi permet aux nationalistes de gagner du temps. Il a exprimé l'espoir qu'il n'y aura plus de grèves.

M. Medi Doganov, président du Mouvement pour les droits et les libertés des Turcs et musulmans en Bulgarie, a souscrit au compromis tout en regrettant la procédure décidée pour recouvrer les noms islamiques. Le président de l'Union des forces démocratiques, M. Jeljo Jeleu, qui regroupe les principaux mouvements indépendants, a estimé qu'« une baisse de la tension sociale pourrait résulter de ce document ». — (AFP.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Arrestation de quatre membres présumés de l'IRA

Quatre membres présumés de l'IRA (Armée républicaine irlandaise) ont été arrêtés vendredi 12 janvier, en Floride, alors qu'ils tentaient d'acheter une missile antiaérien à infrarouge. Le chef du FBI pour le sud de la Floride, M. William Gavin, a indiqué que trois d'entre eux étaient des Irlandais. Il s'agit de Kevin Joseph McKinley, Seamus Moley et Joseph McColgan. Le quatrième, Sean John McCann, est de nationalité canadienne.

Les quatre hommes, qui voulaient acquérir un missile Stinger, ont été arrêtés au terme d'une enquête de deux mois, ont précisé des responsables du FBI et du Bureau fédéral des alcools, tabacs et armes à feu. Vendredi, Seamus Moley a payé 50 000 dollars à un agent fédéral qui s'était fait passer pour un fournisseur, afin d'acquiescer ce missile portable américain.

Les quatre hommes ont été accusés de conspiration en vue de possession d'armes destructrices, de possession d'un instrument destructeur et de violations des lois sur les exportations d'armes. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent chacun vingt-cinq ans de prison et 750 000 dollars d'amende, a précisé le FBI. Incarcérés à la prison du comté de Palm-Beach, ils seront déferés devant un juge le 16 février. — (AFP.)

BRÉSIL

Le procureur fédéral annule l'accord avec les chercheurs d'or

L'accord conclu mardi 9 janvier entre le gouvernement brésilien et les « garimpeiros » (chercheurs d'or) contraignant ceux-ci à abandonner les territoires des Indiens Yanomami dans l'Etat du Roraima (extrême nord du Brésil), qu'ils occupaient illégalement, a été déclaré mercredi soir « nul et non avenue » par le procureur de la République. Il prévoyait la création de trois « réserves d'orpaillage », devant être délimitées dans les « forêts nationales », mais situées encore en territoire traditionnel yanomami (le Monde du 12 janvier).

Le texte signé mardi a été déclaré nul, car il contrevient aux

dispositions de deux décisions de justice de la cour fédérale de Brasília, d'octobre et décembre derniers, ordonnant le retrait des « garimpeiros » de tous les territoires du nord-ouest du Roraima, soit près de 10 millions d'hectares de forêt équatoriale.

Le négociateur de l'accord avec les « garimpeiros », le directeur national de la police fédérale, M. Romeo Tuma, a été cité mercredi à comparaître et risque de quinze jours à six mois de prison sans sursis s'il est prouvé qu'il a pure et simple des « garimpeiros ». — (AFP.)

Avant de céder aux exigences de la foule

Les dirigeants du CFSN avaient été conspués par des milliers de manifestants

Les trois principaux dirigeants du Conseil du Front de salut national (CFSN), MM. Ion Iliescu, Dumitru Mazilu et Petre Roman, ont été conspués vendredi soir 12 janvier par des groupes de manifestants rassemblés place de la Victoire, dans le nord de Bucarest.

Pendant plus d'une heure, MM. Iliescu, Mazilu et Roman, grimpés sur un blindé devant le siège du CFSN, ont fait face à la foule de quelques milliers de personnes pendant que des groupes de manifestants scandaient : « A bas le communisme ! ». Seuls quelques soldats, chargés de la défense du siège du gouvernement, étaient présents sur la place et protégeaient les dirigeants roumains.

Dans l'après-midi, quelque dix mille personnes avaient manifesté place de la Victoire pour exiger que les communistes compromissés avec l'ancien régime Ceausescu démissionnent des nouvelles instances dirigeantes du pays.

M. Iliescu a tenté de rassurer la foule en déclarant que « la seule tâche du CFSN [était] d'assurer

des élections libres », et que la future loi électorale serait soumise à un débat public.

Au lieu de rétablir le calme, les propos de M. Iliescu ont provoqué un regain d'agitation alors que la plus grande confusion commençait à s'installer sur la place. M. Mazilu, vice-président du CFSN, a alors pris fait et cause pour les manifestants, allant jusqu'à réclamer la peine de mort pour les « terroristes », comme le demandaient ces derniers, alors que la peine de mort avait été abolie par le Conseil après l'écroulement du couple Ceausescu. M. Mazilu, qui s'est mis à scander : « Liberté ! » en écho aux manifestants, a promis que « toutes leurs demandes seraient satisfaites ».

« M. Iliescu s'est discrédité »

« Braves gens, écoutez, il y aura des morts ce soir si vous n'arrêtez pas ! », a alors crié M. Roman, mettant en garde contre les risques que des « terroristes » n'utilisent cette manifestation pour créer des troubles. Loin de se calmer, un groupe de manifestants situés sur

la droite de la place ont au contraire commencé à lancer des boules de neige sur les dirigeants roumains, qui ont dû descendre du blindé, protégés par des soldats. « L'armée avec nous ! », ont scandé des manifestants, pendant que les soldats montés sur le blindé faisaient le « V » de la victoire et agitaient un drapeau aux couleurs nationales bleu-jaune-rouge.

Peu après, les lumières ont été éteintes sur la place et les micros coupés. Trois cents à quatre cents jeunes gens qui brandissaient des drapeaux roumains sont alors montés dans un camion et dans un car, en criant : « Tous à la télévision ! », afin de contraindre la télévision roumaine à retransmettre la manifestation. On fait celle-ci l'avait déjà été en majeure partie.

Selon des observateurs roumains, des parisiers des nouveaux partis d'opposition au CFSN (partis paysan, libéral, démocratique) participaient à cette manifestation. Certains se sont étonnés que les dirigeants du pays aient consenti à discuter dans la rue avec des « irresponsables ». « M. Iliescu s'est discrédité », a estimé l'un d'eux. — (AFP.)

DIPLOMATIE

Le désarmement conventionnel en Europe

La négociation de Vienne subit le contrecoup des bouleversements à l'Est

Les seize pays de l'OTAN et les sept membres du pacte de Varsovie ont repris vendredi à Vienne leurs négociations sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), conscients de la course contre la montre qui les attend s'ils veulent respecter l'objectif ambitieux consistant à signer un premier accord dans le courant de cette année. Pour donner un coup de pouce à la négociation, les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Italie et de la RFA, MM. Roland Dumas, Gianni De Michelis et Hans-Dietrich Genscher, sont attendus à Vienne le 25 janvier.

VIENNE

de notre correspondant

Des progrès substantiels ont été réalisés depuis l'ouverture des FCE, le 9 mars dernier. Les deux alliances ont présenté leurs projets de traités — avec beaucoup de « blancs » qui restent à remplir. Elles se sont mises d'accord sur la définition des pièces d'artillerie, une des six catégories qui font l'objet des négociations (avec les avions de combat, les hélicoptères, le personnel, les chars et les autres véhicules blindés) : elles ont rapproché leurs vues sur les plafonds à fixer pour ces catégories et sont

arrivées à une large convergence de vues sur les mesures de stabilisation et de vérification.

Des divergences profondes subsistent cependant dans plusieurs domaines, notamment sur les avions. L'OTAN a accepté la demande de l'Est d'inclure les avions de combat dans la négociation, mais en exigeant de parler de tous les avions. L'URSS insiste cependant pour exclure quatre catégories d'avions, dont les bombardiers à longue et moyenne portée, considérés comme « avions stratégiques de défense ». Des diplomates occidentaux ont tenté de convaincre l'Est, qui a répondu « ébranlement » de la position soviétique.

On n'avance pas non plus dans la définition des hélicoptères. Mais les Occidentaux ne cachent pas qu'ils ont eux-mêmes des problèmes pour s'entendre entre eux sur ce qu'est un hélicoptère de combat.

Des chars et des hommes

A propos des chars et des véhicules blindés, l'OTAN a fait un pas notable à la fin de la session précédente en acceptant d'inclure les véhicules blindés à armement lourd ainsi que les chars légers. Cela pour donner satisfaction à l'Est, qui bloquait pratiquement la négociation dans ce domaine depuis l'ouverture en demandant d'élargir cette catégorie à pratiquement tous

les véhicules. Le bouleversement à l'Est ne facilite cependant pas le travail, constatent les diplomates occidentaux, du fait que les nouveaux gouvernements mettent maintenant du temps à définir leurs positions, sans trop d'égards pour l'URSS.

En ce qui concerne les réductions d'effectifs, les divergences restent fondamentales entre l'Ouest, qui ne veut parler que des troupes soviétiques et américaines stationnées hors du territoire national, et l'Est, qui insiste pour y inclure les autres forces : françaises, britanniques, canadiennes, néerlandaises et belges. Face aux intentions prêtées aux Etats-Unis de réduire leurs troupes en Europe, on se demande à Vienne si les FCE ne seront pas tout ou tard dépassées par les événements, au moins sur ce point. Les propositions introduites à Vienne prévoient pour les deux alliances des limites de 275 000 hommes stationnés hors du territoire national selon l'Ouest, et de 300 000 selon l'Est.

WALTRAUD BARYLI

AFGHANISTAN : Kaboul espère un renforcement des relations avec la France. — La décision de Paris de rouvrir son ambassade à Kaboul devrait « renforcer » les relations franco-afghanes, a déclaré vendredi 12 janvier un porte-parole du régime de Kaboul, qui s'est « réjoui » de cette mesure. — (AFP.)

L'Euphrate de

PROCHE-ORIENT

L'Euphrate de la discorde

Suite de la première page

Si M. Madani reconnaît que la Turquie a effectivement laissé passer plus d'eau, il n'en souligne pas moins - alors que la Syrie est menacée, pour la deuxième année consécutive, d'une grande sécheresse - que cette fermeture risque d'avoir des conséquences désastreuses sur la pisciculture et l'agriculture, déjà très touchées l'année dernière.

En fait, les experts s'accordent à dire que la multiplication des projets d'irrigation et d'hydro-électricité des trois pays concernant l'Euphrate dépasse, de loin, la capacité du fleuve. Et, comme l'affirme M. Madani, « en l'absence d'un accord tripartite, il y aura toujours des problèmes ».

Une décision politique

Malgré la création, en 1983, d'un comité technique tripartite, les choses n'avancent pas beaucoup, et la décision relève, sans aucun doute, plus du pouvoir politique. On n'est pas loin de penser, à Damas, que la Turquie cherche avant tout à gagner du temps. Paradoxalement, cette dernière décision turque n'a pas soulevé de problème entre la Syrie et l'Irak. Au contraire, affirme le ministre syrien, « les experts des deux pays ont exprimé des points de vue similaires ».

Depuis la crise de 1973, époque où le remplissage du bar-

rage de Tabqa - principal ouvrage en Syrie, avec un lac de retenue d'une capacité de 11 milliards de mètres cubes, auquel s'ajoutaient les travaux effectués en Turquie - avait

pas l'échange d'informations et une certaine coopération sur ce sujet vital pour les deux pays, bien que l'Irak soit moins menacé puisqu'il bénéficie, seul, de l'utilisation des eaux du Tigre.

Si la Turquie refuse, en la circonstance, d'établir un quelconque lien entre le détournement

refuge au Liban. Du côté turc, on accuse, en fait, Damas de garder ses cartes pour le cas où...

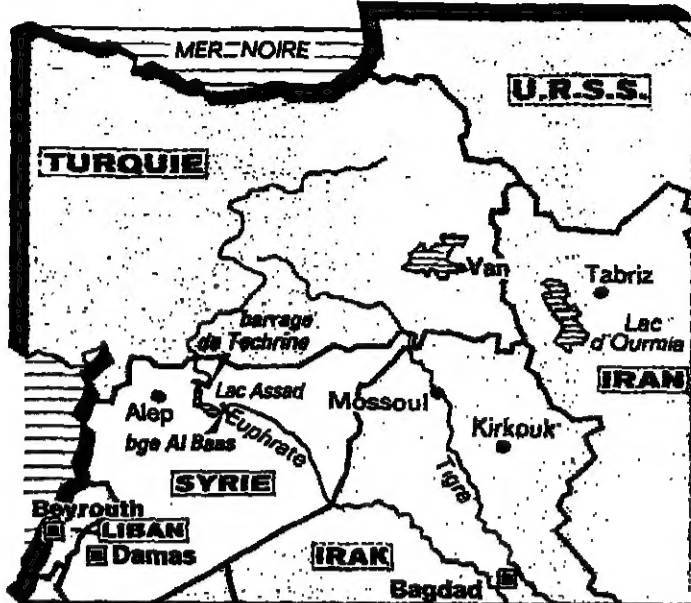
Profondément marquées par l'histoire, les relations syro-turques, longtemps en dents de scie, se sont toutefois normalisées petit à petit. Depuis juillet 1988, les deux pays ont décidé de procéder, tous les ans, alternativement dans chacune des deux capitales, à la visite du chef de leur diplomatie et, dans l'intervalle, à celle d'un viceministre.

De la revendication voilée de la Syrie sur le Sanjak d'Alexandrette, qui figure toujours sur les cartes officielles syriennes, la contrebande à grande échelle le long de la frontière, de l'appui que Damas apporte à la cause des Chypriotes grecs à la question de l'Euphrate, les sujets de discorde ne manquent pas, même si les deux capitales ont décidé de faire prévaloir leurs intérêts communs, en développant leurs relations économiques et commerciales.

Si le dernier incident en date - le mitraillage, en octobre dernier, par deux Mig syriens d'un avion civil turc - n'a pas eu de conséquences politiques, la Syrie ayant reconnu sa faute - on attend toujours, du côté turc, le paiement de l'indemnité compensatoire de 14,5 millions de dollars. La médiation réciproque qui prévaut n'incite sans doute pas beaucoup à la compréhension.

Cette affaire de l'Euphrate risque encore d'aggraver le manque d'eau auquel doit faire face la Syrie, qui a placé dans la mise en valeur du bassin de l'Euphrate - 640 000 hectares de terres irriguées prévus pour l'an 2000 - de grands espoirs et qui mise, outre sur Tabqa, sur les barrages Al Basa, en aval, en service depuis fin 1988, et Tachrine, en amont. La première pierre de ce dernier ouvrage a été posée le 20 décembre, pour augmenter sa production d'électricité, afin de faire face à une demande croissante.

FRANÇOISE CHIPAUX



réduit d'un quart le débit de l'Euphrate à son passage en Irak, provoquant une mobilisation des troupes irakiennes à la frontière syrienne. M. Madani affirme : « Nous n'avons pas de problème avec l'Irak à propos de l'Euphrate ». La rupture des relations diplomatiques entre Damas et Bagdad n'empêche

ment et sa revendication permanente auprès de ses voisins du sud de mieux contrôler leurs frontières, pour y empêcher l'infiltration des « rebelles » kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), il est néanmoins significatif que le protocole signé en 1987 sur la garantie de passage de 500 mètres cubes/seconde d'eau à la frontière syrienne ait été parallèlement à un accord sur la sécurité de la frontière, qui a entraîné l'éloignement des camps du PKK. Ceux-ci seraient regroupés aujourd'hui dans la Bekaa libanaise, sous contrôle syrien.

Ce retrait ne satisfait pas totalement Ankara, qui estime que la Syrie pourrait se montrer plus vigilante, à la fois à l'égard des rebelles du PKK et des Arméniens de l'ASALA - dont certains avaient trouvé

Une meilleure exploitation des ressources hydrauliques turques

ISTANBUL

correspondance

En dévotion des eaux de l'Euphrate en direction de son barrage Atatürk dès samedi 13 janvier pour une période d'un mois, la Turquie franchit un pas important vers une meilleure exploitation de ses ressources en eau.

La gigantesque barrage Atatürk est le plus grand des vingt et un barrages et dix-sept centrales hydroélectriques faisant partie du plan ambitieux connu sous le sigle de GAP, et conçu au début des années 70 pour transformer les six provinces de l'Anatolie du sud-est, jusqu'ici très défavorisées, en une région fertile et industrialisée grâce à une meilleure utilisation de l'Euphrate. Ces immenses projets, d'un coût total de plus de vingt milliards de dollars, permettront au cours des prochaines années d'irriguer une surface équivalente de près d'un huitième de la France. Quelques 250 000 hectares et villages, ainsi que de nombreux châteaux, mosquées et sites archéologiques disparaîtront sous les flots.

Outre, son potentiel économique évident, le GAP pourrait être révéler une carte importante dans

le jeu politique de la Turquie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le gouvernement espère que la création de nouveaux emplois attirera les montagnards kurdes vers les plaines, privant ainsi les séparatistes du PKK du soutien logistique, essentiel, des villageois. L'amélioration des conditions de vie pourrait convaincre les Kurdes de choisir la solution la plus sage, selon Ankara, l'intégration à la Turquie, plutôt que la poursuite de la lutte pour un état turc indépendant. Une station de télévision régionale, récemment créée, émet des programmes destinés à « développer un sentiment national et à encourager l'usage de la langue kurde » dans une zone où, selon M. Karaman Inem, ministre d'Etat sans portefeuille, 40 % seulement de la population parle cette langue.

Avec le GAP, la Turquie dispose également d'un moyen de pression sur ses voisins, la Syrie et l'Irak, tous deux situés plus en aval sur l'Euphrate. La Syrie, surtout, qui ne possède pas d'autres sources importantes d'eau, se trouve à la merci du gouvernement d'Ankara qui peut contrôler à son gré le débit du fleuve.

NICOLE POPE

KOWEIT

Interdiction de toutes manifestations politiques

Le ministère de l'Intérieur koweïtien a interdit toute manifestation politique à Koweït après que la police ait dispersé, lundi soir 8 janvier, dans la banlieue de Koweït une réunion publique de plusieurs milliers de personnes qui demandaient le retour de la vie parlementaire dans ce pays.

Lundi, les forces anti-émeutes ont chargé les manifestants, faisant emploi de grenades à détonation, pour les empêcher d'atteindre le domicile de l'organisateur de la réunion à Al-Jabara, à une trentaine de kilomètres de la ville de Koweït. Des sources informées à Koweït ont fait état de plusieurs milliers de manifestants, certains avançant même le chiffre de 10 000.

Depuis plusieurs semaines, des réunions « illégales » se déroulent chaque lundi à Koweït. D'ores et déjà, une autre réunion est prévue pour lundi prochain dans un autre quartier de la ville.

L'indication donnée par le ministère, selon laquelle les manifestants étaient venus discuter de « problèmes publics », laisse clairement entendre qu'ils s'étaient réunis pour demander le retour de la vie parlementaire, suspendue depuis 1986.

M. Serge Klarsfeld expulsé de Syrie

M. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, a été expulsé de Syrie, vendredi 12 janvier, après avoir tenté de demander l'extradition d'Alain Brunner, soixante-dix-huit ans, criminel de guerre nazi.

Arrivé le 9 janvier à Damas, l'avocat a cherché, en vain, à faire parvenir au président Hafez el-Assad une lettre le priant de livrer à la justice française ou allemande l'ancien bras droit d'Eichmann durant la seconde guerre mondiale. Ses contacts avec des avocats du barreau de Damas et le projet de tenir une conférence de presse connue sous le thème de l'extradition des criminels de guerre nazis ont également échoué, en raison de son interpellation, jeudi soir, à son hôtel.

M. Klarsfeld avait déjà été expulsé de Syrie en 1982. Son épouse, Beate Klarsfeld, avait, pour sa part, été renvoyée de ce pays en mars 1987. Alors que le magazine ouest-allemand *Bunte* a publié, en 1983, une série de photographies d'Alain Brunner dans sa résidence de Damas, ainsi que certaines de ses déclarations, les autorités syriennes continuent de nier sa présence sur leur territoire.

ASIE

CHINE : malgré la levée de la loi martiale

Les journalistes étrangers resteront étroitement surveillés

PÉKIN

de notre correspondant

Le gouvernement chinois a consacré, jeudi 11 janvier, sa première séance de travail après la levée de la loi martiale à Pékin à un sujet d'une importance capitale pour le sort du pays : les nouvelles règles concernant la « supervision » de la presse étrangère.

Ces règles resteront encore quelque temps un secret d'Etat, les médias officiels n'ayant pas jugé nécessaire d'en faire connaître le contenu avant leur promulgation, qui doit intervenir « dans un avenir proche ». L'affaire est présentée comme destinée à « promouvoir les échanges internationaux et la diffusion de l'information, à superviser les activités des journalistes étrangers et des organisations de presse étrangères établies sur le territoire chinois, et à les aider à remplir leur mission ».

Sans mettre en doute ces louables intentions, on peut s'interroger sur l'avenir. La loi martiale avait placé de facto les journalistes - alors en nombre important du fait de la présence des envoyés spéciaux venus assister à la rencontre historique de MM. Gorbatchev et Deng Xiaoping - sous l'autorité arbitraire du clan « putschiste » de la direction chinoise, par le biais de la municipalité de Pékin. Outre l'interdiction de photographier et de filmer les opérations militaires, l'ordre prévoyait une impossibilité quasi totale d'enquêter auprès de la population ou de l'administration.

Les journalistes occidentaux sont maintenant « rendus » à leur autorité de tutelle nationale, le ministère des affaires étrangères. L'introduction d'une nouvelle législation indique toutefois que le premier ministre, M. Li Peng, entend contraindre ce ministère, atteint de « libéralisme bourgeois », à ses yeux, à exercer un contrôle plus strict que par le passé sur les correspondants étrangers. Le fait que le nombre de journalistes expulsés pendant la loi martiale soit resté limité à quelques cas illustre la faiblesse du clan du premier minis-

tre face à une administration divisée.

Mais il n'y a aucune raison de s'imaginer qu'après avoir été formellement « interdits » de Chine, les journalistes étrangers seront de nouveau autorisés à parler librement à des citoyens et à effectuer leur travail normalement dans ce pays. Déjà, les médias de Hongkong

viennent de se voir limiter l'accès à la Chine populaire. La presse nationale est, elle, maintenant fermement en laide depuis plusieurs mois. Cette fois, le tour de passe-passe aura permis de prétendre, pour la consommation extérieure, en particulier le Congrès américain, que l'état d'exception ne règne plus à Pékin.

FRANCIS DERON

CAMBODGE : à la veille de la réunion de Paris

Pékin reste discret sur ses intentions

PÉKIN

de notre correspondant

Les responsables diplomatiques soviétiques et chinois s'efforcent de conserver une certaine sérénité à des relations qui menaçaient de se détériorer à nouveau sérieusement, huit mois après leur normalisation, dans la tourmente électorale de Pékin. M. Igor Rogatchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères et grand spécialiste des relations avec Pékin, a conclu, vendredi 12 janvier, une série d'entretiens dans la capitale chinoise sur une note d'optimisme : la Chine et l'URSS « suivront strictement les accords conclus lors du sommet sino-soviétique de mai l'année dernière et observeront l'esprit du communiqué conjoint, de façon à développer leurs relations bilatérales ».

Ce communiqué, publié à l'issue de la visite historique de M. Gorbatchev en Chine, prévoyait en particulier que les deux pays échangeaient « des informations » concernant le socialisme, tout en respectant mutuellement leurs divergences éventuelles. Le ton positif adopté à l'issue des consultations de M. Rogatchev, qui a rencontré le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, avant de se rendre à Paris pour la réunion, lundi et mardi, des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Cambodge, met donc, au moins provisoire-

ment, un baïonnette à la polémique qui commençait à se faire jour du côté chinois envers Moscou (le *Monde* du 10 janvier).

Il reste que les critiques émanées contre M. Gorbatchev dans des documents secrets du PC chinois font de Pékin un partenaire peu fiable pour Moscou en ces temps de grands chambardements. M. Rogatchev n'est toutefois employé à minimiser le différend idéologique bilatéral en faisant ressortir le caractère positif de ses entretiens sur le conflit cambodgien, objet officiel de sa visite.

L'envoyé du Kremlin a-t-il obtenu une concession chinoise sur ce terrain ? La discrétion de Pékin sur la dernière proposition soviétique de moratoire sur les fournitures militaires aux parties khmères en présence ne permet pas de le supposer. M. Qian s'est contenté d'indiquer que « l'option du prince Sihanouk » quant au rôle de l'ONU dans un règlement du conflit devait être « pleinement respectée ».

Ce qui revient en fait à laisser à l'ancien monarque le soin de décliner toute proposition contraire à sa stratégie d'intégration des Khmers rouges, les protégés de Pékin. Si la Chine envisage de céder tout ou partie de sa carte militaire au Cambodge sous la pression conjuguée de Moscou et d'une opinion occidentale hostile aux hommes de M. Pol Pot, elle cache bien son jeu.

F. D.

AFRIQUE

MOZAMBIQUE

Révolte des salariés contre les mesures d'austérité

Les conséquences des mesures d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) ont provoqué au Mozambique le plus grave mouvement de revendications sociales depuis l'indépendance.

Depuis le 4 janvier, des dizaines de milliers de petits salariés ont recouru à la grève - illégale - pour appuyer leurs exigences, essentiellement des augmentations de salaires.

Le port de Maputo, les chemins de fer, la compagnie nationale de bus, les infirmières de l'hôpital central de la capitale, les ouvriers municipaux, les salariés d'une aciérie, d'une usine de verre et d'une usine de textile, ont cessé le travail tour à tour. Cela a pratiquement paralysé l'activité de la capitale. Les grévistes n'ont repris le travail qu'après avoir reçu de leurs directions respectives l'assurance que leurs revendications seraient prises en compte.

Tout en démentant céder à la pression, le gouvernement a annoncé le 7 janvier au beau milieu des grèves, une augmentation générale des salaires de 16 %. Cette mesure est loin de satisfaire les grévistes, par exemple les infirmières qui demandaient une augmentation de 100 %.

Le gouvernement a lancé, il y a deux ans, un programme de restructuration de l'économie, conduite à la ruine par quatorze ans de guerre civile, opposant notamment le gouvernement aux rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO).

Ce programme, soutenu par le FMI, la Banque mondiale et la communauté des donateurs occidentaux, s'est traduit par la libéralisation de la majorité des prix, l'abandon de l'aide alimentaire aux couches les plus défavorisées de la population, et en général l'érosion de leur pouvoir d'achat.

L'inflation est estimée à 50 % en 1989. - (AFP.)

NIGÉRIA

Des chrétiens ont manifesté contre « l'islamisation » du pays

Des milliers de chrétiens ont manifesté pacifiquement, jeudi 11 janvier, dans quatre Etats du nord du Nigeria pour protester contre le « processus d'islamisation » du pays. Ils estiment, en effet, que le remaniement ministériel du 29 décembre a favorisé les musulmans.

A Jos et Kaduna, capitales des Etats du Plateau et de Kaduna, les manifestants ont rencontré les gouverneurs, qui ont promis de faire part de leurs protestations au président Ibrahim Babangida. Mgr Peter Jatau, archevêque catholique de Kaduna, a affirmé, dans un communiqué, que le gouvernement ne maintenait plus l'équilibre religieux, mais penchait « ouvertement » en faveur de l'islam.

Le 10 janvier, le président Babangida avait décidé de reporter une visite officielle de quatre jours aux Etats-Unis, prévue à partir du

16 janvier, à la suite des réactions entraînées par les nominations ministérielles. Le remaniement avait été marqué par la mise à l'écart du général chrétien Domkat Ball, numéro trois du régime et ministre de la Défense, nommé ministre de l'Intérieur. L'intéressé a refusé sa nouvelle affectation, la qualifiant de « humiliation personnelle », et a manifesté son intention de quitter l'armée. Le remaniement a également défavorisé tous les autres officiers de l'Etat du Plateau, dominé par les chrétiens.

Aucune statistique officielle n'est disponible au Nigeria sur l'importance respective des communautés chrétienne et musulmane. Chacune affirme être la plus importante. On estime généralement que les chrétiens, les musulmans et les animistes s'équilibrent, chacun de ces groupes représentant à peu près un tiers de la population. (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Révélation sur l'assassinat de Dulcie September

Le journal sud-africain *Vrye Weekblad* a publié, vendredi 12 janvier, les noms d'auteurs d'attentats commis en Europe contre le Congrès national africain (ANC), interdit en Afrique du Sud, notamment contre sa représentante à Paris, Dulcie September, ainsi que de nouvelles révélations sur les méthodes de torture employées par les « commandos de la mort ».

Selon le *Vrye Weekblad*, hebdomadaire en langue africain, un citoyen suédois du nom de Human s'est confié, en décembre, à l'ANC au Zimbabwe, et a affirmé avoir participé à l'assassinat de Dulcie September, à Paris, en 1988.

Après d'une quarantaine d'années, M. Human a affirmé à l'ANC qu'il appartenait à une unité de la police sud-africaine et qu'il avait reçu l'ordre d'emmener à Londres l'agent qui avait abattu Dulcie September, indique le journal. Le Suédois a déclaré qu'il était responsable « d'autres actes terroristes commis à l'étranger », et qu'il avait quitté la police après la publication en novembre des révélations du capitaine Dirk Coetzee, ancien membre des « commandos de la mort », de la police sud-africaine, aujourd'hui en fuite.

A la suite de ces révélations de novembre, publiées également par le *Vrye Weekblad*, une enquête de police a été ouverte, et de nombreuses personnalités et organisations ont demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les agissements des « commandos de la mort ». - (AFP.)

TUNISIE : agitation chez des coopérateurs français. - Des membres de deux associations françaises en Tunisie et des représentants syndicaux de coopérateurs, toutes sensibilités confondues, ont occupé symboliquement pendant quelques heures, vendredi 12 janvier, l'entrée des locaux des services culturels de l'ambassade de France. Ils entendaient ainsi protester contre le non-renouvellement du contrat expirant à la mi-90 de cinquante et un assistants techniques exerçant dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les responsables français indiquent que les changements en cours intervenant dans le cadre de la politique tendant à supprimer progressivement « la coopération de substitution » pour la remplacer par une « coopération-projets ». - (Corresp.)

troubles mensonges du parti

« du monde » de la situation de la province yougoslave du Kosovo (où la population albanaise majoritaire se dit privée de droits nationaux) et de la grave crise économique et politique qui sévit en Yougoslavie.

M. Cami a déploré qu'« une partie » de la presse grecque se soit livrée à cette « campagne antibanane », soulignant que « la déformation artificielle des relations d'amitié albanais-grecques est dans l'intérêt de personne ».

Un peu plus tôt, l'agence Tanjug, citant des « sources sûres », avait annoncé que l'état d'urgence avait été décrété en Albanie.

« Soucieuses d'empêcher des manifestations de protestation, les autorités albanaises ont mis en place des mesures extrêmement rigoureuses de contrôle de la situation dans le pays », a ajouté l'agence, estimant que ces mesures « peuvent être qualifiées avec certitude d'état d'urgence ».

Le projet de déclaration interdit « les organisations politiques et activités qui sont dirigées contre l'intégrité territoriale de l'Etat » et qui « visent une séparation des parties du territoire à partir de principes religieux, ethniques ou autres ». « La discrimination et l'incitation à l'hostilité et à la haine ethnique sont inacceptables et sanctionnées sévèrement par la loi », a précisé M. Mitrachkov.

Le président du comité soviétique pour la défense des intérêts nationaux, M. Kamen Guerenov, a estimé pour sa part que le report au mois de février de l'adoption de la nouvelle loi permet aux nationalistes de gagner du temps. Il a exprimé l'espoir qu'il n'y aura plus de grève.

M. Medi Doganov, président du Mouvement pour les droits et les libertés des Turcs et musulmans en Bulgarie, a soutenu au contraire tout en regrettant la procédure dédaignée pour recouvrer les noms islamiques. Le président de l'Union des forces démocratiques, M. Jelle Jeleu, qui regroupe les principaux mouvements indépendants, a estimé qu'« une baisse de la tension sociale pourrait résulter de ce document ». - (AFP.)

LIQUES

ISRAËL

quatre membres de l'IRA

Bureau fédéral des alcools, tabacs et armes à feu. Vendredi, Seamus Moleay a payé 50 000 dollars à un agent fédéral qui s'était fait passer pour un fournisseur, afin d'acquiescer ce missile portable américain.

Les quatre hommes ont été accusés de conspiration en vue de possession d'armes destructrices, de possession d'un instrument destructeur et de violations des lois sur les exportations d'armes. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent chacun vingt-cinq ans de prison et 750 000 dollars d'amende, a précisé le FBI. Incarcérés à la prison du comté de Palm-Beach, ils seront déférés devant un juge le 16 février. - (AFP.)

BRESIL

l'annule l'accord chercheurs d'or

dispositions de deux décisions de justice de la cour fédérale de Brasília, d'octobre et décembre derniers, ordonnant le retrait des « chercheurs d'or » de tous les territoires du nord-ouest du Roraima, soit près de 10 millions d'hectares de forêt équatoriale.

Le négociateur de l'accord avec les « garimpeiros », le directeur national de la police fédérale, M. Romeo Tuma, a été cité mercredi à comparaître et risque de quinze jours à six mois de prison s'il est convaincu qu'il a désobéi aux décisions d'expulsion pure et simple des « garimpeiros ». - (AFP.)

POLITIQUE

La réunion du comité directeur du Parti socialiste

M. Mermaz se rallie à MM. Mauroy et Jospin face à M. Fabius

Le comité directeur du Parti socialiste se réunit samedi 13 et dimanche 14 janvier pour examiner la possibilité d'une synthèse entre les contributions déposées à l'automne dernier. M. Laurent Fabius a confirmé, vendredi soir, devant les membres du courant mitterrandiste et mau-

royiste, qu'il souhaite soumettre sa propre motion au vote des militants. M. Jean Poperen a fait de même. En revanche, au terme de trois heures et demie de discussions, MM. Pierre Mauroy, Lionel Jospin et Michel Delebarre sont parvenus à un accord avec M. Louis Mermaz et ses

amis. Ils présentent donc un texte commun, dont les premiers signataires sont, dans l'ordre, MM. Mauroy, Mermaz et Jospin, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale renonçant à briguer, au congrès de Rennes, le poste de premier secrétaire du parti.

L'absence de synthèse préalable au congrès ne faisait plus de doute depuis que M. François Mitterrand avait déclaré, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire du PS, *Vendredi*, que M. Fabius était dans son droit en souhaitant mesurer son influence dans le vote des militants (*Le Monde* du 12 janvier). Dès lors que le courant dirigé par le parti se présente divisé au congrès, M. Michel Rocard et ses amis ne peuvent que défendre leur propre motion, un accord entre eux-mêmes et une partie des mitterrandistes étant exclu. Les péripéties des derniers jours ont confirmé que la configuration du congrès dépendait, pour l'essentiel, de la décision de M. Fabius, qui ne pouvait être influencée, en dernier ressort, que par le chef de l'Etat.

Le ralliement du courant dit « A-B », c'est-à-dire mitterrandiste et mauroyiste, vendredi soir, dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale, a été précédé par celle des amis de M. Mermaz, qui s'était lancé, l'été dernier, dans une entreprise visant à rassembler les mitterrandistes et à promouvoir sa propre candidature au poste de premier secrétaire. Cette initiative, qui privait M. Jospin de plusieurs alliés de poids, avait décidé le ministre de l'éducation nationale à passer lui-même, sans attendre, à l'offensive avec ses amis et ceux de M. Mauroy regroupés derrière M. Michel Delebarre, tandis que M. Fabius rendait public, à son tour, un projet de contribution.

La polarisation du débat, parmi

les mitterrandistes, entre les fabiusiens et les jospinistes, a montré que M. Mermaz ne disposait que d'un espace très restreint, alors même que plusieurs de ses amis, compagnons « historiques » de M. Mitterrand, penchaient soit en faveur de M. Fabius, soit en faveur de M. Jospin. M. Pierre Joxe a confirmé, vendredi, son intention de soutenir M. Fabius, alors que M. Charles Hernu avait déjà annoncé son ralliement à M. Jospin et que M. André Laignel était sur le point de faire de même. Il ne restait plus au président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dans ces conditions, qu'à négocier la fusion de son texte avec celui de MM. Jospin et Delebarre.

Ultimes pourparlers chez les minoritaires

La discussion s'est engagée tard dans la soirée de vendredi, et elle s'est prolongée jusqu'à 2 h 30 du matin entre, d'une part, MM. Mauroy, Jospin, Emmanuel (numéro deux du PS), Delebarre, Nallet et, d'autre part, MM. Mermaz, Laignel, Esier, Médecin, M. Véronique Neiertz et M. Claude Fleutiaux, pour s'entendre sur les grandes lignes d'un texte commun, sur l'ordre de présentation de la liste des candidats au comité directeur, qui y sera annexée, et sur des propositions communes de rénovation du fonctionnement du parti. Ce texte et ces propositions ont été présentés samedi matin, par MM. Mauroy et Mermaz, à l'ensemble du courant

« A-B » de nouveau réuni salle Colbert, comme une formule de synthèse, dont les auteurs savaient bien qu'elle ne rallierait que les appuis de leurs amis respectifs.

Avant de se résigner à cet accord avec les partisans de MM. Jospin et Mauroy, qui impliquait pour lui de renoncer à briguer le poste de premier secrétaire au congrès, M. Mermaz avait envisagé d'autres hypothèses. Ainsi avait-il prêté l'oreille aux suggestions de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, les animateurs de la Nouvelle Gauche socialiste, qui envisageaient une alliance, fortement symbolique à leurs yeux, entre les mitterrandistes « historiques » et eux-mêmes, représentants de la « génération Mitterrand » de 1983. Cette association ne plaisait guère à certains amis de M. Mermaz, qui ne se voyaient pas s'engager, à ce stade de leur vie politique, dans une entreprise minoritaire, sinon marginale.

Parmi les autres courants minoritaires, diverses alliances ont été envisagées et pouvaient être encore pendant la réunion du comité directeur. Ainsi MM. Dray et Mélenchon avaient-ils proposé une entente à M. Marie-Noëlle Lienemann, leur voisine de l'Essonne, qui tente de créer un courant « éco-socialiste » au sein du PS. M. Roland Castro, l'architecte de Banlieues 89, qui a rejoint MM. Dray et Mélenchon, était un chaud partisan d'une telle alliance entre les premiers, catalogues comme « anti-rocardiens primaires », et la seconde, classe

« anti-mitterrandiste primaire », car, disait-il, « ce qui m'intéresse, c'est le primaire ». Des considérations secondaires, liées notamment à la situation locale dans l'Essonne, ont empêché ce beau mariage.

M. Lienemann et ses amis envisageaient, parallèlement, une entente avec M. Poperen, le ministre des relations avec le Parlement étant disposé à étudier diverses propositions après avoir échoué dans sa tentative de rapprochement avec M. Jean-Pierre Chevènement et le courant Socialisme et République. Ce dernier avait songé, un temps, à un accord possible avec M. Jospin, qui imaginait de créer ainsi les fabiusiens, lesquels jouent, en partie, sur le registre « anti-libéral » cher au ministre de la Défense. Cette tentative n'ayant pas abouti, M. Mauroy estimant que les positions de Socialisme et République sur l'Europe doivent donner lieu à un débat plutôt qu'à une alliance, M. Chevènement a discuté avec M. Poperen de la création d'une « aile gauche » au sein du PS, mais les conditions qu'il y a mises ont amené son interlocuteur à y renoncer.

Les débats du comité directeur, avec la réunion, samedi soir, d'une commission des résolutions travaillant, sinon sur une tentative de synthèse, du moins sur les projets de nouvelle déclaration de principes et de réforme des statuts, offraient l'occasion aux minoritaires d'ultimes pourparlers.

PATRICK JARREAU

Le premier secrétaire : « Ne dramatisons pas » l'absence de synthèse

Dans le discours qu'il a prononcé, samedi 13 janvier, devant le comité directeur du PS, M. Pierre Mauroy a réaffirmé que l'heure est venue, selon lui, d'ouvrir le débat sur le désarmement en rappelant que le PS avait fait, dès 1977, de cette question « l'une de ses principales priorités politiques ». « Quelle serait la ligne, a-t-il demandé, la crédibilité d'une discussion dont les deux seraient pointés sur ceux-là mêmes, à Varsovie, Prague ou Budapest, à qui nous tentons aujourd'hui d'apporter assistance et solidarité ? Et peut-on prétendre, sérieusement, comme le voudraient certains, que l'effort de sécurité doit s'appuyer sur une augmentation des dépenses militaires ? »

Sur cette question, comme sur le souhait d'une « nouvelle étape sociale » et sur les problèmes de la laïcité et de l'intégration des immigrés, le premier secrétaire estime que les socialistes pourraient « honnêtement réussir une très large synthèse », dont il a constaté qu'elle ne se fera pas aujourd'hui. MM. Laurent Fabius et Jean Poperen ayant annoncé que chacun déposerait chacun sa propre motion, « Ne dramatisons pas pour autant, a-t-il dit. Il est vrai qu'il y a longtemps que les militants n'ont pas voté : il y a même quelque chose de naturel à nous départager sur cette part d'impondérable qui n'est rien et qui est tout, à savoir un rapport de forces en politique. »

Se réjouissant de la synthèse « partielle » réalisée par M. Jospin et lui-même avec M. Mermaz, M. Mauroy a souligné : « Si nous

allons au vote, les choses ne seront plus non seulement au niveau national mais également dans les sections et les fédérations — comme elles sont aujourd'hui. Après ce comité directeur et le vote des militants, il n'y a pas d'étape intermédiaire : nous irons à nos assemblées de motions et renverrons dans le congrès où, je l'espère, nous pourrions nous rassembler. »

Le premier secrétaire a souhaité que, « puisque débat il doit y avoir, ce soit un grand débat d'orientation générale digne de notre tradition de dialogue et du respect que nous devons à nos militants ». « Ceux qui ont voulu le débat doivent aujourd'hui prendre le risque de l'assumer concrètement et complètement. »

Le premier secrétaire a cité, parmi les thèmes de discussion qui s'imposent, l'échec du « communisme bureaucratique et dictatorial » et les « effets pervers » qu'il peut avoir pour le socialisme démocratique. « L'identité du socialisme, a-t-il dit, doit être renforcée ». Le socialisme, selon lui, « ne se résume pas à la République ou à la démocratie ». Il a observé, d'autre part, que « parti et gouvernement n'agissent pas selon le même horizon » et que les socialistes doivent proposer une nouvelle étape sociale, de même qu'approfondir leurs réflexions sur les problèmes de société que constituent l'abstention et le refus de la politique, le débat sur la laïcité et l'intégration des immigrés.

POINT DE VUE

Pour un parti à la hauteur des événements

par Claude Estier

DES critiques s'élèvent, de hauts lieux, de la hauteur de ce qu'on pourrait attendre du parti au pouvoir en France au moment précis où la révolution de 1989 dans les pays du centre et l'est de l'Europe fait se tourner tant de regards vers ceux qui sont porteurs, ici, des idéaux du socialisme démocratique.

N'oublions pas, d'abord, que le parti né du congrès d'Epinal en juin 1971 a connu des périodes d'affrontements violents — celle qui a précédé le congrès de Metz en 1979, par exemple — sans que cela nuise à son développement ultérieur. A plusieurs reprises, depuis dix-huit ans, les commentateurs ont eu l'occasion de mettre l'accent sur les « déchirements » au sein du PS, voire de prédire son éclatement. Qu'il y ait aujourd'hui, ou qu'il y ait encore après le prochain comité directeur, plusieurs textes d'orientation en présence n'est pas en soi nuisible. Cela peut être au contraire une preuve de la vitalité du seul parti véritablement démocratique en France, celui qui recueille, de très loin, le plus grand nombre de suffrages quand on demande aux Français quelle sera en l'an 2000 la formation politique qui jouera le rôle le plus important (1).

Les socialistes aiment le débat. Pour des raisons diverses, la présence au gouvernement entre 1988 et 1989, puis la délicate période de la cohabitation, le ont été longtemps privés. Quand, au mois de juin dernier, le premier secrétaire Pierre Mauroy a demandé aux militants de ne retenir ni leur plume ni leur parole, ils se sont naturellement jetés sur l'occasion qui leur était enfin offerte. Et les neuf contributions dites « nationales » issues du comité directeur d'octobre, leur ont fourni l'occasion de confronter leurs points de vue sur l'action du parti comme sur celle du gouvernement de Michel Rocard.

D'où vient alors le malaise que l'on ressent présentement dans la plupart des sections et, des confédérations du parti ? De la constatation, me semble-t-il, que, mis à part quelques points particuliers (la vision européenne des amis de Jean-Pierre Chevènement, le « contrat social » de Jean Poperen, etc.), les textes en présence ne sont fondamentalement différents ni en ce qui concerne les grandes orientations ni en ce qui touche à l'organisation et au fonctionnement du parti lui-même. Les nuances qui les séparent ne sont pas à la mesure des polémiques acerbes et des petites phrases assassines qui font, par ailleurs, les délices des médias.

En attendant les porte-parole des contributions qui parcourent depuis plusieurs mois les villes et les départements, les militants ont acquis le sentiment que le débat porte beaucoup moins sur les idées que sur les hommes et que,

du même coup, il n'est pas à la hauteur de ce qu'on pourrait attendre du parti au pouvoir en France au moment précis où la révolution de 1989 dans les pays du centre et l'est de l'Europe fait se tourner tant de regards vers ceux qui sont porteurs, ici, des idéaux du socialisme démocratique.

Une situation dommageable

Certes, ces bouleversements étaient à peine amorcés quand s'est engagée la préparation du congrès de Rennes. Mais la situation justifiait déjà les initiatives prises pour tenter de reconstruire dans un premier temps l'unité du courant majoritaire — que l'on appelle pour la commodité « mitterrandiste » même si le président de la République n'en a pas fait l'usage. L'on utilise son nom à tort, car il a « gouverné » le Parti socialiste depuis 1971. Parce que ceux qui les lançaient n'étaient engagés eux-mêmes dans aucune querelle de chaises, dans aucune compétition, pour une future — très future — formation présidentielle, ces appels au rassemblement ont reçu un large écho dont témoignent les milliers de signatures recueillies sur la contribution dont Louis Mermaz est le premier signataire. A l'heure présente, ces appels n'ont pas encore abouti, car, si du côté de Lionel Jospin la réponse a été positive, les amis de Laurent Fabius ont confirmé leur volonté de laisser les militants départager les uns et les autres.

Désireux de ne maintenir aucune polarisation, nous ne pouvons pour l'instant que prendre acte d'une situation qui continue cependant à nous paraître dommageable, car le risque est évident que l'on soit conduit à se compter davantage par rapport à tel ou tel leader que sur des choix politiques ou idéologiques. C'est pourquoi nous pourrions nous efforcer pour que se rassemblent celles et ceux qui ont construit ce parti avec François Mitterrand, celles et ceux qui y sont venus dans les années récentes sur la base des grandes directions indiquées par l'homme qui restera dans notre histoire contemporaine comme celui qui a ramené durablement les socialistes au pouvoir et qui a besoin pour la suite de son second septennat d'un parti dynamique, cohérent, digne des grandes ambitions nationales et internationales dont lui-même est porteur pour la France.

► Président du groupe socialiste au Sénat. Signataire de la contribution Mermaz.

(1) Sondage SOFRES publié dans le *Figaro* du 2 janvier.

LE GRAND CONCOURS INFORMATIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL *Le Monde*

Extraits du règlement :

ARTICLE 1 :

« L'ASIA, CAP SESA, (L.) dont le siège social est 284, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS, organise un concours sur l'informatique. Ce concours se déroulera en deux étapes. »

« La première étape, dite de sélection, pour laquelle les candidats auront à répondre à une série de questions liées à l'informatique. »

« Une seconde, dite finale, visant à départager les finalistes et retenir les cinq Grands Gagnants. »

ARTICLE 2 :

« Ce concours est ouvert à tout étudiant désireux d'y participer avant, en juin 1990, au minimum le niveau baccalauréat plus trois ans d'études universitaires, au maximum âgé de vingt-huit ans et résident en France métropolitaine (Corse comprise). »

ARTICLE 14 :

« Ce concours est doté de prix répartis comme suit : »

« Chaque finaliste recevra un abonnement de cinéma d'un an (12 séances). »

« Parmi les cinq Grands Gagnants, le jury choisira trois d'entre eux qui se verront offrir un stage d'études informatiques d'un an dans un campus américain, et deux d'entre eux qui se verront offrir un stage en informatique aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. »

INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

QUESTION 9

Les premières communications entre ordinateurs ont été assurées par le réseau téléphonique traditionnel.

Mais ce réseau n'était pas très bien adapté à cette tâche. Les informations ont donc imaginé une autre approche qui consiste à acheminer les messages et données informatiques en les découplant en groupes de caractères, appelés « paquets », tous de même taille, accompagnés des adresses de l'expéditeur et du destinataire, d'où le nom de « réseau de commutation de paquets ».

D'après vous...

DE CES TROIS RESEAUX, QUEL EST CELUI QUI TRANSMET CHAQUE MOIS LE PLUS GRAND NOMBRE DE CARACTERES ?

☐ Le réseau américain ARPANET

☐ Le réseau français TRANSPAC

☐ Le réseau américain TYMNET

QUESTION 10

Les compétences informatiques françaises font bonne figure sur le marché planétaire des transmissions de données. Sur les cinq continents, de nombreux pays ont en effet choisi de faire appel à la France. A votre avis...

DE CES TROIS PAYS, LEQUEL A RETENU UNE TECHNOLOGIE FRANÇAISE POUR SON RESEAU PUBLIC DE TRANSMISSION DE DONNEES ?

☐ La Thaïlande

☐ La Chine

☐ Singapour

3614 CAP SESA

POUR DECOUVRIR UN INDEX SUR L'UNE DES 12 QUESTIONS



POLITIQUE

La préparation des assises du RPR

M. Pasqua invite M. Chirac à sortir de « son bunker »

Concentrant implicitement ses critiques sur M. Juppé, secrétaire général du RPR, M. Pasqua, qui était, samedi soir 12 janvier, l'invité de France-Inter, a mené M. Chirac, « le mouvement gaulliste a besoin d'un leader charismatique, à déclarer l'ancien ministre de l'Intérieur, et ce leader ne peut être que Jacques Chirac, mais encore faut-il qu'il sorte de son bunker de la mairie de Paris et qu'il cesse d'avoir autour de lui une cour qui lui cache la vérité ». « Je ne me suis pas lancé dans une course aux honneurs et aux places, a ajouté M. Pasqua, je ne me bats pas pour des raisons médiocres, je me bats pour des idées. Il arrive un moment où il faut mettre ses actes au service de ses convictions ».

Dans une interview publiée, samedi, par le Figaro, M. Juppé réagit sur un ton plus modéré que celui de ses premières répliques, en déclarant toutefois très ferme : « En me désignant à la vindicte publique on cherche à me déstabiliser, mais également à déstabiliser Jacques Chirac. Si Charles Pasqua avait voulu dire : tu y prends mal, ça ne va pas du tout, je l'aurais dit et j'aurais été compris, mais il n'a rien dit, il m'a affirmé, au

contraire : tu fais le mieux qu'il est possible, je te soutiens. Et puis, il y a eu ce brutal changement de discours. Selon le secrétaire général du RPR, ce n'est pas nous qui l'incarnerions, mais bien ceux qui n'ont rien fait pour empêcher l'hémorragie que nous connaissons. En ne retenant pas la force populaire qui a toujours fait la force du gaullisme, notre mouvement risque de se couper de ses racines, au profit de la gauche comme du Front national. » M. Bernard Debré, député d'Indre-et-Loire, a renouvelé sa confiance en M. Chirac tout en affirmant sa « fidélité » à MM. Pasqua et Séguin, « tant dans leur démarche que dans leurs idées ».

Selon M. Le Pen, « le RPR est en train de se désintégrer », tandis que de l'avis de M. Gaudin, sénateur UDF des Bouches-du-Rhône, la riposte de l'état-major du RPR à MM. Pasqua et Séguin a été « disproportionnée et très excessive ».

Le Point publie un sondage de l'Institut IPSOS, réalisé les 10 et 11 janvier auprès de 1 300 personnes, selon lequel 75 % des sympathisants du RPR ne souhaitent pas que M. Chirac abandonne la présidence du mouvement. 13 % sont d'un avis contraire.

Partisan de MM. Pasqua et Séguin, M. Borotra, député des

Yvelines, indique, dans un entretien publié par Valeurs actuelles : « S'il existe un risque de déviation du RPR, ce n'est pas nous qui l'incarnerions, mais bien ceux qui n'ont rien fait pour empêcher l'hémorragie que nous connaissons. En ne retenant pas la force populaire qui a toujours fait la force du gaullisme, notre mouvement risque de se couper de ses racines, au profit de la gauche comme du Front national. » M. Bernard Debré, député d'Indre-et-Loire, a renouvelé sa confiance en M. Chirac tout en affirmant sa « fidélité » à MM. Pasqua et Séguin, « tant dans leur démarche que dans leurs idées ».

Selon M. Le Pen, « le RPR est en train de se désintégrer », tandis que de l'avis de M. Gaudin, sénateur UDF des Bouches-du-Rhône, la riposte de l'état-major du RPR à MM. Pasqua et Séguin a été « disproportionnée et très excessive ».

Le Point publie un sondage de l'Institut IPSOS, réalisé les 10 et 11 janvier auprès de 1 300 personnes, selon lequel 75 % des sympathisants du RPR ne souhaitent pas que M. Chirac abandonne la présidence du mouvement. 13 % sont d'un avis contraire.

Partisan de MM. Pasqua et Séguin, M. Borotra, député des

La contestation au sein du PCF

MM. Fiterman et Leroy s'écrivent dans « l'Humanité »

L'Humanité du samedi 13 janvier publie une lettre de M. Charles Fiterman et une réponse de M. Roland Leroy. Faisant référence à un éditorial et à un article publiés récemment dans l'organe central du PCF (le Monde du 9 janvier) dans lesquels, écrit l'ancien ministre d'Etat, « mon nom est cité à deux reprises en liaison avec les critiques du parti, sa direction, et plus particulièrement Georges Marchais, sont l'objet de ce moment ».

M. Fiterman « proteste avec émotion et indignation contre ce qui apparaît à l'évidence, même si le procédé utilisé est oblique, comme une tentative d'accréditer l'idée que je serais partie prenante de cette campagne ».

« Je ne prends, comme je n'ai jamais pris, aucune part à des mises en causes personnelles et à une campagne dont on voit bien l'objectif », assure-t-il, en tant que membre du secrétariat du comité central, avant d'ajouter : « Je n'ai donné mandat à qui que ce soit de parler en mon nom et je suis engagé par ce que je dis et fais, ni plus ni moins ».

M. Fiterman rappelle qu'en octobre, dans une lettre au comité central, il a avancé « un certain nombre d'idées et de propositions s'inscrivant dans la stratégie et la politique définies par nos congrès, avec l'ob-

jectif de contribuer au débat pour l'enrichir et le développer (...) dans un esprit positif, constructif, fraternel. Tout ce qui s'est passé depuis ne fait, à mes yeux, qu'en renforcer la nécessité et l'urgence ».

Mais, constate l'ancien ministre des transports, « alors que les conditions d'un tel débat semblaient progresser, le déclenchement de la campagne actuelle aboutit à y faire obstacle ». Appelant à ne pas céder et à ne pas se prêter à « ce genre de manipulation à répétition », M. Fiterman conclut : « Je pense que rien ne doit nous conduire à renoncer à l'effort nécessaire pour mettre le parti pleinement en mesure d'assurer son rôle et son avenir, et qu'assimiler toute démarche en ce sens à une tentative d'obstruction, voire à un ralliement aux positions du grand capital, serait retomber dans les comportements dont le mouvement communiste ne connaît que trop les graves conséquences ».

Le droit d'avoir son opinion

Dans sa réponse, le directeur de l'Humanité indique : « Je n'ai pas l'impression qu'en aucune occasion un « procédé oblique » ait été utilisé » contre M. Fiterman. Son nom « n'a été mentionné qu'en reprenant », comme il l'a fait lui-même,

des propos « tenus ailleurs » par MM. Marcel Rigout et Anicet Le Pors, souligne M. Leroy.

« Je ne partage pas l'opinion de Charles Fiterman concernant que son texte adressé au comité central en octobre s'inscrivait dans la stratégie et la politique définies par nos congrès », poursuit-il en tant que membre du bureau politique, en assurant que « les membres du comité central, dans leur grande majorité, ont reçu ce texte, et ils l'ont dit, comme proposant une autre politique et un autre parti ».

« Il reste une question à laquelle l'attaché de l'importance et d'importance, j'ai connu de trop près le quotidien du PCF. Charles Fiterman - son nom est cité sept fois dans cette réponse -, portant des articles de l'Humanité, considère que le danger « serait de retomber dans des comportements dont le mouvement communiste ne connaît que trop les graves conséquences ». Cela est inacceptable. Notre position est à l'inverse. Personnellement, assure M. Leroy, comme tous les communistes, j'ai connu de trop près les effets de l'autoritarisme pour ne pas adhérer pleinement à notre façon de faire, nouvelle et améliorée certes, mais qui repose sur des principes largement démocratiques. Chez nous, chacun a le droit d'avoir son opinion, s'il est minoritaire de la conserver et de la défendre ».

Le syndrome des « godillots »

par Alain Rollat

LES gaullistes ont toujours aimé les forts en gueule. A condition qu'ils ne deviennent pas iconoclastes. Car il existe chez eux un tabou, qui remonte à l'époque du RPF, où le gaullisme était une religion : le culte du chef. Charles Pasqua et Philippe Séguin, cloués au pilori par l'état-major du RPR comme coupables de lèse-majesté, risquent d'en faire l'expérience. Mais sans doute savent-ils déjà à quel s'en tenir. Comment pourraient-ils ignorer que les précédents ne sont pas de bon augure pour leur initiative ?

Le premier homme qui osa enfreindre ce tabou, sous la V^e République, fut Jacques Soustelle. Gaulliste historique, résistant de la première heure, bon orateur, bon homme de sciences et d'action, disposait, avec une indiscutable légitimité militante, d'un atout personnel que posséda aussi Charles Pasqua : l'art de plaire à ses « compagnons ». Et il en joua avec talent quand il entreprit de s'opposer, dès le premier congrès de l'UNR, en novembre 1959, au nom des partisans de l'« Algérie française », à la politique algérienne de Charles de Gaulle. Ses succès d'étrange et l'estime unanime dont il jouissait parmi les fidèles du général ne lui évitèrent pas la déconvenue. Quatre mois après, Jacques Soustelle, exclu de l'UNR après avoir été évincé du gouvernement, était voué à la marginalité. Ce fut alors le temps des militants inconditionnels, muets du sérial, anonymes « godillots », dont fit partie, à un rang modeste, Charles Pasqua.

Vint ensuite le règne des « barons », après le retrait du général de Gaulle, en mai 1969, et, avec lui, le printemps des mille complots, fomentés au sein d'une UDR déjà tiraillée entre l'attrait de la modernité, qu'incarnerait Jacques Chaban-Delmas, et la volonté des grognards de préserver farouchement l'héritage politique et spirituel de l'homme du 18 juin par l'intermédiaire, notamment, de l'amicale Présence et action du gaullisme, qui réunissait une quarantaine de députés parmi lesquels Charles Pasqua, promu auparavant vice-président national du SAC (Service d'action civique) sur le front de « la chénier », en mai 68. Qui se souvient des deux populaires « gaullistes de gauche » qui, à ce moment-là, débattent ouvertement le président Georges Pompidou, successeur à l'Elysée de Charles de Gaulle ? Qui garde en mémoire le souvenir de René Capitant, ce professeur rigoriste qui prôlait à ses « compagnons » la révolte contre la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas ? Qui conserve le souvenir de l'alter ego de René Capitant, le jovial polytechnicien Louis Vallon, qui accusait Georges Pompidou d'être l'« Ami-de-Gaulle » ? Jugés coupables de douter de la légitimité gaulliste de l'action du nouveau président de la République, tous deux furent frappés d'ostracisme par leurs pairs. C'est-à-dire par ceux-là mêmes - dont Charles Pasqua - qui organisèrent un peu plus tard l'assaut victorieux, non contre Georges Pompidou, devenu par sa fonction intouchable, mais contre le même Jacques Chaban-Delmas,

devenu bouc émissaire. Les mêmes qui ourdirent, enfin, le « coup » du 14 décembre 1974 (le Monde du 11 janvier), qui propulsa Jacques Chirac à la tête de l'UDR en exploitant les rivalités des « barons » et le vide créé par la mort de leur père mythique, le général de Gaulle.

Centralisme démocratique

Enfin naquit le RPR. Fils spirituel de Georges Pompidou, Jacques Chirac n'eut rien d'un de Gaulle : il n'était ni chef de l'Etat ni premier ministre, mais les gaullistes qui l'installèrent, restèrent fidèles à leurs principes fondamentaux en faisant en sorte que le nouveau mouvement, fonctionnant exclusivement comme une machine de propagande au service de son président, à l'image du RPF de naguère. Ce fut la période des grandes messes anti-giscardiennes orchestrées par Charles Pasqua. Les dinosaures gaullistes ne désespérèrent pas encore de parvenir à reconquérir l'Elysée. Et, parmi eux, personne n'aurait songé à se plaindre de voir les héritiers du général de Gaulle pratiquer, dans le fonctionnement de leur mouvement, le centralisme démocratique cher aux communistes : les « compagnons », comme les « camarades », étaient priés de s'abstenir de tout état d'âme.

Si l'initiative de Charles Pasqua et Philippe Séguin suscite un tel vacarme parmi les amis de Jacques Chirac, cela confirme tout simplement que le RPR ne s'est jamais débarrassé du syndrome originel des « godillots ». Dépeché, par rapport à son glorieux passé gaulliste, son état-major a réagi de façon épidémique, à la manière d'une garde bonapartiste, alors que l'initiative prise par Charles Pasqua et Philippe Séguin apparaît des plus banales au regard des pratiques courantes dans l'importance quel autre parti, à l'exception, toujours, du Parti communiste. Quoi de plus naturel, quand on milite quelque part et que l'on n'est pas d'accord avec les méthodes ou les orientations proposées par le secrétaire général de son mouvement, que de vouloir défendre sa propre conception des choses ?

Si, lorsqu'ils étaient leur divergences, les dirigeants socialistes régissaient avec la même violence verbale que celle qui a été opposée par le camp chiraquien à Charles Pasqua et à Philippe Séguin, il y a longtemps, par exemple, pour ne parler que du présent, que Laurent Fabius et Lionel Jospin en seraient venus aux mains. Sur ce point, Jean-Claude Gaudin a eu raison de parler d'une réaction « disproportionnée ». Une réaction qui a, en tout cas, ramené à leur vraie mesure les assurances d'ouverture et de meilleure démocratie interne produites le printemps dernier par Jacques Chirac et ses proches aux apprentis « rénovateurs » du mouvement.

Pour le RPR, le bilan est, pour l'instant, globalement négatif. Son état-major n'a visiblement pas compris - pas plus que celui du PCF - que le centralisme démocratique constitue la plus suicidaire des pratiques quand elle continue de s'appliquer à l'intérieur de formations politiques déconnectées par rapport aux aspirations de la société, comme le montre l'évolution des pays de l'Est. Le maintien aveugle de cette règle équivaut alors à pratiquer la politique de l'autruche. Et, finalement, à donner à la fameuse mouche de Charles de Gaulle sur la fonctionnaire féroce de « ses petits partis qui cuisent leur petite soupe au petit coin de leur feu... »

Le mouvement des « godillots » est devenu bouc émissaire. Les mêmes qui ourdirent, enfin, le « coup » du 14 décembre 1974 (le Monde du 11 janvier), qui propulsa Jacques Chirac à la tête de l'UDR en exploitant les rivalités des « barons » et le vide créé par la mort de leur père mythique, le général de Gaulle.

Enfin naquit le RPR. Fils spirituel de Georges Pompidou, Jacques Chirac n'eut rien d'un de Gaulle : il n'était ni chef de l'Etat ni premier ministre, mais les gaullistes qui l'installèrent, restèrent fidèles à leurs principes fondamentaux en faisant en sorte que le nouveau mouvement, fonctionnant exclusivement comme une machine de propagande au service de son président, à l'image du RPF de naguère. Ce fut la période des grandes messes anti-giscardiennes orchestrées par Charles Pasqua. Les dinosaures gaullistes ne désespérèrent pas encore de parvenir à reconquérir l'Elysée. Et, parmi eux, personne n'aurait songé à se plaindre de voir les héritiers du général de Gaulle pratiquer, dans le fonctionnement de leur mouvement, le centralisme démocratique cher aux communistes : les « compagnons », comme les « camarades », étaient priés de s'abstenir de tout état d'âme.

Si l'initiative de Charles Pasqua et Philippe Séguin suscite un tel vacarme parmi les amis de Jacques Chirac, cela confirme tout simplement que le RPR ne s'est jamais débarrassé du syndrome originel des « godillots ». Dépeché, par rapport à son glorieux passé gaulliste, son état-major a réagi de façon épidémique, à la manière d'une garde bonapartiste, alors que l'initiative prise par Charles Pasqua et Philippe Séguin apparaît des plus banales au regard des pratiques courantes dans l'importance quel autre parti, à l'exception, toujours, du Parti communiste. Quoi de plus naturel, quand on milite quelque part et que l'on n'est pas d'accord avec les méthodes ou les orientations proposées par le secrétaire général de son mouvement, que de vouloir défendre sa propre conception des choses ?

Si, lorsqu'ils étaient leur divergences, les dirigeants socialistes régissaient avec la même violence verbale que celle qui a été opposée par le camp chiraquien à Charles Pasqua et à Philippe Séguin, il y a longtemps, par exemple, pour ne parler que du présent, que Laurent Fabius et Lionel Jospin en seraient venus aux mains. Sur ce point, Jean-Claude Gaudin a eu raison de parler d'une réaction « disproportionnée ». Une réaction qui a, en tout cas, ramené à leur vraie mesure les assurances d'ouverture et de meilleure démocratie interne produites le printemps dernier par Jacques Chirac et ses proches aux apprentis « rénovateurs » du mouvement.

Pour le RPR, le bilan est, pour l'instant, globalement négatif. Son état-major n'a visiblement pas compris - pas plus que celui du PCF - que le centralisme démocratique constitue la plus suicidaire des pratiques quand elle continue de s'appliquer à l'intérieur de formations politiques déconnectées par rapport aux aspirations de la société, comme le montre l'évolution des pays de l'Est. Le maintien aveugle de cette règle équivaut alors à pratiquer la politique de l'autruche. Et, finalement, à donner à la fameuse mouche de Charles de Gaulle sur la fonctionnaire féroce de « ses petits partis qui cuisent leur petite soupe au petit coin de leur feu... »

Pour le RPR, le bilan est, pour l'instant, globalement négatif. Son état-major n'a visiblement pas compris - pas plus que celui du PCF - que le centralisme démocratique constitue la plus suicidaire des pratiques quand elle continue de s'appliquer à l'intérieur de formations politiques déconnectées par rapport aux aspirations de la société, comme le montre l'évolution des pays de l'Est. Le maintien aveugle de cette règle équivaut alors à pratiquer la politique de l'autruche. Et, finalement, à donner à la fameuse mouche de Charles de Gaulle sur la fonctionnaire féroce de « ses petits partis qui cuisent leur petite soupe au petit coin de leur feu... »

M. Krasucki avait « compris » dès 1971

M. Henri Krasucki a l'humour, un peu grinçant. Alors que la direction du PCF ne dispose pas d'assez d'adjectifs pour qualifier la campagne dont elle se dit victime, le secrétaire général de la CGT a livré, jeudi 11 janvier, devant quelques journalistes, deux appréciations dont l'opportunité n'échappera à personne. Dénonçant la construction de « campagnes politiciennes sur le sang et la douleur roumaines », M. Krasucki a quand même tenu

à préciser qu'il n'avait, lui, « jamais conduit de délégation en Roumanie » (Le bureau politique du parti, dont il est membre, avait décidé d'envoyer, en novembre à Bucarest, une délégation composée de MM. Pierre Blotin et Roger Trugnan, au quatorzième congrès du PC roumain pour - officiellement - dire son fait à Ceausescu).

Interrogé sur d'hypothétiques vacances passées en Roumanie,

M. Krasucki a répondu qu'il y était allé « une fois », en 1971, en ajoutant : « J'ai compris. Je n'y suis jamais retourné ». Le secrétaire général du PCF, pour sa part, y était retourné jusqu'en 1984. M. Maxime Gremetz, « ministre des affaires étrangères du parti », a entretenu des rapports « fructueux » avec son homologue du PC roumain jusqu'en 1987.

O. B.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

A-T-il existé une époque qui ne parût point extraordinaire à ses contemporains, ou ne fût-elle que de transition, ou de mutation ?

L'histoire n'a-t-elle pas toujours donné à ceux qui en étaient les premiers témoins le sentiment d'être de plus en plus vite ? Ces questions ne sont posées que pour relativiser, raisonnablement, la propension à privilégier l'importance des changements que l'on vit ou que l'on devine réaction bien humaine puisque les précédents sont devenus des acquis et que les futurs, non encore discernables, n'inquiètent pas.

Ces préoccupations, on en conviendra : il s'en passe des choses en ce moment... Difficile de rester assis sur son incroyabilité en marmottant qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il y en a, au moins, à l'Est et, plus profondément, dans la reconfiguration de l'ordre mondial ou dans les potentialités de celui de la connaissance technique et scientifique. Si l'on ajoute à cela que nous sommes en train de clore un millénaire, la question de savoir ce qui se passera dans le prochain n'est ni vaine ni artificielle : cet avenir-là bouscule déjà l'actualité.

Jacques Attali livre des réflexions dans un petit livre qui vaut loin. Des réflexions qui doivent leur caractère péremptoire et initiatique au raisonnement délibérément démonstratif développé par l'auteur, ainsi qu'à son désir de frapper les esprits. Cela ne l'empêche point de nuancer son propos quand il le faut, d'envisager des alternatives lorsque la ligne d'horizon ne lui semble pas encore bien établie et de s'engager personnellement sur les valeurs qui lui sont chères. Aussi évitera-t-on de parler de songe, car si Jacques Attali rêve, c'est avec les yeux ouverts, tous sens éveillés.

Son cours de prospective appliquée au passage du deuxième au troisième millénaire se fonde sur une analyse sociale elle-même inspirée de « la théorie de l'information sous toutes ses formes - biologie, informatique, linguistique, anthropologie ». L'auteur produit une syn-

Le discours aux nomades

thèse personnelle de nombreuses recherches connues et part de l'idée que toute vie sociale suppose une gestion de la violence. Celle-ci s'est exprimée sous trois formes successives : le Sacré, la Force, l'Argent. La dernière en date, celle de l'argent, c'est-à-dire du marché ou du capitalisme, s'est organisée sous des incarnations de plus en plus larges, entre des périodes de désordre ou de crise.

Selon l'auteur, il y a eu ainsi huit formes successives de l'ordre marchand, chacune dominée par un cœur agissant sur une périphérie : ce furent, du troisième au vingtième siècle, Bruges, Venise, Anvers, Gênes, Amsterdam, Londres, Boston et New-York, chaque phase correspondant à une innovation technique majeure (le gouvernement, la vapeur, l'électricité) et à une fonction sociale devenant objet de consommation (se nourrir, se vêtir, se déplacer). A noter que le cœur de chacune de ces périodes n'est pas « une nécessité absolue à devenir le maître du jeu politique mondial ».

Aujourd'hui s'annonce, selon Jacques Attali, une neuvième forme marchande. Elle se caractérisera par la production d'objets appelés nomades « parce qu'ils ont en commun d'être légers, sans attaches, portés par chaque individu » ; cela va du baladeur à l'ordinateur portatif, en passant par le téléfax, les machines à enseigner ou à diagnostiquer, les prophètes médicaux. L'homme lui-même deviendra de plus en plus nomade : à la fois autonome et relié étroitement au conformisme des critères d'intégration. On va donc beaucoup plus vers une société hyperindustrielle, dominée par la concurrence dans la production et la distribution de ces objets, que vers une société pacifiée de ser-

vices. Mais où se situera le cœur de la neuvième forme ?

Le Japon paraît se désigner de lui-même mais Jacques Attali prévoit, préalablement, la juxtaposition durable de deux espaces dominants, l'un fondé sur le couple Etats-Unis-Japon (l'espace du Pacifique), l'autre axé sur le couple CEE-URSS (l'espace européen). Le premier bénéficie aujourd'hui d'un longévité d'avance, mais l'Europe dispose d'atouts qui lui permettraient de gagner une compétition, dont l'enjeu sera, outre la périphérie de chacun des deux espaces, ces mondes séparés que sont l'Inde et la Chine.

A ce stade de la prospective, on ne devine, l'action proprement politique, soit pour aider au succès de l'un ou l'autre ensemble, soit pour contenir les dangers bien réels de cette neuvième forme de l'ordre marchand : dangers de guerre à la périphérie, menaces pour l'espace humain si la logique du système fait marchandise de tout, en particulier de la nature et de l'homme potentiellement reproductible en série, comme un objet.

Mais la politique aura-t-elle encore la capacité d'influer sur l'écroulement du monde ? On peut en douter, mais on peut aussi s'en préoccuper puisqu'une large part de cet avenir est prévisible et que les problèmes se posent en termes de mondialité. Jacques Attali énumère les principes et envisage les moyens et les institutions propres à les résoudre.

Les nomades de tous les espaces auxquels il s'adresse ne sont pas obligés de le suivre sur les pistes qu'il trace mais, au moins, disposent-ils de quelques balises pour s'orienter. Quant aux citoyens de ce pays, ils découvriront avec intérêt que la réflexion politique n'est pas aussi pauvre et décourageante qu'on le leur donne souvent à croire et qu'elle peut s'abreuver, aussi, aux sources du pouvoir.

► Lignes d'horizon, de Jacques Attali. Fayard, 215 pages, 75 F.

□ Démission au PCF dans le Rhône. - Le président du groupe des élus communistes à la Communauté urbaine de Lyon, M. Jacques Commaré, s'est démis de ses fonctions, ainsi que de ses responsabilités au sein du bureau de la Fédération du Rhône du Parti communiste français. Il semble que cette décision soit motivée par la publication d'un article dans l'Humanité qui faisait état d'un « putsch civil » préparé dès 1984 par les anciens reconstruits du parti (le Monde du 9 janvier). M. Commaré reste toutefois membre du PCF et conserve ses mandats de conseiller communautaire et d'adjoint à la culture dans la municipalité à direction communiste de Vaulx-en-Velin. (Bureau rég.)

Le mouvement des RECOURS veut élargir son champ d'intervention

Le mouvement des RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), qui se consacre, jusqu'à présent, à la défense des intérêts des pieds-noirs et des familles d'immigrés harkis, envisage d'élargir son champ d'intervention. Son porte-parole M. Jacques Roussau, a annoncé cette évolution en réagissant aux vœux de Nouvel An de M. François Mitterrand. Il a déclaré : « Si le président de la République a su évoquer l'avenir de l'Europe dans toutes ses dimensions, il a hélas oublié les problèmes posés par le Sud et notamment par l'intégrisme islamique. Devant les graves bouleversements auxquels la France va être confrontée, dès 1990 (...), le RECOURS annonce sa décision de se transformer en mouvement national pour mettre au service de la France son expérience du monde arabo-musulman et sa détermination d'assurer la sauvegarde des valeurs nationales (...). »

M. Roussau a ajouté : « Le RECOURS va se joindre pour rassembler non seulement les deux millions de Français rapatriés, mais aussi tous les Français désireux de se mobiliser au sein d'un mouvement totalement indépendant et dont le seul but sera le salut de la nation et la mission de la France en Afrique et en Europe. »

Le mouvement des RECOURS devrait arrêter ses nouveaux objectifs lors d'un congrès national convoqué en février et devenir ainsi, selon l'expression de son porte-parole, « le RECOURS pour la France ».

« Ne dramatisons pas » de synthèse

allons au vote, les choses ne seront plus - non seulement au niveau national mais également dans les sections et les fédérations - comme elles sont aujourd'hui. Après le comité directeur et le vote des militants, il n'y a pas d'étape intermédiaire : nous irons à nos assemblées de mai et rentrerons dans le congrès où, je l'espère, nous pourrions nous rassembler. »

Le premier secrétaire a souligné que, « puisque débat il doit y avoir, ce soit un grand débat d'orientation générale digne de notre tradition de dialogue et du respect que nous devons à nos militants ». « Ceux qui ont voulu le débat doivent aujourd'hui prendre le risque de l'assumer concrètement et complètement. »

Le premier secrétaire a cité, parmi les thèmes de discussion qui s'imposent, l'échec du « communisme bureaucratique et dictatorial » et les « effets pervers » qu'il peut avoir pour le socialisme démocratique. « L'identité du socialisme, a-t-il dit, doit être renforcée ». Le socialisme, selon lui, « ne se résume pas à la République ou à la démocratie ». Il a observé, à la demande, que « parti et gouvernement n'agissent pas selon le même horizon » et que les socialistes doivent proposer une nouvelle étape sociale, de même qu'approfondir leurs réflexions sur les problèmes de société que constituent l'abstention et le refus de la politique, le débat sur la laïcité et l'intégration des immigrés.

ti à la hauteur événements

laude Estier

de du même coup, il n'est pas à la hauteur de ce qu'on pourrait attendre du parti au pouvoir en France au moment précis où la révolution de 1989 dans les pays du centre et de l'Est de l'Europe fait se tourner tant de regards vers ceux qui sont porteurs, ici, des idéaux du socialisme démocratique.

Une situation dommageable

Certes, ces bouleversements étaient à peine amorcés quand s'est engagée la préparation du congrès de Rennes. Mais la situation, déjà les initiatives prises pour tenter de reconstruire un premier temps l'unité au courant majoritaire - que l'on appelle pour la commodité « métrichisme » - même si la présidence de la République n'aime pas que l'on justifie son nom à cette fin - qui a gouverné la Parti socialiste depuis 1971. Parce que ceux qui les laissent n'étaient engagés eux-mêmes dans aucune compétition, pour une future « troisième campagne présidentielle, ces appels au rassemblement ont non un large écho dont témoignent les milliers de signatures recueillies à la contribution dont Louis Mermat est le premier signataire. A l'heure présente, ces appels n'ont pas encore abouti, car, si du côté de Lionel Jospin la réponse a été positive, les amis de Laurent Fabius ont confirmé leur volonté de laisser les militants déparquer les uns et les autres.

Désireux de n'entretenir aucune polémique, nous ne pouvons pour l'instant que prendre acte d'une situation qui continue cependant à nous paraître dommageable, car le nous paraît-il, dérivant ouvertement sur des choix politiques ou idéologiques. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts pour que se rassemblent celles et ceux qui ont construit ce parti avec François Mitterrand, celles et ceux qui sont venus dans les années récentes sur la base des grandes directions indiquées par l'homme qui restera, dans notre histoire, ramené durablement les socialistes au pouvoir et qui a besoin pour le suite de son second congrès, d'un parti dynamique, cohérent, digne des grandes ambitions nationales et internationales dont le même est porteur pour la France.

► Président du groupe socialiste au Sénat. Secrétaire de la commission Marnat.

(1) Sondage SOFRES publié par le Figaro du 2 janvier.

DÉFENSE

Après l'annonce du plan de revalorisation

Une communauté militaire désenchantée

Attendu de longue date dans les armées, le plan de revalorisation de la condition militaire (le Monde daté 7-8 janvier) a été curieusement un non-événement. Discrettement annoncé dans un simple télégramme de trois feuillets adressé, en plein week-end dernier, par M. Jean-Pierre Chevènement à ses troupes, ce plan qui permettrait notamment de relever les soldes les plus basses est apparu aux intéressés davantage comme un catalogue de promesses que comme un véritable engagement détaillé du gouvernement en faveur des trois cent mille cadres de métier et des cent trente-sept mille personnels civils travaillant pour la défense.

Les implications financières de ce plan, telles qu'elles peuvent être provisoirement estimées, ne sont pourtant pas totalement négligeables. Dès cette année, 470 millions de francs seront consacrés au versement de certaines primes, nouvellement créées ou augmentées pour les plus anciens, et de l'indemnité pour charges militaires. En 1991 et 1992, cela représente une dépense globale de 1 650 millions de francs. A elle seule, pour prendre un exemple, l'indemnité pour charges militaires, qui croîtra en moyenne de 12,5 % par an, nécessite un investissement de 1,3 milliard de francs entre 1990 et 1993.

Le désenchantement est probablement à la mesure de l'attente, puisque c'est dès l'été dernier, lors de l'agitation épistolaire des gendarmes, que le ministre de la défense avait l'idée d'un tel plan pour calmer les esprits. Plusieurs fois, depuis, M. Chevènement dut remettre son projet en chantier et même annuler sa présentation au conseil des ministres pour cause de divergences sérieuses au sein du gouvernement. Voulant rassurer un temps les militaires impatientes, il

crut bon, un jour, d'indiquer publiquement aux intéressés qu'ils seraient même surpris par « l'ampleur » des mesures arrêtées sous peu.

Aujourd'hui, force est d'observer que de nombreux cadres se disent déçus, voire frustrés, et que les plus avertis d'entre eux parlent de « poudre aux yeux » après l'annonce d'un plan dont ils ont du mal, faute de précisions que le gouvernement se refuse à leur donner, à imaginer concrètement la traduction au bas de leurs feuilles de paie. D'autant que la plupart de ces mesures nécessitent la réduction de dépenses ou d'arrivées qui devront être soumise au préalable au Conseil supérieur de la fonction militaire, et qu'elles n'auront pas d'effet pratique, au mieux, avant octobre prochain et, au pis, avant le début de 1991.

En période de paix, les officiers et les sous-officiers, souvent possédés par leurs conjoints, se comportent comme n'importe quel agent de l'Etat qui surveille son niveau de vie et compare avec les rémunérations des autres corporations. A tort ou à raison, parce qu'ils ne sont pas syndiqués, les cadres s'estiment insuffisamment défendus par leur hiérarchie, qui, en réalité, ne dispose d'aucune liberté de manœuvre en matière de fixation des soldes de ses subordonnés. Or, si l'on en croit des études récentes du commissariat de la marine par exemple, il existe, sur une période qui va de 1983 à 1988, un écart de 8 % en moyenne entre les traitements civils et les soldes militaires correspondantes, au détriment des derniers.

Selon le plus récent des bilans sociaux (1988) rédigés par la direction de la fonction militaire, qui calcule les soldes de base nettes (après les retenues pour pension et sécurité sociale) et majorées des primes ou indemnités liées à la qualification de chacun, un homme du rang engagé (caporal), marié, sans enfant, reçoit 4 600 francs par mois; un major (le plus gradé des sous-officiers), 10 600 francs; un capitaine, 11 600 francs et un colo-

nel (ou capitaine de vaisseau), 20 800 francs. Les personnels civils, pour leur part, reçoivent, aux mêmes conditions, entre 6 140 francs (pour un commis de la catégorie C de la fonction publique) et 22 800 francs (pour un administrateur civil hors classe de la catégorie A), avec des rétributions qui se situent en moyenne entre 7 000 et 14 000 francs mensuels.

Cela étant, la corporation militaire est riche en indemnités et primes diverses qu'il convient de ne pas oublier. Certains de ces revenus complémentaires peuvent, cumulés, représenter l'équivalent d'une solde de base, qui s'en trouve ainsi plus que doublée parfois, toutes ressources confondues, pour des spécialistes ou des fonctions précises de métier des armées.

« Un enchevêtrement de primes »

Dans son plan de revalorisation de la condition militaire, M. Chevènement a abondamment usé de cette possibilité, laissant au ministre de la fonction publique, M. Michel Durafour, le soin de négocier avec les syndicats l'amélioration indiciaire, à venir, des traitements de l'ensemble des fonctionnaires. Et si le gouvernement a, pour l'instant, adopté un profil bas dans son information de la communauté militaire, c'est parce qu'il a craint de susciter la jalousie d'autres agents de l'Etat devant la diversité des indemnités et primes versées aux armées, même si, en réalité, certains fonctionnaires (éducation, finances, santé ou police) ont des avantages comparables.

Mais cet « enchevêtrement » d'indemnités et de primes, pour reprendre l'expression d'un proche du ministre de la défense, est diversement apprécié par leurs bénéficiaires dans les armées. La plupart des officiers et des sous-officiers préfèrent spontanément à la prolifération de ces allocations de circonstance une augmentation de la solde de base, pour des raisons qui tiennent au calcul de leur retraite.

C'est peut-être une vue à court terme. Certes, ces primes et indemnités diverses, à l'exception de certaines d'entre elles, comme l'indemnité de sujétion spéciale de police pour les gendarmes, ne seront pas prises en compte dans le montant de la future pension. Mais des indemnités, comme l'indemnité pour charges militaires qui est la principale, ne sont pas impossibles, et, d'une manière générale, l'évolution de ces primes est presque toujours plus favorable que la croissance de la solde de base.

La création par M. Chevènement, qui y tient beaucoup, d'un complément d'indemnité pour les services de garde ou les permanences assurées les dimanches ou jours fériés et non récupérés, fait davantage encore jaser les cadres les plus anciens. Elle est, à les en croire, contraire à l'éthique traditionnelle des militaires qui voulaient, au nom de la disponibilité opérationnelle des personnels, que le paiement des heures supplémentaires soit une pratique inconnue des armées. Au ministère de la défense, on réplique volontiers à ces vertueux que de fortes astreintes professionnelles sans contrepartie financière ne sont plus acceptées des plus jeunes, par les temps qui courent, notamment dans l'armée de terre.

Le gouvernement, qui a donc lâché un peu de lest au profit des conditions de vie et de travail des militaires, subit en réalité le contre-coup d'une politique qui a longtemps consisté à comprimer à l'excès les dépenses de fonctionnement des armées au bénéfice de leur équipement. Entre l'année 1986 et l'année 1990, quand les matériels recevaient une différence de 26,4 milliards de francs de crédits supplémentaires, les hommes doivent se contenter de quelque 4,6 milliards de francs de plus. C'est, dit-on, le prix de la modernisation des armées. Mais quel intérêt y a-t-il à allouer un arsenal constamment mis à jour si les hommes qui le servent ne se sentent pas motivés ?

JACQUES ISNARD

SCIENCES

Une mission réussie de « dépannage spatial »

La navette Columbia a récupéré le satellite LDEF

L'équipage de la navette Columbia a parfaitement réussi, vendredi 12 janvier, sa mission de « dépannage spatial » en récupérant comme prévu le satellite long durée *exposure facility* (LDEF), abandonné à lui-même en orbite, depuis avril 1984.

La navette américaine a rejoint LDEF, vendredi à 16 h 15 (heure française), à l'issue d'une course-poursuite de trois jours, cinquante orbites terrestres et 2 millions de kilomètres. Dès que le satellite a été en vue, le pilotage automatique a été coupé et le commandant de bord Daniel Brandenstein a terminé l'approche finale manuellement. La navette s'est alors positionnée avec sa soute ouverte faisant face au satellite.

Alors que les deux engins faisaient côte à côte à quelque 28 000 km/h à 323 km d'altitude, le « spécialiste mission » Bonnie Dunbar, l'une des deux femmes de l'équipage, a saisi délicatement, à l'aide du bras télescopique de 15 mètres, le satellite par une pièce d'arrimage prévue spécialement pour cet usage. Elle a ensuite fait pivoter lentement, pendant plus de quatre heures, cet engin de la taille d'un autobus pour permettre à la caméra de bord de le filmer sous toutes les coutures, en cas d'échec de l'opération de sauvetage. Mais, à 21 h 50 (heure française), le LDEF était solidement arrimé dans la soute.

Ce satellite scientifique de 11 tonnes contenant 57 expériences scientifiques (le Monde du 11 janvier) semble avoir souffert de son séjour prolongé en orbite. Les astronautes ont aperçu quelques pièces flottant autour de lui, et, sur deux de ses nombreuses cases à expériences, les panneaux d'aluminium étaient « presque explosés, comme le couvercle ouvert d'une boîte de sardines », a dit Daniel Brandenstein.

Samedi matin, le seul incident de cette mission, modeste avait été une fuite sur un déshumidificateur, survenue jeudi 11 janvier. Elle a obligé les astronautes à se livrer à une chasse aux gouttelettes d'eau (5 à 8 litres au total) qui, en raison de l'apesanteur, flottaient dans la cabine et se collaient sur les parois. La veille, l'équipage avait largué son problème le satellite *Syncom IV*. Le retour de la navette est prévu le 19 janvier à 11 h 57 (heure française) sur la base d'Edwards (Californie), au terme de 158 orbites. D'ici là, les cinq astronautes se livreront à diverses expériences scientifiques.

Spot-2 : lancement prévu le 21 janvier. — Spot-2, le second satellite français d'observation de la Terre, a été réparti et devrait pouvoir être lancé le 21 janvier, entre 2 h 35 et 2 h 45 (heure française). Prévu initialement pour la nuit du 10 au 11 janvier, la mise sur orbite de Spot-2 par le trente-cinquième vol de la fusée Ariane a été retardée la semaine dernière, en raison d'une anomalie sur la centrale thermique du lanceur, puis d'une défaillance de l'un des engins moteurs magnétiques sur le satellite (le Monde du 10 janvier).

Extension de la coopération américano-soviétique sur l'environnement. — Les Etats-Unis et l'URSS vont étendre leur coopération en matière d'environnement à sept nouveaux projets, parmi lesquels la création d'un parc international destiné à protéger le détroit de Behring qui sépare l'Alaska de la Sibérie, et des programmes de recherches sur la contamination radioactive autour de Tchernobyl, ou l'état de la couche d'ozone au-dessus de l'Arctique. Lors d'une conférence de presse, tenue vendredi 12 janvier à Washington, à l'issue de leur douzième réunion commune, les représentants de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et leurs homologues soviétiques ont précisé que leur coopération portait désormais sur quarante-cinq projets communs. — (AFP-UPF)

Négociations entre la RATP et les musiciens de couloir

Les « French lovers » contre le « métropolitain »

Les négociations entre la RATP, qui souhaite « discipliner » le travail des musiciens « de couloir » et la Guilde des artistes de la rue et du métro, qui regroupe plus de deux cents adhérents en majorité musiciens, ont repris jeudi 11 janvier. Deux jours auparavant, la Guilde avait organisé une manifestation gare Saint-Lazare, à Paris, afin de protester contre les projets de la RATP.

Rassemblement autour des marches d'un escalier en sous-sol de la gare Saint-Lazare, ils manifestaient en chœur les « rabat-joie » du « métropolitain ». Entre les fillets de Pan des groupes parviens et les déshancements du groupe des « French lovers », Danièle, dite Zazie, redresse les banderoles installées en haut des marches. « C'est un concert, d'accord, mais c'est aussi une manifestation, lance-t-elle. Il ne faudrait pas l'oublier. »

La Guilde des artistes de la rue et du métro, née il y a à peine trois mois, mène campagne contre la direction de la RATP, qui souhaite « discipliner » le monde des saltimbanques du métro. Un premier pas a été fait en septembre, avec l'interdiction, « pour des motifs impératifs de sécurité », des « appareils électriques permettant la sonorisation ».

Un mois plus tard, la RATP, bien décidée à « reconquérir son autorité dans les sous-sols », avait lancé des négociations avec les artistes du métro parisien. « Nous ne voulons pas faire disparaître la musique du réseau, explique-t-on à la RATP. Nous voulons simplement l'organiser. Il s'agit de ne plus jouer

n'importe quand et n'importe où. »

La direction proposait alors quelques règles de bonne conduite : pas de musique sur les quais du métro et du RER, pas de sonorisation électrique dans les rames, et pas d'« amplification » de plus de dix watts dans les couloirs du sous-sol parisien. Elle proposait en outre la création de « scènes à points musicaux » installées dans les stations dotées de correspondances. Tous seraient réservés à des musiciens agréés par la RATP. La Guilde protestait. Lassée, dit-elle, par le « climat de tension créé par ses détracteurs systématiques », elle demandait la suspension des négociations le 18 décembre dernier.

Groupes officiels

Aujourd'hui, les musiciens ont fini par faire quelques concessions : ils acceptent l'idée de ne pas jouer sur les quais et dans les wagons extérieurement des rames, et proposent une limitation des amplis à 15 watts. Mais leur allége aux « points musicaux », elle, est restée intacte. « Les violonistes s'installent dans les coins restreints, un peu intimistes, pour mieux remplir l'espace sonore alors que les groupes latino-américains préfèrent les halls de correspondance où leur musique « sonne » mieux, souligne Marc Signorini, un des responsables de la Guilde. Avec ces points musicaux fixes et organisés, ce sera désormais impossible. »

Qui choisira les musiciens, les lieux, et le type de musique joué ? se demande également la Guilde. Et pourquoi se contenter de ces groupes « officiels » agréés par la RATP alors que le sous-sol attire actuellement plus de trois cents

musiciens ? « C'est du génie, soupire un clarinettiste. La richesse du métro, c'est justement ces groupes très différents qui s'installent un jour là, et un jour là. Il faudra maintenant passer une audition, posséder une carte, et venir jouer à heures fixes dans des lieux retenus à l'avance. Si nous jouons dans le métro, c'est justement pour éviter cela. »

La RATP, qui souhaite, « dans les prochains dix-huit mois, organiser différemment l'accueil de ses clients », craint également que les troupes itinérantes créées par les groupes gênent les allées et venues sur les quais. La musique, ajoute-t-elle, couvre parfois le système de son des wagons. « Les récepteurs de TGV créaient eux aussi des groupements », rétorque Marc Signorini.

« La problème est ailleurs. Il nous faut sauver la culture de rue, qui est irremplaçable. On part jouer dans un endroit qui n'est pas fait pour ça, et des gens qui ne font pourtant que passer s'arrêtent pour écouter. Des gens qui, pour certains, ne sont jamais allés à un concert de leur vie. »

ANNE CHEMIN

Métro-croisière. — Le COPEF (Cercle ouest-parisien d'études ferroviaires) organise, le samedi 21 janvier, un voyage en rame spéciale « Sprague » verte, retirée du service depuis plusieurs années sur le réseau du métro de Paris. Le départ aura lieu vers 8 h 30, à l'atelier de Vaugirard (près de la porte de Versailles). Il empruntera l'itinéraire Montparnasse, Edgar-Quinet, Ecole, Gare-de-Lyon, Place d'Italie ; fin du circuit à Bastille, vers 11 h 45.

Inscription auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, avant le 19 janvier. Joindre une enveloppe timbrée à 2,30 F pour l'envoi de la convocation. Participation aux frais, 180 F.

FAITS DIVERS

A Salles-le-Château (Pyrénées-Orientales)

Un garde municipal tue un jeune gitan

Un garde municipal du bourg de Salles-le-Château (Pyrénées-Orientales) a tiré le jeudi 11 en venant à 12 heures, d'un coup de fusil un jeune gitan, Raphaël Baudès, vingt-six ans, surpris avec plusieurs compagnons à piller des voitures en stationnement.

Après avoir, selon leurs dires, averti les deux agents municipaux en patrouille de fuir les dix jeunes qu'ils venaient d'interpeller pour vérifier si ceux-ci n'avaient pas d'armes. C'est à ce moment-là que Raphaël Baudès aurait sorti un couteau, menaçant l'un des gardes, M. Henri Carrère, quarante et un ans. Ce dernier fit alors feu avec son arme personnelle, un fusil à pompe chargé de petits plombs. Raphaël Baudès, touché au ventre, devait mourir peu de temps après son admission à l'hôpital de Perpignan.

Placé en garde à vue, M. Henri Carrère devait être transféré dans la soirée de vendredi à Perpignan.

EN BREF

L'Amiral Pierre Lacoste-président du Comité de défense nationale, ancien directeur général de la DGSSE, a été nommé à la suite de l'adhésion de la Fondation pour les études de défense nationale, l'amiral (cadre de réserve) Pierre Lacoste, soixante-cinq ans, a accepté de présider le Comité national de la défense armée-nation (DAN), qui est un organisme d'étude et de réflexion sur les problèmes de sécurité au sein du Centre d'information civique. Il succède au général (cadre de réserve) Jean-Marie Leca, élu député au Parlement européen.

Les relations entre la police et la gendarmerie. — En plaçant « sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur » l'emploi des services de police et de gendarmerie qui concourent à la « sécurité intérieure », le premier ministre a-t-il obtenu une « amélioration significative » des relations entre ces deux administrations. C'est ce qu'a indiqué dans un communiqué l'abbé Matignon, vendredi 12 janvier, précisant que les ministres de l'Inté-

Mettant en cause un chirurgien

La CFDT dénonce des pratiques de « dessous-de-table » au CHR de Nancy

NANCY

de notre correspondante

En affirmant qu'un chirurgien très connu à Nancy aurait pratiqué le système des « dessous-de-table » et en s'opposant à sa nomination comme chef de service au centre hospitalier régional (CHR), le syndicat CFDT santé de Nancy avait provoqué un vif émoi, le 15 décembre 1989, lors de la réunion du conseil d'administration de l'établissement. Le syndicat s'était opposé ce jour-là à la proposition de nomination du chirurgien et avait demandé que soit ouverte une enquête. Le conseil d'administration, troublé par les faits révélés par la CFDT, avait, lui, suspendu sa séance et saisi la commission interne d'activité libérale afin que celle-ci procède à une enquête au fond.

Le conseil d'administration s'est à nouveau réuni vendredi 12 janvier pour examiner le dossier de ce chirurgien et a décidé de proposer sa

nomination comme chef de service au ministre de la santé. La commission nationale se penchera sur son cas jeudi prochain et, pour finir, le ministre de la santé tranchera.

En attendant, à la CFDT, on est bien conscient de poser un problème grave car on touche là au phénomène de « dépendance à la santé ». Mais les témoignages écrits dont affirme disposer le syndicat et qui ont été transmis à la commission interne d'activité libérale « mettent en évidence des pratiques répugnantes dans les cliniques et les hôpitaux publics », souligne le secrétaire du syndicat départemental CFDT santé, qui ajoute : « Avec ces dessous-de-table, c'est le début d'un système de santé à deux vitesses. Le syndicat évoque le cas de ce patient qui, après avoir été opéré, aurait reçu une petite note du praticien lui demandant, en sus du tarif d'hospitalisation, de régler 3 545 F en liquide. Ou cet autre cas d'un malade qui, en 1989, aurait dû verser, de la même manière, 1 800 F. »

A Nancy, où cette affaire a fait grand bruit, les réactions sont partagées. M. André Rosinon, maire et président du conseil d'administration du CHR, praticien lui-même, estime que « la balle est aujourd'hui dans le camp du ministre ». Il a toutefois convoqué voilà quelques jours le professeur mis en cause, mais s'interdit tout commentaire sur une affaire dont les péripéties se déroulent, pour l'instant, à huis clos. Il a d'ailleurs rappelé fermement ce principe à la CFDT.

Chez les médecins nancéiens, on vit mal l'affaire, qui déchaîne le corps médical, et l'on souhaite que toute la lumière soit faite. Quant au chirurgien mis en cause, il réfute totalement les accusations, considérant qu'il s'agit d'une cabale. « Jamais je n'ai perçu d'argent qui ne soit pas déclaré », a-t-il confié, attendant qu'on lui expose des actes de plaigiarisme. En attendant, il a consulté un avocat afin de défendre son honneur et son intégrité et de donner à cette affaire des suites judiciaires.

MONIQUE RAUX

CINEMA

Mon XX^e siècle • J'dlike Enyedi

« J'dlike Enyedi » est un film de János Koltai, réalisé en 1988. Il raconte l'histoire d'un jeune homme, Enyedi, qui vit dans un monde de violence et de corruption. Le film est considéré comme l'un des meilleurs de la cinématographie hongroise des années 1980.

Le film est une adaptation du roman « J'dlike » de János Koltai. Il est basé sur des événements réels qui ont eu lieu à Budapest pendant la révolution de 1956. Le film est une œuvre puissante qui explore les thèmes de la violence, de la corruption et de la recherche de la justice.

« J'dlike Enyedi » est un film qui a été acclamé par la critique et le public. Il a remporté plusieurs prix internationaux, y compris le prix du meilleur film au Festival de Cannes 1989. Le film est considéré comme un chef-d'œuvre de la cinématographie hongroise.

Le film est une œuvre puissante qui explore les thèmes de la violence, de la corruption et de la recherche de la justice. Il est basé sur des événements réels qui ont eu lieu à Budapest pendant la révolution de 1956. Le film est une œuvre puissante qui explore les thèmes de la violence, de la corruption et de la recherche de la justice.

« J'dlike Enyedi » est un film qui a été acclamé par la critique et le public. Il a remporté plusieurs prix internationaux, y compris le prix du meilleur film au Festival de Cannes 1989. Le film est considéré comme un chef-d'œuvre de la cinématographie hongroise.

JACQUES SAGLIEN

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI
Gina Manes 1939-1989: Nuit de princes (1939), de Marcel L'Herbier, 15 h; Seta Davis 1908-1989: Storm Center (1984, v.o.), de Daniel Taradash, 17 h 15; Hommage à John Ford: Air Mail (1932, v.o.), de John Ford, 18 h; Hommage à John Ford: Arrowsmith (1932, v.o.), de John Ford, 21 h.

DIMANCHE
Francis Ford 1926-1989: Toto touto (1951, v.o.), de Mario Mattoli, 15 h; César Zencovi 1902-1989: Miroslav à Milano (1950, v.o.), de Vittorio De Sica, 17 h; Hommage à John Ford: The Brat (1931, v.o.), de John Ford, 18 h; Hommage à John Ford: Sans Benoit (1931, v.o.), de John Ford, 21 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POISSON
(42-78-37-29)
SAMEDI
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

DIMANCHE
Révoltes, Révolutions, Cinéma: Rosa Luxemburg (1926, v.o.), de Marguerite von Trotta, 14 h 30; Le Sal de la Terre (1932, v.o.), de Herbert J. Biberman, 17 h 30; La Chinoise (1967), de Jean-Luc Godard, 20 h 30.

BLACK RAIN (A. v.o.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28); UGC Odéon, 2^e (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (43-59-82-82); Pathé Champs-Élysées, 4^e (47-20-78-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 16^e (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 17^e (43-20-12-06).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg.-v.o.): Vendôme Opéra, 2^e (47-42-97-52); UGC Danton, 3^e (42-35-10-30); UGC Rodeo, 4^e (45-74-94-84); UGC Biarritz, 5^e (45-62-20-40).

BREVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol.-v.o.): Saint-André-des-Arts II, 3^e (43-28-80-25).

BURNING SECRET (Brit.-v.o.): Cinoche, 6^e (46-53-10-62).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VILLES (Ail.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12).

CHAMBER À PART (Fr.): La Triomphe, 2^e (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It.-v.o.): L'Étoile, 4^e (42-78-47-88); 14 Juillet Odéon, 5^e (43-25-89-83); George V, 6^e (45-62-41-48); Sept. Parnassien, 14^e (43-20-52-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); v.f.: La Nouvelle Montparnasse, 16^e (47-42-56-31).

COMÉDIE D'AMOUR (Fr.): Elysée Lincoln, 3^e (45-62-45-76).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit.-v.o.): 14 Juillet Parnassien, 3^e (43-25-89-83); Les Trois Luxembourg, 4^e (45-62-41-48); UGC Rodeo, 5^e (45-74-94-84).

DÉLIT DE FUTES (Sov.-v.o.): Cosmos, 6^e (45-62-45-76); La Triomphe, 7^e (45-62-45-76).

DO THE RIGHT THING (A.-v.o.): Cinoche, 8^e (46-53-10-62).

EL VERDUGO (Esp.-v.o.): L'Étoile, 9^e (42-78-47-88).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.): La Triomphe, 10^e (43-20-12-06); Sept. Parnassien, 11^e (43-20-12-06).

FAMILY BUSINESS (A.-v.o.): Forum Horizon, 1^{re} (45-62-41-48); Pathé Impérial, 2^e (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 3^e (43-25-89-83); UGC Rodeo, 4^e (45-74-94-84); George V, 5^e (45-62-41-48); UGC Biarritz, 6^e (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 16^e (47-42-56-31); La Nation, 17^e (43-20-12-06); UGC Gobelins, 18^e (43-20-12-06); Miroir, 19^e (45-62-41-48); Pathé Montparnasse, 20^e (43-20-12-06); Pathé Clichy, 21^e (45-62-41-48).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Sole): Étoile de Boie, 2^e (43-27-84-50).

LE FESTIN DE BARBETTE (Dan.-v.o.): Utopia Champollion, 3^e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr.-v.o.): Gaumont Ambassade, 4^e (43-59-19-08); Kinoparadise, 5^e (43-59-19-08).

HIVER 54 (Fr.): George V, 6^e (45-62-41-48); UGC Opéra, 7^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 8^e (45-74-94-84).

L'HOMME QUI VOULAIT SAVOIR (Fr.-Hol.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28); Pathé Marignan-Concorde, 2^e (43-59-82-82); Pathé France, 3^e (47-20-78-23); Sept. Parnassien, 14^e (43-20-52-20); Pathé Clichy, 15^e (45-62-41-48).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A.-v.o.): George V, 6^e (45-62-41-48); UGC Biarritz, 7^e (45-62-20-40); UGC Opéra, 8^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 9^e (45-74-94-84).

LE PETIT DIABLE (It.-v.o.): République Cinéma, 1^{re} (45-62-41-48); Denfert, 2^e (43-20-12-06).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A.-v.o.): La Nouvelle Montparnasse, 3^e (47-42-56-31); Saint-Lambert, 4^e (43-27-84-50).

LA PETITE VERA (Sov.-v.o.): Cinoche, 5^e (46-53-10-62).

PLUME NOIRE (Jap.-v.o.): Lucarne, 6^e (45-62-41-48).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 3^e (43-25-89-83); Gaumont Champs-Élysées, 4^e (47-20-78-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); UGC Biarritz, 16^e (45-62-20-40); UGC Opéra, 17^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 18^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 19^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 20^e (45-74-94-84).

RAIN MAN (A.-v.o.): 14 Juillet Parnassien, 3^e (43-25-89-83); La Nouvelle Montparnasse, 4^e (45-74-94-84).

RETOUR VERS LE FUTUR 2: PARTIE (A.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 3^e (43-25-89-83); Gaumont Ambassade, 4^e (47-20-78-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); UGC Biarritz, 16^e (45-62-20-40); UGC Opéra, 17^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 18^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 19^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 20^e (45-74-94-84).

ROAD HOUSE (Fr.) (A.-v.o.): Forum Horizon, 1^{re} (45-62-41-48); UGC Normandie, 2^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 3^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 4^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 5^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 6^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 7^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 8^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 9^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 10^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 11^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 12^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 13^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 14^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 15^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 16^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 17^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 18^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 19^e (42-33-42-28); UGC Normandie, 20^e (42-33-42-28).

ROUGE HONG KONG (v.o.): Utopia Champollion, 3^e (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES (A.-v.o.): Forum Orient Express, 1^{re} (42-33-42-28); George V, 2^e (45-62-41-48); UGC Opéra, 3^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 4^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 5^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 6^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 7^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 8^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 9^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 10^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 11^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 12^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 13^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 14^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 15^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 16^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 17^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 18^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 19^e (45-74-94-84); UGC Opéra, 20^e (45-74-94-84).

SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A.-v.o.): Céd. Beaubourg, 1^{re} (42-71-52-36); UGC Danton, 2^e (42-71-52-36); UGC Danton, 3^e (42-71-52-36); UGC Danton, 4^e (42-71-52-36); UGC Danton, 5^e (42-71-52-36); UGC Danton, 6^e (42-71-52-36); UGC Danton, 7^e (42-71-52-36); UGC Danton, 8^e (42-71-52-36); UGC Danton, 9^e (42-71-52-36); UGC Danton, 10^e (42-71-52-36); UGC Danton, 11^e (42-71-52-36); UGC Danton, 12^e (42-71-52-36); UGC Danton, 13^e (42-71-52-36); UGC Danton, 14^e (42-71-52-36); UGC Danton, 15^e (42-71-52-36); UGC Danton, 16^e (42-71-52-36); UGC Danton, 17^e (42-71-52-36); UGC Danton, 18^e (42-71-52-36); UGC Danton, 19^e (42-71-52-36); UGC Danton, 20^e (42-71-52-36).

SWEETIE (A.-v.o.): Céd. Beaubourg, 1^{re} (42-71-52-36); UGC Danton, 2^e (42-71-52-36); UGC Danton, 3^e (42-71-52-36); UGC Danton, 4^e (42-71-52-36); UGC Danton, 5^e (42-71-52-36); UGC Danton, 6^e (42-71-52-36); UGC Danton, 7^e (42-71-52-36); UGC Danton, 8^e (42-71-52-36); UGC Danton, 9^e (42-71-52-36); UGC Danton, 10^e (42-71-52-36); UGC Danton, 11^e (42-71-52-36); UGC Danton, 12^e (42-71-52-36); UGC Danton, 13^e (42-71-52-36); UGC Danton, 14^e (42-71-52-36); UGC Danton, 15^e (42-71-52-36); UGC Danton, 16^e (42-71-52-36); UGC Danton, 17^e (42-71-52-36); UGC Danton, 18^e (42-71-52-36); UGC Danton, 19^e (42-71-52-36); UGC Danton, 20^e (42-71-52-36).

THE LAST OF THE MOHICANS (A.-v.o.): Céd. Beaubourg, 1^{re} (42-71-52-36); UGC Danton, 2^e (42-71-52-36); UGC Danton, 3^e (42-71-52-36); UGC Danton, 4^e (42-71-52-36); UGC Danton, 5^e (42-71-52-36); UGC Danton, 6^e (42-71-52-36); UGC Danton, 7^e (42-71-52-36); UGC Danton, 8^e (42-71-52-36); UGC Danton, 9^e (42-71-52-36); UGC Danton, 10^e (42-71-52-36); UGC Danton, 11^e (42-71-52-36); UGC Danton, 12^e (42-71-52-36); UGC Danton, 13^e (42-71-52-36); UGC Danton, 14^e (42-71-52-36); UGC Danton, 15^e (42-71-52-36); UGC Danton, 16^e (42-71-52-36); UGC D

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{er}. - **MAROC**: 99,89 % des électeurs acceptent par référendum la proposition du roi Hassan II de reporter de deux ans les élections législatives, afin que l'ONU puisse organiser dans l'intervalle un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (24/XI, 3-4, 5 et 13/XII).

1^{er}. - **PHILIPPINES**: La sixième tentative de putsch militaire contre la présidente Aquino échoue grâce au soutien de l'aviation américaine, accordé par M. Bush. Les affrontements font 119 morts et les derniers mutins ne se rendent que le 9 (du 2 au 11, 13 et 15/XII, 4/1).

1^{er}. - **URSS-VATICAN**: M. Gorbatchev, reçu par Jean-Paul II au Vatican pour une rencontre qu'il qualifie lui-même d'« extraordinaire », s'engage en faveur du respect de la liberté religieuse. Le pape est invité en URSS et le prochain rétablissement des relations diplomatiques est décidé (30/XI et du 2 au 5/XII).

2. - **TAIWAN**: Aux élections législatives, le Kuo-min-tang, parti nationaliste au pouvoir depuis 1949, obtient 72 des 101 sièges à pourvoir. Le Parti démocratique progressiste (opposition) passe de 12 à 21 sièges (2 et 5).

2-3. - **ÉTATS-UNIS - URSS**: Le premier sommet entre M. Bush et M. Gorbatchev a lieu à Malte à bord du paquebot *Maxine-Gorki*, et non au large comme prévu, en raison du mauvais temps. Les deux hommes annoncent l'ouverture d'une « ère nouvelle » dans les relations internationales et décident d'accélérer les négociations sur le désarmement. M. Bush affirme son « soutien » à la politique de M. Gorbatchev et son intention d'intégrer l'URSS à la communauté internationale (du 2 au 6).

3. - **RDA**: Le comité central et le bureau politique du parti communiste (SED) annoncent leur dissolution après des révélations sur les abus de pouvoir et les privilèges sous le régime Honecker, qui ont provoqué la colère populaire. Tandis que plusieurs anciens dirigeants sont inculpés de corruption et que la dissolution de la police politique (Stasi) est annoncée, la désagrégation des institutions se poursuit, le 6, avec la démission de M. Egon Krenz de la présidence du Conseil d'État. Le 7, lors de la première réunion de la table ronde réunissant tous les partis, les premières élections libres sont fixées au 6 mai 1990. Les 8 et 9, la direction du SED est complètement restructurée: M. Gregor Gysi, avocat de quarante et un ans, est élu président. Le parti, dont le rôle dirigeant a été aboli le 1^{er} décembre par le Parlement, accepte le « pluralisme politique » (du 2 au 20).

4. - **EST-OUEST**: Les dirigeants de l'OTAN, réunis à Bruxelles après le sommet de Malte, soulignent leur volonté de maintenir les frontières et les organisations politico-militaires existantes en Europe. Ceux du pacte de Varsovie, réunis à Moscou, font de même et adoptent une déclaration qui « condamne » leur intervention de 1968 en Tchécoslovaquie (6).

5-7. - **CEE**: Les ministres des Douze décident de libéraliser le 5, le transport aérien et, le 7, les télécommunications, à partir du 1^{er} janvier 1993. Les concessions acceptées par le gouvernement français ont permis la conclusion de ces accords (8, 9 et 15).

6. - **FRANCE-URSS**: M. Mitterrand, venu à Kiev s'entretenir avec M. Gorbatchev, estime prématuré de parler de réunification de l'Allemagne et se rallie au projet soviétique de convocation de la CSCE en 1990 (7 et 8).

6. - **GRANDE-BRETAGNE**: La privatisation des dix sociétés régionales de distribution d'eau s'achève après un vif succès populaire: près de 3 milliards d'actions, au prix unitaire de 240 pence, (23 F), sont acquises par 2,7 millions d'investisseurs (8, 12, 20 et 21).

7. - **DRAK**: Bagdad annonce le lancement, le 5, de sa première fusée capable de placer un satellite sur orbite spatiale (9 et 23).

8-9. - **CEE**: Le conseil européen fixe à la fin de 1990 la date de la conférence intergouvernementale sur l'union monétaire. M. Mitterrand a obtenu le ralliement de M. Kohl au processus d'intégration économique, mais pas celui de Mme Thatcher. Cette dernière refuse aussi la charte des droits sociaux, adoptée par les onze autres pays. Dans une « déclaration sur l'Europe centrale et orientale », les Douze acceptent le droit à l'« autodétermination » du « peuple allemand », tout en l'entourant de conditions. L'idée française de créer une banque pour l'Europe de l'Est est approuvée (du 2 au 14 et 24-25).

9-10. - **CHINE - ÉTATS-UNIS**: Deux émissaires du président Bush s'entretiennent avec les autorités chinoises, lors d'une visite surprise à Pékin. La diplomatie secrète menée par M. Bush est critiquée aux États-Unis (10-11, 13 et du 19 au 21).

10. - **BULGARIE**: A Sofia, près de 100 000 manifestants réclament l'accélération des réformes. Le 11, M. Petar Mladenov promet des élections libres en mai 1990 et l'abolition du rôle dirigeant du PC (2, 7, du 9 au 19 et du 27 au 30).

12. - **AMÉRIQUE CENTRALE**: Les cinq chefs d'État d'Amérique centrale, réunis depuis le 10 à San José de Costa Rica, condamnent fermement la guerre salvadorienne et apportent leur soutien au président Cristiani (extrême droite). Le président nicaraguayen Ortega signe cette déclaration, mais n'obtient pas que la démobilisation des « contras » soit accélérée (6 et du 14).

12. - **ÉTATS-UNIS**: M. James Baker, secrétaire d'État américain, envisage, dans un discours prononcé à Berlin-Ouest, une « nouvelle architecture pour l'Europe » et un « nouvel atlantisme ». Il propose un renforcement des liens entre les États-Unis et la CEE, qu'il encourage dans sa « réussite » (du 14 au 19).

12. - **HONGKONG**: Le rapatriement forcé de cinquante et un réfugiés vietnamiens, décidé par les autorités britanniques, suscite un tollé international (1^{er}, 13, 14, 15, 19, 21 et 30).

12. - **URSS**: M. Gorbatchev obtient que le Congrès des députés refuse, par 1 138 voix contre 839, d'ouvrir un débat sur l'abolition du rôle dirigeant du PC. Ce débat avait été demandé par M. Sakharov et plusieurs autres députés réformateurs (5 et du 10 au 14).

14. - **CHILI**: Dès le premier tour de l'élection présidentielle, M. Patricio Aylwin (démocrate-chrétien), candidat unique de l'opposition, est élu avec 55,2 % des voix. Son entrée en fonction, le 14 mars 1990, doit mettre fin à la seigneurie du dictateur du général Pinochet (du 14 au 19 et 23).

14. - **URSS**: Mort d'André Sakharov, Prix Nobel de la paix 1975. Du 16 au 18, des dizaines de milliers de Moscovites défilent devant la dépouille du défenseur des droits de l'homme (du 16 au 20).

15. - **BRÉSIL**: Au deuxième tour de l'élection présidentielle, M. Fernando Collor, candidat de la droite populiste, l'emporte avec

Décembre 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

53 % des voix sur « Lula », soutenu par toutes les forces progressistes. M. Collor succédera le 15 mars 1990 à M. José Sarney (14, 17-18, 19 et 24-25).

15. - **CEE-ACP**: La quatrième convention liant les Douze à soixante-huit pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est signée à Lomé (Togo). L'aide financière de la Communauté européenne passe de 8,5 à 12 milliards d'écus (1 écu = 7 F) (28 et 29/XI, 7, 12, 16 et 17-18/XII).

15. - **COLOMBIE**: L'un des principaux responsables du cartel de Medellín est tué par la police, alors que les attentats revendiqués par le mafia de la drogue sont de plus en plus meurtriers (7, 8, 9, 14, 17-18, 19, 26, et du 30/XII au 2/1).

15. - **COMORES**: La France et l'Afrique du Sud obtiennent le départ de Bob Denard et de ses mercenaires, qui sont remplacés par des militaires français, à la demande des autorités comoriennes (6 au 19 et 27).

16. - **FRANCE - ÉTATS-UNIS**: M. Bush et M. Mitterrand confirment le caractère « privilégié » de leurs relations lors d'une rencontre à Saint-Martin, dans la partie de l'île qui dépend de la Guadeloupe (15, 17-18 et 19).

17. - **POLOGNE**: Le gouvernement présente un « plan de stabilisation » de l'économie draconienne, sous la pression du FMI. M. Walesa demande aux Polonais de ne pas se révolter contre ces mesures, dont le coût social sera très élevé (9, 16, 19 et 26/XII, 2/1).

18. - **FINANCES MONDIALES**: La Banque de France relève son taux directeur de 9,5 % à 10 % pour défendre le franc face à la hausse du deutschemark. Cette dernière, due aux événements à l'Est et au taux d'intérêt élevé en RFA, s'accompagne surtout d'une forte baisse du dollar, qui, à 1,68 DM, 142 yens et 3,74 F à Paris le 28, retrouve ses niveaux du début 1988. Le yen accompagnant le dollar dans sa chute, le taux d'escompte japonais est relevé, le 25, de 3,75 % à 4,25 %. Cependant, la Bourse de Tokyo continue de monter, l'indice Nikkei battant son record, le 29, à 38 915. A Londres, Francfort, Paris et New-York, comme à Tokyo, les marchés boursiers enregistrent des hausses annuelles comprises entre 25 % et 31 % (3-4, 10-11 et du 13/XII au 4/1).

19-20. - **RDA-RFA**: Le chancelier Kohl se rend à Dresde pour sa première visite officielle en RDA. Les deux pays s'engagent sur la voie de la « communauté contractuelle », proposée le 17 novembre par M. Mitterrand. Le 22, M. Kohl revient en RDA pour inaugurer avec M. Modrow un passage dans le mur de Berlin à la porte de Brandebourg. Le 24, une totale liberté de circulation est instituée entre les deux Allemagnes (7, 13 et du 14 au 26).

20. - **PANAMA**: Les États-Unis lancent l'opération militaire « Juste cause » pour restaurer le « processus démocratique » et capturer le général Noriega, homme

fort du pays inculpé en 1988 par la justice américaine pour trafic de drogue. Dès le 20, M. Guillermo Endara, considéré comme le vainqueur de l'élection présidentielle annulée en mai, prête serment. L'intervention américaine, très largement approuvée aux États-Unis, est condamnée par l'URSS et les pays latino-américains. Jusqu'au 25, de violents affrontements et des pillages s'ensuivent. La capitale: le bilan officiel fait état de la mort de 230 civils et de 337 militaires, dont 230 Américains, mais des sources panaméennes parlent de près de 1 000 civils tués. Le 24, le général Noriega se réfugie à l'ambassade du Vatican: il n'acceptera de se livrer aux forces américaines que le 3 janvier. Le 29, une « perquisition » à la résidence de l'ambassadeur du Nicaragua entraîne l'expulsion du Nicaragua de vingt diplomates américains (2, 16 et à partir du 19).

20. - **URSS**: Le PC lituanien, réuni en congrès à Vilnius, proclame son autonomie par rapport au PCUS et adopte un programme et des statuts distincts. Ces décisions sont vivement critiquées, le 25, par M. Gorbatchev (3-4, 8, 9 et du 22 au 28).

20-22. - **FRANCE - RDA**: M. Mitterrand, en visite officielle en RDA, se défend de vouloir « freiner » la réunification de l'Allemagne: « Que la volonté du peuple s'exprime, qu'elle s'accomplisse », affirme-t-il (du 20 au 25).

21-22. - **CEE - LIGUE ARABE**: Une conférence réunie à Paris, sur l'initiative de M. Mitterrand, les trente-quatre ministres des affaires étrangères de la CEE et de la Ligue arabe afin de relancer le dialogue euro-arabe (19, 21, 23 et 24-25).

23. - **LIBAN**: Des combats entre milices chiites pro-iraniennes du Hezbollah et pro-tyriens d'Amal reprennent dans le sud du Liban, après plus de dix mois d'accalmie. Ils font près de six cents morts avant la fin du mois (6, 7, 9, 16 et à partir du 26).

27. - **ÉGYPTE - SYRIE**: Les relations diplomatiques, rompues en 1977, sont rétablies (13 et 23).

29. - **BULGARIE**: Le comité central du PC met fin à la politique d'assimilation forcée de la minorité turque. Ses membres retrouvent la liberté de porter leur nom, de parler leur langue et de pratiquer l'islam. Des Bulgares de souche protestent contre cette décision (à partir du 30).

29. - **POLOGNE**: Le Parlement vote des amendements constitutionnels qui abolissent le rôle dirigeant du POU (communiste) et rétablissent le nom de République de Pologne en supprimant les mentions de socialisme et populaire (31/XII au 1/1).

30. - **ISRAËL**: Un rassemblement de vingt mille pacifistes israéliens et palestiniens est violemment réprimé par la police à Jérusalem. En deux ans de soulèvement dans les territoires occupés, 600 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne et 140, accusés d'être des « collaborateurs », ont été tués par leurs compatriotes (du 2 au 8, 19, 20, 22, 23 et du 26/XII au 2/1).

FRANCE

2. - M. Rocard lance, devant le comité directeur du PS réuni à Paris les 2 et 3, un appel à l'unité des socialistes, alors que s'intensifie la controverse entre les différents courants du parti et, au sein du courant mitterrandiste (majoritaire), entre M. Fabius et M. Jospin (du 2 au 5, 8, 9, 12, 16 et du 19 au 22).

2. - Huit contributions sont présentées devant le conseil national du RPR dans la perspective des assises nationales de février 1990 (2, 5, 21 et 22).

3. - M. Jean-Marie Le Pen salue la victoire des candidats du Front national à l'élection législative partielle de Dreux et à l'élection cantonale de Salon-de-Provence en demandant la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'un référendum sur l'immigration. Tous les autres partis politiques s'inquiètent des progrès réalisés par l'extrême droite après des campagnes sur le thème du refus des immigrés (du 1^{er} au 9).

5. - Le TGV, en atteignant 482,4 km/h, bat le record du monde de vitesse sur rail (7, 8, 9 et 17-18).

5. - Les chiffres du commerce extérieur, connus avec retard après la grève des agents des finances, se révèlent excédentaires de 2,2 milliards de francs pour septembre, mais déficitaires de 8,67 milliards pour octobre (6 et 30).

6. - M. Rocard met en place un dispositif pour l'intégration des immigrés. Un secrétaire général permanent, M. Hubert Prévot, est nommé auprès du premier ministre et la création d'un Haut Conseil à l'intégration est annoncée. Des mesures destinées à mieux maîtriser les flux migratoires sont décidées le 19: moyens accrus pour la lutte contre le travail et les travailleurs clandestins, mais aussi traitement plus rapide des demandes d'asile (du 1^{er} au 23).

7. - Les députés votent, par 283 voix contre 168, un amendement socialiste qui rétablit, sauf pour les parlementaires, une amnistie des délits politico-financiers, lors de la discussion en deuxième lecture des deux lois sur le financement des partis et des campagnes électorales, qui sont définitivement adoptées le 22 (1^{er}, du 6 au 11, 19 et 24-25/XII, 2 et 3/1).

10. - M. Mitterrand s'efforce, lors d'un entretien radiotélévisé, de rassurer les Français sur les conséquences des changements à l'Est et sur la question de l'immigration; à ce sujet, il estime que « le seul de tolérance » est obtenu dans les années 70 », et souligne que « les clandestins doivent être expulsés » (9, 12, 14 et 15).

11. - Le Parlement européen accepte, par 198 voix contre 91 et 18 abstentions, de lever l'immunité parlementaire de M. Le Pen, pour qu'il puisse répondre devant la justice française de son calomnie du 2 septembre 1988 sur le ministre de la fonction publique, qualifié de « durfour-crématoire » (10-11, 13, 15 et 16).

12. - M. Mitterrand préside au Panthéon un hommage à l'abbé Grégoire, à Moge et à Condorcet, qui marque la fin des cérémonies anniversaires de la Révolution (du 8 au 18 et 23).

12. - La circulaire sur le port de signes religieux à l'école, préparée par M. Lionel Jospin après l'affaire des foulards islamiques, est largement approuvée par le Conseil supérieur de l'éducation nationale avant d'être diffusée dans toutes les écoles. Dominant la priorité au dialogue, elle n'exclut

pas des sanctions si les obligations de laïcité et d'assiduité sont enfreintes (du 3 au 8 et 14).

12. - M. Pierre Bérégovoy annonce la suppression totale du contrôle des changes à partir du 1^{er} janvier 1990. Les dernières restrictions ne concernent plus que les particuliers. Pour éviter des fuites de capitaux, un amendement au budget 1990, déposé le 14 par le gouvernement, autorise les SICAV d'actions à capitaliser leurs dividendes (12, 13, 14, 16, 20 et 23/XII, 4/1).

12. - Faribas reconnaît qu'il n'est parvenu à acquérir que 40 % du capital de la Compagnie de navigation mixte au terme de son OPA lancée le 23 octobre et après une importante bataille boursière qui se poursuit en décembre (2, 5, 8, 14, 21, 22, 23 et 28).

15. - Le Comité national d'éthique réclame une « stricte limitation » de l'utilisation des empreintes génétiques et souhaite que des « règles très rigoureuses » soient imposées pour les dons d'embryons (16 et 20).

15. - La cour d'assises spéciale de Paris condamne Habib Masmari à la réclusion à perpétuité pour deux attentats commis à Paris en août 1984 et en février 1985 (14, 15 et 17-18).

15. - M. Jacques Gossot, maire RPR de Toulouse depuis 1971, est inculpé et écroué dans l'affaire des fausses factures de Nancy. Deux dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle sont aussi inculpés et écroués, les 18 et 19 (du 15 au 22, 24-25 et 28).

16. - Le groupe public UAP, numéro un français de l'assurance, achète à Suez, pour 14 milliards de francs, la minorité de blocage (34 %) dans le numéro deux, le groupe privé Victoire (19 et 21).

18. - Le RPR lance une pétition nationale sur le droit de vote des étrangers. Cette initiative avait été proposée le 8 par M. Chirac, favorable à un référendum sur ce sujet (du 10 au 16 et 23).

19. - M. Rocard engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale sur les votes définitifs du budget 1990 et de la loi portant diverses mesures relatives à la santé. Sur ce dernier texte, après l'ajout par le gouvernement, le 13, d'un amendement permettant des conventions distinctes pour les médecins généralistes et les spécialistes, l'opposition dépose une motion de censure afin de dénoncer le « mépris » du gouvernement à l'égard du Parlement et protester contre l'« usage abusif » de l'article 49-3: le gouvernement a, en effet, engagé sa responsabilité treize fois lors de la session d'automne pour faire adopter quatre textes, les deux cités plus haut ainsi que la loi de programmation militaire 1990-1993 et le collectif budgétaire 1989. Le 21, cette quatrième motion de censure de la session est celle qui recueille le plus de voix: 263 (tous les députés UDF et UDC, 130 RPR sur 131 et 4 non-inscrits sur 16), mais elle n'atteint pas la majorité absolue (289). Avant la fin de la session parlementaire, le 22, d'autres lois sont définitivement votées, dont celles sur le surendettement des ménages et sur l'amnistie en Nouvelle-Calédonie (du 3 au 26, 30 et 31/XII - 1/1, 5/1).

19. - Les négociations sur la réforme de la grille unique de la fonction publique sont ouvertes entre le gouvernement et les syndicats. Elles s'étaleront sur sept ans (20 et 21).

19. - Des tests de connaissances, pratiqués en septembre dans toutes les classes de CE2 et de sixième, font apparaître de grosses lacunes en lecture et en calcul (20 et 21).

22. - Un accord sur la modernisation est signé entre la direction des NMPP et le syndicat CCT du Livre. Il met fin à une grève de six jours qui a entravé la distribution des quotidiens parisiens (du 17 au 25).

26. - En novembre, le nombre de chômeurs a baissé de 0,1 % et les prix ont augmenté de 0,2 % (15-28 et 30/XII, 3/1).

27. - Le bureau politique du PCF qualifie de « campagne abusive » la mise en cause de la direction du parti par des opposants communistes en raison du maintien de relations avec le régime dictatorial roumain. Une autre polémique porte sur les visites passées de dirigeants français à Bucarest (du 12 au 20 et à partir du 26).

31. - M. Mitterrand, présentant ses vœux aux Français, souligne le renforcement des structures de la CEE ainsi que l'avènement, dans les années 90, d'une « confédération » associant tous les États européens, dont les pays de l'Est devenus démocratiques (du 2 au 4/1).

Révolutions à l'Est: « douce » en Tchécoslovaquie sanglante en Roumanie

Le 3, en Tchécoslovaquie, le Forum civique rejette le nouveau gouvernement formé par M. Ladislav Adamc, dont deux des vingt et un membres sont communistes. Sous la pression de la rue, M. Adamc démissionne, le 7, et M. Marian Calfa, membre communiste du gouvernement précédent, est nommé premier ministre.

Le 10, M. Calfa forme un gouvernement d'« entente nationale », avec six ministres communistes sur vingt et un: il promet l'organisation d'élections libres dans six mois et l'instauration de l'économie de marché. L'opposition, au terme de dures négociations, voit presque toutes ses demandes acceptées. Elle obtient aussi, le 10, la démission de M. Gustav Husak de la présidence de la République.

Les 20 et 21, la direction du PCT est profondément remaniée, alors que des dizaines de milliers

d'adhérents ont rendu leur carte: M. Adamc est élu président du parti; le poste de secrétaire général, occupé depuis le 24 novembre par M. Urbanek, est supprimé.

Le 28, M. Alexandre Dubcek, ancien dirigeant du « printemps de Prague » en 1968, est élu président du Parlement. C'est aussi à l'unanimité que les députés disent, le 29, l'écrivain Vaclav Havel à la présidence de la République. La candidature de l'ancien dissident, présentée dès le 10 par le Forum civique, avait remporté un tel soutien populaire que tous les partis, communistes compris, avaient accepté, le 22, de la proposer comme candidat unique.

A partir du 16, en Roumanie, quelques milliers de personnes manifestent à Timisoara, au départ pour défendre leur pasteur menacé de déportation. La

répression est très violente et on parle alors de milliers de morts, dont certains, tués dans des conditions atroces. Les jours suivants, les manifestations gagnent d'autres villes de Transylvanie, puis, le 21, Bucarest. Les forces de l'ordre n'hésitent pas à tirer sur la foule.

Le 22, le régime dictatorial de M. Ceausescu est renversé et un Conseil du Front de salut national (CSFN) de trente-six membres est formé: constitué d'anciens dirigeants évincés, de militaires et de dissidents, il est présidé par M. Ion Iliescu, ancien secrétaire du comité central du PC limogé en 1971. L'armée, qui s'est ralliée aux insurgés, affronte, jusqu'au 28, des milliers de la Sécurité, au cours de violents combats dans plusieurs villes, surtout dans le centre de Bucarest. Des centaines de civils, dont les journalistes

français Jean-Louis Calderon, sont victimes de ces combats.

Le 25, Nicolas et Elena Ceausescu, qui ont été arrêtés dès le 22, sont exécutés, au terme d'un « procès » dont de larges extraits sont diffusés, le 26 et le 27, à la télévision. Tandis que la plupart des pays reconnaissent les nouvelles autorités et que les initiatives d'aide humanitaire se multiplient, venant en particulier de France, le nouveau pouvoir se met en place. M. Petre Roman, qui n'a pas d'antécédents politiques, est nommé premier ministre le 28, mais c'est le CSFN qui s'attribue la direction réelle du pays: le 28, il supprime le « République socialiste » du nom officiel du pays et décide l'organisation d'élections libres et multipartites en avril 1990. Le bilan de l'insurrection, d'abord estimé à 60 000 morts, est évalué, début janvier, à 10 000 morts au maximum (5, 15 et à partir du 19).

CULTURE

1^{er}. - Mort d'Alvin Ailey, danseur et chorégraphe américain (3-4 et 5).

5. - Alain Gerber, pour le *Vergil du diable* (Grasset), obtient le prix Interallié (6).

7. - Mort du peintre Hans Hartung, pionnier puis classique de l'abstraction (10-11).

12. - Le nouveau Théâtre de Nice est inauguré avec le *Misanthrope* de Molière. Son directeur, Jacques Weber, assure la mise en scène et tient le rôle-titre. Emmanuelle Béart joue Célimène (13, 23 et 30).

14. - Le prix Louis-Delluc est attribué à *Un monde sans pitié*, premier film d'Eric Rochant (23/XI et 15/XII).

16. - Mort de Silvana Mangano, actrice italienne (17-18).

20. - Sortie de *Boris Godounov*, film d'Andrzej Zulawski d'après l'opéra de Moussorgski. Mikhaïl Rostropovitch, qui a dirigé l'enregistrement, dont est extraite la bande-son, s'indigne des libertés prises par le cinéaste (8 et 21).

22. - Mort de Samuel Beckett, Prix Nobel de littérature 1969 (27 et 28).

père du
de France
quelques



Père du futur "plus jeune écrivain de France", il ne vous reste plus que quelques semaines d'anonymat ! ...



GRAND CONCOURS PLUME EN HERBE



A partir d'images parues dans Le Monde daté 26/27 novembre, disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 3615 Nathan), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire : la plus belle deviendra un vrai livre. Clôture du concours le 31 janvier 1990.

NATHAN Le Monde

des sanctions si les obligations
l'absence et d'assiduité sont
cités (du 3 au 8 et 14).

2. - M. Pierre Bérégovoy
once la suppression totale du
trile des changes à partir du
janvier 1990. Les dernières res-
tions ne concernaient plus que
particuliers. Pour éviter des
de capitaux, un amendement
budget 1990, déposé le 14 par le
vernement, autorise les SICAV
tions à capitaliser leurs divi-
des (12, 13, 14, 16, 20 et
XII, 4/1).

12. - Paribas reconnaît qu'il
si parvenu à acquérir 40 %
capital de la Compagnie de
vigation mixte au terme de son
A lancée le 23 octobre et après
e importante bataille boursière
se poursuit en décembre (2, 5,
14, 21, 22, 23 et 28).

15. - Le Comité national
éthique réclame une « stricte
nitation » de l'utilisation des
opreintes génétiques et souhaite
se des « règles très rigoureuses »
sient imposées pour les dons
embryons (16 et 20).

15. - La cour d'assises spéciale
Paris condamne Habib Masmari
la réclusion à perpétuité pour
aux attentats commis à Paris en
oct 1984 et en février 1985 (14,
5 et 17-18).

15. - M. Jacques Gossot,
naire RPR de Toul depuis 1971,
st inculpé et écroué dans l'affaire
les fausses factures de Nancy.
Deux dirigeants de la chambre de
commerce et d'industrie de
Meurthe-et-Moselle sont aussi
culpés et écroués, les 18 et 19
(du 15 au 22, 24-25 et 28).

16. - Le groupe public UAP,
numéro un français de l'assurance,
achète à Suez, pour 14 milliards de
francs, la minorité de blocage
(34 %) dans le numéro deux, le
groupe privé Victoire (19 et 21).

18. - Le RPR lance une péti-
tion nationale sur le droit de vote
des étrangers. Cette initiative avait
été proposée le 8 par M. Chirac,
favorable à un référendum sur ce
sujet (du 10 au 16 et 23).

19. - M. Rocard engage la res-
ponsabilité de son gouvernement
devant l'Assemblée nationale sur
les votes définitifs du budget 1990
et de la loi portant diverses
mesures relatives à la santé. Sur ce
dernier texte, après l'ajout par le
gouvernement, le 15, d'un amendement
permettant des conventions
distinctes pour les médecins géné-
ralistes et les spécialistes, l'opposi-
tion dépose une motion de censure
afin de dénoncer le « mépris » du
gouvernement à l'égard du Parle-
ment et protester contre l'usage
abusif - de l'article 49-3 : le gou-
vernement a, en effet, engagé sa
responsabilité treize fois lors de la
session d'automne pour faire adop-
ter quatre textes, les deux cités
plus haut ainsi que la loi de pro-
grammation militaire 1990-1993 et
le collectif budgétaire 1989. Le 21,
cette quatrième motion de censure
de la session est celle qui recueille
le plus de voix : 265 (tous les
députés UDF et UDC, 130 RPR
sur 131 et 4 non-inscrits sur 16),
mais elle n'atteint pas la majorité
absolue (289). Avant la fin de la
session parlementaire, le 22,
d'autres lois sont définitivement
votées, dont celles sur le suren-
dement des ménages et sur l'am-
nistie en Nouvelle-Calédonie (du 3 au
26, 30 et 31/XII - 1^{er} 1, 3/1).

19. - Les négociations sur la
réforme de la grille unique de la
fonction publique sont ouvertes
entre le gouvernement et les syn-
dicates. Elles s'étaleront sur sept ans
(20 et 21).

19. - Des tests de connais-
sances, pratiqués en septembre
dans toutes les classes de CE2 et de
cinquième, font apparaître de grosses
lacunes en lecture et en calcul (20
et 21).

22. - Un accord sur la moderni-
sation est signé entre la direction
des NMPP et le syndicat CGT du
Livres. Il met fin à une grève de six
jours qui a entravé la distribution
des quotidiens parisiens (du 17 au
25).

26. - En novembre, le nombre
de chômeurs a baissé de 0,1 % et
les prix ont augmenté de 0,2 %
(15, 28 et 30/XII, 3/1).

27. - Le bureau politique du
PCF qualifie de « campagne
obscure » la mise en cause de la
direction du parti par des oppo-
sants communistes en raison de la
mauvaise relation avec le
régime dictatorial roumain. Une
autre polémique porte sur les
visions passées de dirigeants fran-
çais à Bucarest (du 12 au 20 et 1
partir du 26).

31. - M. Mitterrand, président
des Français, souhaite le
renforcement des structures de la
CEE ainsi que l'avènement, dans
les années 90, d'une « confédéra-
tion » associant tous les Etats euro-
péens, dont les pays de l'Est
devenus démocratiques (du 2 au
4/1).

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Six milliards de bénéfice

La Poste et France-Télécom affichent de bons résultats pour 1989

Pour la quatrième année consécutive, la Poste a réalisé en 1989 un bénéfice : il s'est établi à 1,5 milliard de francs contre 1,2 milliard en 1988 (2,5 milliards en 1987 et 134 millions de francs en 1986). France-Télécom progresse aussi, avec un bénéfice de 4,5 milliards à comparer avec 1,5 milliard en 1988.

Pour la Poste, l'année n'a pas été mauvaise, ce qui se voit dans son chiffre d'affaires de 198,9 milliards de francs, en hausse de 1,5 milliard de francs par rapport à 1988. Le chiffre d'affaires de la Poste (plus de 19 milliards d'objets déposés) a progressé de près de 6 %, soit un rythme analogue à celui de l'année précédente. Avec plus de 2 milliards de journaux et périodiques, la presse représente 11 % du trafic. Les services accélérés ont fait un malheur : le trafic de Chronopost a progressé d'un quart en volume (7,9 millions d'objets). La qualité, aussi, s'est améliorée : 77,58 % des lettres et cartes postales urgentes ont été acheminées à J+1 et 95,46 % à J+2.

Côté finances, les choses aussi se sont bien déroulées : les fonds collectés par les services financiers de la maison ont augmenté de 4,5 % par rapport à 1988. Le nombre de chèques postaux a progressé de 2,7 %, leur avoir moyen journalier s'inscrivant en hausse de 4,2 %. La caisse nationale d'épargne, aussi, a amélioré ses performances avec une hausse du nombre de livrets d'épargne ordinaire et des avoirs en dépôt. Même chose pour les livrets et plans d'épargne logement, notamment.

Socialement, les effectifs (297 400 emplois) ont baissé de 1 856 personnes.

France-Télécom, pour sa part, affiche un chiffre d'affaires en hausse de 7 %, à 94,4 milliards de francs. Le parc téléphonique s'est encore accru, de plus d'un million de lignes pour atteindre 27 millions d'unités. A noter que 1,8 million d'abonnés (+ 42 %) ont opté pour la facturation détaillée. D'ailleurs, depuis 1983, le taux de réclamations sur factures a été divisé par dix. Il est aujourd'hui inférieur à 2 %. En outre, la qualité du téléphone s'améliore aussi : moins d'un dérangement tous les sept ans en moyenne par ligne.

Les filiales privées de France-Télécom, aussi, ont été actives. Le chiffre d'affaires de Cogeco (le holding de télé) dépasse pour la première fois la barre symbolique des 10 milliards de francs et son bénéfice atteint 500 millions pour 9 364 personnes.

Comme à la Poste, les effectifs de France-Télécom ont été réduits : de 1 760 unités (155 000 personnes), mais le recrutement a repris : 3 300 personnes dont près de 800 cadres ont été embauchés à l'extérieur de France-Télécom.

F. V.

Le vandalisme vainc

Côté téléphone public, le nombre de cabines à cartes a augmenté d'un tiers, et 45 millions de cartes ont été vendues (+ 50 %). La substitution des cabines à cartes par les publicabons a été accélérée par les vandales : le taux moyen de vandalisme dans les publicabons est tombé à 1 %.

SOCIAL

« Ultimes propositions » salariales de l'Association française des banques

L'Association française des banques (AFB) a présenté, vendredi 12 janvier, ses « ultimes propositions » afin d'apurer l'accord salarial 1989. L'AFB propose l'octroi de « cinq points personnels garantis » (la valeur du point est de 12,78 francs) au lieu de quatre, et le versement, en janvier 1990, d'une « prime exceptionnelle » égale à 3 % d'une mensualité avec un plancher de 1 000 francs au lieu

de 800 francs. CFTD, FO et CFTC, signataires de l'accord de février 1989, demandent leur réponse le 16 janvier. Ils réclament « six ou sept points personnels garantis ».

Par ailleurs, les syndicats de la BNP ont demandé la médiation du ministre du travail pour trouver une issue au conflit après l'échec des négociations du 11 janvier.

ÉTRANGER

Cheikh Yamani revient aux affaires

Cheikh Yamani, le célèbre ministre du pétrole saoudien tombé en disgrâce en 1986, refait surface. Après trois ans de retraite et de réserve imposée, l'ex-ministre est devenu homme d'affaires après le rachat du fabricant de montres de luxe Vacheron-Constantin, se lance dans le conseil pétrolier. Il vient de créer à grand renfort de relations publiques, à Londres, une société nommée Center for Global Energy Studies. Dirigée par l'ancien secrétaire général adjoint de l'OPEP, le docteur Fadil J. Al Chalabi, cette société couvre, comme son nom l'indique, l'ensemble du secteur énergétique et non le seul domaine pétrolier.

Un come-back risqué compte tenu de l'encroisement du secteur, et qui devrait faire grand bruit dans le harem pétrolier. Non seulement en raison de la popularité internationale de l'ancien « patron » de l'OPEP, mais aussi des réactions possibles de la famille royale saoudienne, laquelle avait exigé de son ancien porte-parole depuis trois ans un mutisme absolu. Le royaume ne garde jusqu'ici de tout commentaire officiel... attendant peut-être le discours inaugural que Cheikh Yamani devait prononcer lundi à Londres.

V. M.

Vive hausse des prix de gros aux Etats-Unis en décembre

La hausse des prix de gros aux Etats-Unis a atteint 0,7 % au mois de décembre, a indiqué le département du travail le vendredi 12 janvier. Cette augmentation, supérieure aux prévisions des analystes et qui succède à une baisse de 0,1 % en novembre, porte la hausse des prix de gros aux Etats-Unis en moyenne annuelle en 1989 à 4,8 %. Un résultat bien supérieur à celui des deux années précédentes (4 % en 1988 et 2,2 % en 1987). Il faut remonter à 1981 pour retrouver une hausse de prix de gros aussi élevée aux Etats-Unis (elle avait alors atteint 7,1 %).

Après la mise en œuvre du plan argentin anti-spéculation

La « City » de Buenos-Aires retrouve son calme

La deuxième semaine de janvier devait être décisive pour l'économie argentine. Elle marquait en effet l'entrée en vigueur réelle du nouveau plan annoncé le 1^{er} janvier et qui imposait un blocage des dépôts à terme en bons d'Etat (RONEX). Il s'agissait de détruire l'un des principaux mécanismes de spéculation qui minent l'économie du pays. Le Monde daté 7-8 janvier.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Après l'hygiène financière qui avait accompagné les fêtes de fin d'année, la tension est indéniablement à l'apogée. La semaine avait pourtant mal commencé, et la Bourse s'effondrait lundi, avec une chute des indices d'environ 50 %. Mais les jours suivants ont vu une reprise partielle.

Le cours du dollar, véritable point de l'économie argentine, a répondu aux ambitions du plan qui voulait le ramener à un taux plus raisonnable. Après avoir atteint jusqu'à 4 000 australes en fin d'année, il s'est stabilisé à 1 500 australes vendredi. On pourrait voir le signe que le gouvernement a réussi à regagner en partie la confiance des milieux économiques, mais la tranquillité du marché du dollar n'est bien plus la réduction de la masse monétaire, en australes, l'autre objectif-clé du plan.

Celle-ci ne va d'ailleurs pas sans poser de problèmes. Certaines entreprises ont déjà annoncé qu'elles ne pourraient pas payer les salaires par manque de liquidité. La tension était par ailleurs extrême entre les entreprises et les banques, ces dernières refusant les remboursements des emprunts du secteur privé en BONEK, qui se négocient déjà à moins de la moitié de leur valeur nominale. Après une crise ouverte qui trouvait des échos

au sein même du conseil des ministres et qui valut la démission d'un des directeurs de la banque centrale, les banques gagnaient la partie.

Elles eurent aussi des difficultés à calmer le mécontentement de leurs petits épargnants. Certains organismes refusèrent de payer dans son intégralité le million d'australes en liquide, seul maximum permis par le gouvernement. La transformation d'urgence des avoirs de leurs clients sur les comptes d'épargne à quatre-vingt-dix jours. Les taux d'intérêt offerts restent alléchants (60 %), mais ils ne sont qu'à l'anticipation de l'inflation.

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Réduire le déficit budgétaire

La hausse des prix qui s'était accélérée en fin d'année ne s'est guère apaisée, même si la ramure d'une monnaie - dollarisation - de l'économie qui les avait attisés s'est révélée totalement fautive. L'inflation au mois de janvier devrait être de l'ordre de 70 %, soit environ le même niveau qu'en décembre. M. Morales, ministre de l'Économie, a planifié, à la fin du mois de janvier, le chiffre de 40 % pour le mois de janvier. De fait, un quotidien de Buenos-Aires, Pagina 12, a placé sa photo en « une », lui donnant des allures de Finocchio avec un nez démesuré, de la taille de son « mensonge ».

Le gouvernement de Carlos Menem respire toutefois un peu plus librement et concentre désormais ses efforts sur la réduction du déficit budgétaire. Les privatisations en sont le pilier et certaines d'entre elles commencent à prendre forme. Au cours des derniers jours, les conditions des offres publiques d'achat de la société de téléphone Entel ont été présentées, et le président Menem a signé un décret de restructuration des Forparras argentines, les chemins de fer, qui prévoit 8 000 suppressions d'emplois.

EDITH CORON

Notaire Immobilier

En collaboration avec les revues NOTIM - NOTINFO - MAISONS DE FRANCE

Pour une meilleure utilisation, nos annonces sont classées par grandes régions. Le numéro mentionné devant la rubrique indique le département concerné.

14 APPT A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

15 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

16 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

17 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

18 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

19 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

20 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

21 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

22 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

23 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

24 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

25 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

26 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

27 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

28 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

29 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

30 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

31 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

32 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

33 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

34 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

35 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

36 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

37 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

38 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

39 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

40 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

41 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

42 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

43 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

44 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

45 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

46 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

47 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

48 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

49 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

50 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

51 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

52 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

53 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

54 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

55 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

56 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

57 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

58 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

59 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

60 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

61 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

62 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

63 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

64 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

65 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

66 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

67 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

68 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

69 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

70 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

71 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

72 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

73 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

74 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

75 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

76 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

77 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

78 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

79 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

80 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

81 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

82 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

83 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

84 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

85 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

86 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

87 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

88 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

89 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

90 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

91 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

92 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

93 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

94 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

95 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

96 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

97 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

98 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

99 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

100 MAISONS A VENDRE

CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1
No 123456789

101 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

102 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

103 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

104 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

105 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

106 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

107 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

108 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

109 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

110 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

111 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

112 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

113 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

114 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

115 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

116 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

117 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

118 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

119 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

120 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

121 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

122 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

123 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

124 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

125 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

126 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

127 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

128 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

129 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

130 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

131 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

132 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

133 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

134 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

135 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

136 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

137 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

138 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

139 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

140 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

141 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

142 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

143 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

144 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

145 MAISONS A VENDRE CAMI - L'UNIVERSITÉ - Apt 4 + 1 No 123456789

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

La deuxième semaine de l'année a encore été pire pour la Bourse de Paris que la première. Après avoir laissé un court instant espérer que le chemin de la hausse avait été retrouvé, les valeurs françaises ont bel et bien replongé du nez sur un nouveau coup de tabac. C'est du reste ce qu'elles avaient commencé à faire en dérapant dès lundi (-1,27 %). La résistance allait cependant rapidement s'organiser et, mardi, corrigeait un effondrement (-0,06 %), le marché parvenant à maintenir la tête juste hors de l'eau (0,07 %). Le lendemain, une nouvelle glissade se produisit (-0,41 %) avant que la barre ne soit redressée (+0,01 %). Finalement, un véritable mouvement de reprise s'ensuivit (+1,14 %). Trop vite, trop fort ? En tout cas, vendredi, après avoir marqué le pas, la Bourse était reprise d'un sérieux malaise (-1,22 %). Bref, d'une semaine à l'autre, l'indice CAC-40 a baissé de 1,9 % environ.

Surprenant ? Pas vraiment. Déjà la décision des autorités françaises de maintenir la parité du franc vis-à-vis du deutschemark, tandis que la lire était dévaluée de 4 %, avait provoqué la mauvaise humeur de la communauté boursière, allant jusqu'à lui faire oublier la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, pourtant souhaitée.

Beaucoup, il est vrai, y avaient vu la volonté affirmée des pouvoirs publics de maintenir une politique d'argent cher. Ce sentiment était cependant contredit par les faits. Progressivement, la détente s'installait sur le marché monétaire, où le loyer de l'argent au jour le jour reflétait d'un bon point. En même temps, les plus hautes personnalités allaient s'ingénier à calmer les appréhensions. A son point de presse hebdomadaire, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des Finances, lançait mollement l'ambulance : « Je préfère des interventions à une hausse des taux. »

Et le premier ministre, M. Michel Rocard, de prendre le relais en préchant pour la stabilité du franc, condition sine qua non d'une croissance compétitive. La Bourse n'avait-elle pas été trop peureuse ? En devenant moins arrogant, le deutschemark lui fit croire. Les investis-

Coups de tabac

seurs n'en prêtèrent qu'une oreille plus attentive aux propos tenus par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank et du comité des gouverneurs des banques centrales de la Communauté : « Aucune réévaluation des parités n'est à l'ordre du jour », déclara-t-il.

Les projections faites par M. Philippe Lefournier, directeur du centre de prévisions de l'Expansion, achevèrent de rassurer le marché. « L'économie française est en pleine forme pour aborder 1990 », écrivait-il en particulier, en talant sur une croissance supérieure à 3 %.

Du jour, estimant que la baisse avait ramené les valeurs françaises à des niveaux attractifs, les opérateurs reprirent des positions. Avec prudence toutefois. Si les experts sont nombreux à compter sur une hausse de 15 % à 20 % pour 1990, même plus à en croire un ancien « gourou », des voix commencent à s'élever un peu partout pour crier casse-cou.

Tout le monde, il s'en faut de loin, ne croit pas aux vertus stimulant de la croissance allemande, qui sont les lambris commencent à donner des boutons à plusieurs. Certains craignent que l'économie de la puissance voisine industrielle de la France ne lui porte franchement ombrage.

« Un réajustement des parités dans le SME [système monétaire européen] est inévitable en 1990 », estime la très sérieuse banque privée, allemande Trinkaus und Bauschardt. Ce point de vue n'est évidemment pas très nouveau. Mais deux fois, survenus en fin de semaine, ont soudain avivé les frayeurs que l'on avait pu croire surmontées rue Vivienne : le plongeon de la Bourse de Tokyo (-1,71 %), plus spectaculaire encore que celui fait le 16 octobre 1989, au moment du mini-crash (-1,6 %); la soudaine flambée des prix de gros aux États-Unis pour décembre (+0,7 %). A la veille du week-

Semaine du 8 au 12 janvier

end, l'assistance crut voir grimacer les démons de la crise et de l'inflation derrière les piliers. L'on objectera que le marché nippon, quasiment au plus haut, a clôturé avec très peu d'affaires, et que l'inflation outre-Atlantique a repris sur la flambée des prix de l'énergie.

Les arguments sont valables, mais sous forme d'avertissement. Le message, en tout cas, a été entendu cinq sur cinq. Vendredi, le repli précipité de Wall Street, déjà jugé assez frileux comme ça, n'a pas pu contribuer à favoriser les dégagements à Paris. Une chose est certaine : parce qu'ils étaient en trop bonne santé, les marchés financiers sont devenus terriblement fragiles, ce d'autant que des distorsions de croissance, propices à des déséquilibres monétaires, sont prévisibles non seulement des deux côtés de l'Atlantique, mais aussi entre pays européens, avec d'un côté une Allemagne dopée par les vents d'Est, de l'autre une Grande-Bretagne rongée par l'inflation.

Pour un vieux boursier revenu hanter les Bourses il fit fortune, la prospérité retrouvée par l'immobilier signe pour un temps la fin des atermoiements, en ébranlant les esprits disponibles. Si les spécialistes ne vont pas jusqu'à dans le raisonnement, plusieurs sociétés de Bourse, telles Didier, Philpote et James Capel, disent manquer de visibilité à court terme et suggèrent des allègements de positions. La banque londonienne ne dit pas autre chose.

Néanmoins la croissance douce ou modérée à laquelle beaucoup croient pour la nouvelle décennie, l'année 1990 promet en tout cas d'être passablement agitée.

La France aura, pour sa part, fort à faire avec un commerce extérieur chancelant et menacé par de nouveaux coups de bontoir, si d'aventure Airbus Industrie n'arrivait plus à honorer ses commandes, à cause de l'interminable grève de son partenaire britannique British Aerospace.

Le PEP (plan d'épargne populaire) peut toujours partir en flèche. Les 10 milliards de francs qu'il permettra, parait-il, de collecter la première année ne pèseront pas lourd en cas de sécheresses anticycloniques.

ANDRÉ DESSOT

BOURSES ÉTRANGÈRES NEW-YORK

Lourde recule : - 3 %

La semaine a été la plus mauvaise que Wall Street ait connue depuis le mini-crash du 13 octobre 1989. En baisse quatre séances sur cinq, la dernière surtout (-2,6 %), la Bourse new-yorkaise a, d'un vendredi à l'autre, reculé de 3 %.

Les investisseurs avaient déjà sérieusement tiqué en voyant plonger Tokyo sur le raffermissement des taux au Japon. La subite poussée des prix de gros de décembre (+0,7 %) leur a donné des sueurs froides et a fait peser la crainte d'un brusque arrêt du processus de détente enregistré sur le front des taux d'intérêt. Un coup d'autant plus mauvais que la faible augmentation des ventes au détail le même mois ne rend plus vraiment crédible la perspective d'une récession.

Dans l'immédiat, les experts retiennent que l'enchérissement du loyer de l'argent au Japon va rendre de moins en moins attrayants les placements en dollars.

Indice Dow Jones du 12 janvier : 2 689,20 (contre 2 773,25).

	Cours 5 jan.	Cours 12 jan.
Alcoa	76 1/8	74
ATI	44 5/8	43 1/8
Boston	44 1/8	43 1/8
Chase Manhattan	34 1/2	31 3/4
De Pont de Nemours	124 1/2	123 5/8
Eastman Kodak	42 7/8	40 7/8
Exxon	48 7/8	47 3/4
Ford	45	43 3/4
General Electric	65 1/2	63
General Motors	43 5/8	41 1/2
Goodyear	45	42 1/2
IBM	59 3/4	58 1/2
ITT	57 1/2	55 3/8
Mobil Oil	59 3/4	58 7/8
Pfizer	71 3/4	68 7/8
Schlumberger	47 3/4	46 5/8
Texas	66 3/4	65 1/8
Union Carbide	129 3/4	128
USX	23 7/8	22 7/8
Westinghouse	73 1/2	71 1/2
Xerox Corp.	58 1/2	56 1/8

LONDRES

Forte baisse

Déjà affaibli par la crainte des effets inflationnistes de la flambée des salaires, le London Stock Exchange a encaissé de plein fouet la mauvaise nouvelle du double plongeon de Tokyo et de New-York.

Les traditionnelles ventes bénéficiaires de fin de terme boursier ont échoué à déstabiliser le marché. Au cours de la seule séance de vendredi, les cours ont baissé de 1,6 %. Sur la semaine, le recul se chiffre à 2,6 %.

Hausse des mines d'or.
Indices FT du 12 janvier : 100 valeurs, 2 380,1 (contre 2 444,2) ; 30 valeurs, 1 909,1 (contre 1 946,6) ; Fonds d'Etat, 33,02 (contre 34,10) et mines d'or, 346,1 (contre 306,4).

	Cours 5 jan.	Cours 12 jan.
Bowater	483	488
BP	339	339 1/4
Charter	455	455
Courtauld	394	393
De Beers	17,62	18,37
Glen	5,15	5,75
GLS	14,88	14,88
ICI	11,90	11,49
Kentex	10,28	10,35
Shell	483	459
Unilever	728	696
Vickers	285	289

(*) En dollars.

FRANCFORT

Plus 2 %

Après s'être accordée une très courte pause en début de semaine, la Bourse de Francfort a repris sa marche en avant, que n'a pas même troublée la veille du week-end, la flambée des prix de gros américains et la recule de Wall Street. D'un vendredi à l'autre, les divers indices ont monté de 2 % environ, atteignant de nouveaux sommets.

Indices du 12 janvier : Commerzbank, 2 286,2 (contre 2 231,2) ; Dax : 1 855,66 (contre 1 820).

	Cours 5 jan.	Cours 12 jan.
AEG	387	321
BASF	329,40	369,80
Bayer	321,50	324,50
Commerzbank	299	310
Deutschebank	327	349,80
Hoechst	296,70	300
Karstadt	679	682
Mannesmann	364,50	363,50
Siemens	730	734,50
Volkswagen	541	269,80

TOKYO

Brusque alourdissement

Après avoir paru se remettre de ses précédentes frayeurs, le marché de Tokyo a brusquement reculé vendredi avant de fermer ses portes trois jours pour la fête des adultes. La baisse (-1,71 %) a été plus importante que celle du mini-crash d'octobre 1989. La hausse du yen et des taux d'intérêt a favorisé ce plongeon, fait sans affaires.

Indices du 12 janvier : Nikkei, 37 516,77 (contre 38 274,76) ; Topix, 2 786,47 (contre 2 834,61).

	Cours 5 jan.	Cours 12 jan.
Akai	970	948
Bridgepoint	1 710	1 700
Casio	1 840	1 850
Fuji Bank	3 528	3 440
Honda Motor	1 870	1 820
Mitsubishi Electric	2 360	2 350
Mitsubishi Heavy	1 150	1 110
Sony Corp.	5 560	5 550
Toyota Motors	2 530	2 560

(*) Du vendredi 5 au jeudi 11 janvier inclus.

Matériel électrique services publics

	12-1-90	Diff.
CGE	529	-21
CSSE (ex-Signaux)	359	-18
Général des eaux	2 310	-26
IBM	574	1
Internelec	1 770	-15
ITT	326	-15
Legrand	3 580	-121
Leroy-Somer	556	NC
Lyonnaises des eaux	1 490	-18
Matra	373	-19,18
Mélin-Gérin	4 927	+5
Moulinex	139,40	-16,70
PM Leblond	1 260	+38
Radio-technique	273	-4,80
SEB	1 125	-50
Sectant-Avionique	619	-5
Siemens	2 580	-7
Thomson-CSF	147,30	-3,18

(1) Coupon de 1,70 F.

Alimentation

	12-1-90	Diff.
Béghin-Say	747	-11
Boulogne	3 360	-35
BSN	2 990	-26
Carrefour	3 613	-17
Castrol	287	-1
Bureauval	4 070	-130
Guyonne et Goss	1 222	-56
Mou-Hennery	5 890	-230
Occident	726	-7
Olipar	478	-2,50
Pernod-Ricard	1 490	-18
Promodes	4 400	inch.
Saint-Louis	1 617	+16
S. Perrier	1 825	-17
Nestlé	35 820	+2 310

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	12-1-90	Diff.
FME 10,6 % 1976	99,85	+0,22
8,80 % 1977	99,80	+0,25
10 % 1978	99,75	+0,40
9,80 % 1978	99,15	+0,38
9 % 1979	97,30	+0,10
10,80 % 1979	101,35	+0,70
16,20 % 1982	104,03	-0,14
16 % 1982	101,25	-0,02
CNE 3 %	3 880	inch.
CNE 5 %	96,35	+0,85
CNE 5 000 F	95,20	+0,40
CNE 5 000 F	95,20	+0,40
CNE 5 000 F	96,42	+0,04

Valeurs diverses

	12-1-90	Diff.
Aerox	888	-12
Air France	677	8
Arjomand	2 990	-26
Bic	780	-6
Bin	693	+10
CCF	1 523	+21
Chap Méditerranée	1 856	-32
Estor	2 875	-30
Euro-Disney	92,40	-2,30
Europe 1	1 070	inch.
France 2	40,50	-4,35
Groupe C&S	713	-28
Hachette	402	-11
HAVAS	1 423	+30
J. Virel	4 852	-10
Navigation maritime	1 856	-32
Nord-Est	392	-5,50
Saint-Gobain	651	-7
Sennel	1 882	-50
Schneider	1 856	-32
Société générale	523	-4
Suez (Cie Fin.)	469,20	+20,20
UCB	248	-1,50

Pétroles

	12-1-90	Diff.
BP France	157,20	-3,20
Elf-Aquitaine	545	+8
Esso	686	-10
Exxon	1 856	-32
Petrofina	2 834	-21
Primagaz	390	-29
Raffinage	148,60	-7,40
Royal Dutch	426	-18
Suprac	690	+9,50
Total	556	-15

Bâtiment, travaux publics

	12-1-90	Diff.
Amit. d'entr.	1 043	+5
Bouygues	621	+8
Ciments Français	1 616	-39
Dumez	900	-22
CTM	1 351	-26
J. Lefebvre	1 310	-21
Lafarge	396	+2,90
Matons Pétros	79,50	-2,50
Poliet et Chausson	580	-6
SCBEG	1 160	-36
SGESB	265	+14

Banques, assurances sociétés d'investissement

	12-1-90	Diff.
Bail Equipement	358	+1
Banque (Cie)	633	+2
Catelon	591	-19
CCF	210,10	-11,90
CFE	1 360	+29
CFI	540	+5
Chargem SA	NC	NC
Eurancor	2 615	-25
Héris (LA)	608	-27
Locofrance	525	-1
Locodur	855	-5
Midi	1 392	-36
Midland Bank	178	-2,90
OPF	1 620	-30
Paribas	671	-49
Paris de rées	495,60	+29,60
Prétabail	1 225	inch.
Schneider	930	-25
Société générale	523	-4
Suez (Cie Fin.)	469,20	+20,20
UCB	248	-1,50

Filatures, textiles

	12-1-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 595	-65
BHV	800	-5
CFAD	711	-8
Dunard	4	-92
DMC	608	-27
Galeria Lafayette	2 099	-51
La Redoute	760	-58
Nouvelles Galeries	760	-58
Prêt-à-porter	735	-37
SCOA	44,50	+0,95

Produits chimiques

	12-1-90	Diff.
Inst. Maréaux	6 090	-120
Labo. Ber	2 549	inch.
Roussel Ucl	2 221	-128
BASF	1 852	inch.
Bayer	1 095	-4
Hoechst	1 614	-16
Imp. Chemie	180,60	-3,40
Nord-Hydro	151,20	-0,20

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 janvier 1990
Nombre de contrats : 75 008.

	Cours	Mars 90	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90
Premier	103,52	103,52	103,52	103,52	103,52
+ haut	103,52	103,52	103,52	103,52	103,52
+ bas	103,52	103,52	103,52	103,52	103,52
Dernier	103,34	103,34	103,34	103,34	103,34
Comptation	103,74	103,74	103,74	103,74	103,74

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	8 nov.	9 nov.	10 nov.	11 nov.	12 nov.
RM	3 035 621	258 775	3 084 591	3 579 926	-
Comptant	7 082 652	5 697 377	6 712 261	5 678 135	-
R. et obl.	196 325	203 423	238 662	256 867	-
Actions	10 314 598	8 488 575	10 035 514	9 514 928	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

	98,9	99,2	99,2	100	-
Françaises	102,5	102	101,9	102,8	-
Etrangères	-	-	-	-	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

(base 100, 31 décembre 1989)

Les chiffres entre parenthèses indiquent la variation d'une semaine sur

Le douzième rallye Paris-Dakar

La lassitude gagne...

Le douzième rallye Paris-Dakar est arrivé, vendredi 12 janvier, en Mauritanie. L'étape de Nema a été remportée par le Suédois Björn Waldegaard au volant de sa Peugeot 405 T-16. A cinq jours de l'arrivée, les lions dominent toujours une course qui se traîne en longueur.

Nema (Mauritanie)
de notre envoyé spécial

Sur le sable pousse une plante verte aux larges feuilles. Les chèvres s'en régaler, les chameliers la bondent, et les humains apprécient sa couleur qui rompt la monotonie du paysage. La Mauritanie a succédé au Mali, mais le désert demeure égal à lui-même.

Nema est la halte qu'a choisie le douzième rallye Paris-Dakar pour sa première journée dans la République islamique. Le bureau des PTT, la caserne de gendarmerie et quelques bâtiments au bord de la ruine témoignent du passé de cet ancien poste militaire. La ville elle-même s'est implantée à l'écart de ces vestiges coloniaux. Au pied de petites montagnes qui bornent l'horizon, elle tente de se protéger du vent. Mais ce démon sait déjouer le piège. Il s'engouffre dans les ruelles bordées de maisons d'argile et soulève poussière et sable. Sa présence rend difficile la tâche des commerçants du marché. Pourtant, ces hommes et ces femmes enveloppés dans des djellabas blancs ou bleus poursuivent leurs transactions. Ici, on vend de tout, du riz au mil, en passant par les épices et les instruments de cuisine taillés dans de vieilles pièces métalliques.

Le passage du rallye ne perturbe pas un vendredi, jour férié dans ce pays musulman. Il apporte une distraction providentielle à des gamins en congé scolaire. Il mobilise quelques militaires qui tentent leur rictus sur les concurrents en leur imposant des taxes. Il fait, comme à chaque étape, le bonheur des possesseurs de 4 X 4, qui peuvent monnayer leurs services.

Si l'Alpin : Coupe du monde. - L'Allemand de l'Ouest Armin Bitter a remporté, vendredi 12 janvier, le slalom de Schladming (Autriche) en devançant l'Autrichien Michael Tritscher. L'italien Konrad Ladinbauer et le japonais Tatsuya Okabe ont terminé ex aequo à la troisième place.

Impossible avec ces citoyens d'évoquer les incidents frontaliers de l'an dernier.

« Nema est loin de la capitale », se contente de répondre un vendeur de brochettes, amoureux de la France et de ses chanteurs. En insistant longuement, on arrive simplement à savoir que vingt-sept familles sénégalaises ont été « recommandées à l'import » au mois de juin 1989. Mais le confident s'empresse d'ajouter que, « ici, tout s'est passé calmement ».

A l'est de la Mauritanie, on ne tient pas trop à s'étendre sur les incidents qui ont brouillé les relations entre les deux pays voisins. La ville, perdue dans les sables, est trop loin. Nema est trop proche du Mali. Faute de pouvoir parler politique ou religion avec des habitants méfiants, il reste à admirer l'hôpital qui construit une association humanitaire italienne. Ou à rejoindre le bivouac où l'ennemi le dispute à la lassitude. « Je pense que cette édition du rallye est un peu longue », a déclaré récemment Gilbert Sabine, le patron de TSO. Bel euphémisme pour parler d'une course qui traîne sa monotonie depuis la journée de repos d'Agadez. Pour tous les concurrents, les jeux semblent faits. La Peugeot d'Arvi Vatnen domine la catégorie auto, la Cagiva d'Edi Orioli possède près d'une heure d'avance sur la seconde moto du classement général.

A l'affût

de la faune

L'intérêt sportif est faible, même si un jour, comme ce vendredi 12 janvier, la deuxième place d'étape de la Lada de Jacky Ickx réveille quelques velléités de passion chez des reporters radio. Soyons sérieux, Ickx possède douze heures de retard sur le leader, et son « exploit » reste modeste. Les belles étrangères, qu'elles viennent d'URSS ou du Japon, n'ont pas ébranlé la puissance des lions. Le fait est acquis depuis le désert libyen. Il suffit de quelques jours et de milliers de kilomètres pour qu'il s'inscrive, une nouvelle fois, au palmarès. A défaut de guetter la panne mécanique sur des bolides bien

□ Tennis : Noah en finale à Sydney. - Yannick Noah s'est qualifié, samedi 13 janvier, pour la finale du Tournoi de Sydney, doté de 175 000 dollars, en battant l'Américain Aaron Krickstein (6-4, 7-5). Il sera opposé en finale à l'Allemand de l'Ouest Carl-Uwe Steeb, qui a éliminé le Suédois Mats Wilander (6-3, 6-2).

préparés, chacun surveille la faune d'orientation en de pilotage qui pourrait remettre en cause un ordre établi.

Mais chaque jour qui passe ruine un peu plus ces espoirs sacrés. Vatnen est là et la tension retombe. Jean Todt, le directeur de Peugeot Talbot sport, a beau jeu de critiquer les oiseaux de mauvais augure. Il va sans doute réaliser son rêve de terminer le Dakar en beauté, en plaçant ses quatre voitures en haut du tableau. Devant cette quasi-évidence, il paraît surprenant que le petit homme laisse un des camions d'assistance de l'écurie scabieuse, mis hors course après l'étape d'Agadez, réapparaître à Nema. Mais le règlement est strict, les commissaires ont visité la ville qui abrite les Peugeot, et n'y ont découvert aucune pièce mécanique compromettante. Rumeur, tentative de tricherie, la 12^e édition du Dakar fait feu de toutes les anecdotes pour tromper son ennemi.

SERGE BOLLOCH

Quatorzième étape

Tombouctou (Mali)
Nema (Mauritanie)

674 kilomètres

● AUTOS. - 1. Waldegaard-Fenouil (Sué), Peugeot 405 T-16, 2 h 51 min 46 s de pénalisation ; 2. Ickx-Turt (Bel, Lada-Peak), à 5 min 44 s ; 3. Wambergue-Da Silva (Fra), Peugeot 205 T-16, à 7 min 41 s ; 4. Vatnen-Berglund (Fin-Sué), Peugeot 405 T-16, à 8 min 27 s ; 5. Ambrosino-Baumgartner (Fra), Peugeot 405 T-16, à 12 min 59 s.

● MOTOS. - 1. De Petri (It, Cagiva), 7 h 23 min 43 s ; 2. Signorini (It, Yamaha), à 8 min 22 s ; 3. Mas (Esp, Yamaha), à 13 min 10 s ; 4. Orioli (It, Cagiva), à 13 min 39 s ; 5. Gil (Esp, Yamaha), à 32 min 8 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● AUTOS. - 1. Vatnen-Berglund (Fin-Sué), Peugeot 405 T-16, 24 h 57 min 36 s de pénalisation ; 2. Wambergue-Da Silva (Fra), Peugeot 405 T-16, à 1 h 12 min 37 s ; 3. Wambergue-Da Silva (Fra), Peugeot 205 T-16, à 1 h 18 min 21 s ; 4. Ambrosino-Baumgartner (Fra), Peugeot 205 T-16, à 3 h 56 min 24 s ; 5. Couvreur-Belfort (G-S-Bel, Mitsubishi), à 4 h 52 min 31 s.

● MOTOS. - 1. Orioli (It, Cagiva), 70 h 43 min 29 s ; 2. Mas (Esp, Yamaha), à 2 h 27 min 27 s ; 3. De Petri (It, Cagiva), à 2 h 27 min 27 s ; 4. Pico (It, Yamaha), à 2 h 52 min 25 s ; 5. Melandri (Fra, Yamaha), à 3 h 10 min 32 s.

M. Jean Drucker
n'est pas candidat
à la présidence
de l'AFP

M. Jean Drucker, PDG de M6, a indiqué vendredi 12 janvier à la Correspondance de la presse, qu'il avait décliné l'offre qui lui avait été faite de se porter candidat à la présidence de l'Agence France-Presse. Le gouvernement avait pressenti M. Drucker en début de semaine. Compte tenu du retrait de la candidature de M. Bernard Roux, ancien président de Télérama, M. Jean-Louis Guillaud, actuel président de l'Agence, reste le seul candidat. L'élection doit avoir lieu le 18 janvier.

Pour être élu, le candidat doit obtenir douze voix sur quinze. Si M. Guillaud n'obtient pas cette majorité au premier tour, une deuxième sera organisée.

□ M. Patrick Imhaus, président de TV5-Europe, a été élu, vendredi 12 janvier, par le conseil de coopération de TV5-Europe, président de la chaîne de télévision francophone par satellite. TV5-Europe réunit trois chaînes françaises (TF1, A2, FR3), la Radio-Télévision belge francophone (RTBF), la Télévision suisse romande (SSR) et le Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC). M. Imhaus, qui préside depuis le 21 décembre Satellite, le groupement d'intérêt économique gérant TV5-Europe et regroupant Antenne 2 et FR3, succède à M. Jean-Jacques Célérier, dont le mandat arrivait à expiration. Enarque et diplomate de carrière, M. Imhaus a été notamment directeur du cabinet de M. Georges Fillard au secrétariat d'Etat aux techniques de communication (1983-1986), et conseiller de M^{me} Simone Veil, présidente de l'Année européenne du cinéma et de la télévision (1988). Il a présidé la délégation française à la conférence Est-Ouest sur les problèmes d'information qui s'est tenue à Londres aux printemps 1989.

Le président Moubarak limoge son ministre de l'intérieur

EGYPTE

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, a démis, vendredi 12 janvier, le général Zaki Badr de ses fonctions de ministre de l'intérieur. Le général Abdel Halim Moussa, gouverneur de la province d'Assiout, en Haute-Egypte, a été nommé, par décret présidentiel, nouveau ministre de l'intérieur.

LE CAIRE

de notre correspondant

La langue débridée du général Zaki Badr lui a finalement coûté son portefeuille. Le ministre de l'intérieur limogé était, en effet, notoirement connu pour la verve de son langage et, parfois même, ses propos grossiers. En mars, devant des journalistes étrangers, il avait traité l'«*imam* Khameini de «*chien* ». Il avait ajouté en anglais : «*Je m'excuse auprès des chiens, c'est un cochon* » (le Monde du 22 mars 1989). Malgré les réactions de l'opposition, le président Moubarak avait implicitement soutenu son ministre.

Tout récemment encore, le général Badr, grand pourfendeur de l'islamisme devant l'Eternel, a qualifié publiquement les Frères musulmans de «*frères du démon* » et demandé aux responsables locaux présents de «*couper le cou aux barbus porteurs de djellabas* » (signes caractérisant les islamistes).

Le tribunal de commerce
a choisi les repreneurs
de « Minute »Un troisième journal
pour
M. Jean-Marie Le Pen

Minute, qui se définissait volontiers comme l'organe d'expression de l'extrême droite française, mais indépendant d'un parti, risque fort, à l'occasion du choix du nouveau repreneur, de se rapprocher encore plus du Front national.

L'hebdomadaire, dont la diffusion, selon son éditeur, est de l'ordre de 50 000 exemplaires, avait été mis en règlement judiciaire fin novembre 1987. Son passif cumulé est de 27 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 25 millions de francs.

Parmi les quatre solutions de reprise qui lui étaient proposées, le tribunal de commerce de Paris a choisi, le 11 janvier, le plan de M. Pierre-Guillaume d'Herbais. Ce plan, d'un montant de 2,8 millions de francs, prévoit le maintien de 25 salariés sur 52, surtout des employés. La majorité de la rédaction a en effet décidé de quitter le journal.

M. d'Herbais, enseignant à l'université Paris-1, consultant de la Société d'étude et de gestion des régimes sociaux (SEGRS), dont l'épouse est élue sous l'étiquette Front national au conseil régional de Picardie, est associé pour la reprise de Minute à trois autres personnalités : M. Serge Martinez, qui dirige une société d'investissement, du lui aussi sous l'étiquette Front national dans le quinzième arrondissement de la capitale lors des municipales de 1989 ; M. Alain Remault, un ancien de Minute, qui prônait en 1987 le soutien inconditionnel au mouvement de M. Jean-Marie Le Pen contre l'avis de l'association principal d'élus, M. Yves Monteny ; et enfin M. Gilbert Caron, un imprimeur qui fabrique le quotidien Présent, proche du Front, aux côtés d'autres titres.

Le rédacteur en chef de Minute, choisi par les quatre repreneurs, est M. Serge Bickel, qui occupait le même poste à National-Hebdo (36 000 exemplaires vendus selon l'éditeur), journal qui soutient lui aussi le mouvement de M. Le Pen.

Le tribunal a écarté trois autres plans de reprise de Minute : celui présenté par M. Jean-Claude Goudeau, directeur du journal et PDG de la société éditrice, la Société d'édition parisienne associée (SEPA), celui de MM. Roland Gaucher et Jean Bourdier, dirigeants de National-Hebdo et, enfin, celui d'un ancien grand reporter de Minute, M. Jacques Tillier.

M. d'Herbais et ses associés ont l'intention de faire de Minute un hebdomadaire «*moins sensationnaliste et plus pondéré qu'auparavant* », qui «*sera bien entendu de droite mais sans être militant* ». Toutefois, l'identité politique des nouveaux patrons du journal indique assez clairement que M. Jean-Marie Le Pen ajoute à sa corbeille médiatique - Présent et National-Hebdo - un troisième titre.

YVES-MARIE LABÉ

Le ministre avait aussi critiqué les divers courants de l'opposition égyptienne, les médecins, les ingénieurs, les professeurs d'université et les cheikhs pour leur laxisme face aux «*frères démons* ». Mais il avait ensuite attaqué les avocats et la presse, qu'elle soit d'opposition ou officieuse, commettant ainsi une erreur fatale.

Les propos du ministre ont, en effet, provoqué une vive réaction non seulement au sein de l'opposition mais aussi dans les milieux proches du pouvoir. L'ordre des avocats, traditionnellement contestataire, a appelé à la grève générale. Le syndicat des journalistes a rejeté les «*déclarations offensantes* » du ministre. La presse de tous bords a tiré à boules rouges, réclamant son limogement.

Devant ce tollé, M. Moubarak a finalement abandonné celui qui avait été, durant de longues années son fidèle serviteur en le limogement - fait exceptionnel - un vendredi, jour du Seigneur en pays d'islam.

La destitution du général Badr a été facilitée par le fait qu'il s'était créé de nombreux ennemis au sein même du gouvernement. Il y a quelques années, notamment, il avait accusé l'Arabie saoudite de soutenir les islamistes égyptiens, mettant ainsi dans un profond embarras la plupart de ses collègues. En outre, ses critiques contre les médias égyptiens, qui, selon lui, laissent la part belle aux islamistes, ne lui avaient pas valu l'amitié du ministre de l'Information.

L'influent président du Parlement n'avait pas non plus oublié le scandale causé par le général Badr quand celui-ci en était venu aux mains avec un député de l'opposition.

La décision de M. Moubarak a été chaleureusement accueillie par l'opposition. Al Ward, le quotidien du Parti libéral, a consacré sa manchette à «*la chute du dictateur Zaki Badr* ». Le journal, qui affirme que «*l'Egypte est en fête* », accuse l'ancien ministre d'avoir «*égorgé la démocratie et jeté en prison les intellectuels* ». L'éditorialiste adresse un «*grand merci à Moubarak* » qui «*s'est mis sur la longueur d'onde de l'opinion publique* ». Une opinion partagée par le chef du Rassemblement progressiste unioniste (marxiste nassérien) M. Khaled Mohie El Dine.

Les divers responsables de l'opposition souhaitent enfin que cette mesure marque le début d'une «*ère nouvelle de plus grande démocratie* » et réclament, pour l'étape suivante, l'abrogation de la loi de l'état d'urgence sévissant en Egypte depuis l'assassinat du président Sadat en octobre 1981. Ils espèrent que le nouveau ministre de l'intérieur mettra fin aux méthodes musclées de son prédécesseur à l'égard des opposants de tous bords. Ce souhait pourrait être exaucé par le général Abdel Halim Moussa, qui s'est révélé un homme pondéré au cours de ses trois années à la tête du fief islamiste qu'est la province d'Assiout.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Les relations franco-japonaises

Un monument de malentendus

Venant de Londres, où il s'était entretenu avec M^{me} Thatcher, le premier ministre japonais est arrivé à Rome vendredi 12 janvier dans la soirée. Le chef du gouvernement italien, M. Andreotti, a assuré M. Kaifu que la perestroïka permettrait une amélioration des relations nipponsoviétiques. Après Rome, M. Kaifu devait se rendre à Varsovie et à Budapest avant de regagner son pays. Un projet de monument pour l'île d'Awaji illustre les malentendus entre le Japon et la France, où M. Kaifu avait fait étape jeudi.

Une idée, un site, un projet : le «*Symbole France-Japon* », idée de monument lancée, il y a quatre ans, par Philippe Quéau, a pris la forme du projet d'un architecte français, Patrick Berger, qui pourrait être réalisé dans l'île d'Awaji, face à Osaka. Mais l'absence de M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, lors de la cérémonie organisée à Paris jeudi 11 janvier à l'occasion de la visite du premier ministre japonais, M. Kaifu, accentue l'impression déjà ressentie par les partenaires nippons que le symbole, si symbole il y a, est plutôt celui des malentendus.

Le projet choisi par concours au deuxième tour parmi trois cent trente-trois propositions) consiste à extraire, dans l'île de Batz, face à Roscoff, en Bretagne, un bloc de granit «*vieux de deux milliards d'années* », long de 300 mètres et large de 11 mètres, à le transporter dans l'île d'Awaji et à l'incruster dans le sol comme base d'un portique monumental qui, à 79 mètres de haut, dresserait une lame de bronze de la même longueur, supportée par des piliers de verre. L'horizontalité du monument a été vou-

lue à contre-courant de la verticalité habituelle. Côté français, la trace de l'extraction serait conservée et un jardin de sable exprimerait «*la méditation extrême-orientale sur l'éphémère* ».

En présentant cette image de «*la communication entre les peuples, les âges, les régions et les hommes* », les promoteurs de cette initiative privée font référence à la Statue de la Liberté, offerte par le peuple français aux Américains à la suite d'une souscription nationale et d'un battage politico-publicitaire sans précédent. Pourtant les circonstances sont largement différentes.

Sem,
M. Rausch...

Les promoteurs avaient laissé entendre qu'elle bénéficierait d'un soutien officiel et peut-être du haut patronage du président de la République. Or ni l'Elysée ni le ministère des affaires étrangères n'ont exprimé jusqu'à présent le moindre intérêt. En fait, c'est M. Rausch, qui préside le comité d'honneur de l'association de soutien composée notamment de chefs d'entreprises, éventuels sponsors, qui a signé, à l'automne dernier, un protocole d'accord avec le gouverneur de la préfecture de Hyogo, dont dépend l'île d'Awaji, sans que le montant de la participation française soit précisé.

Très désireux de recevoir, selon leur interprétation, cette illustration du passage du flambeau de la civilisation à leur pays, nation du siècle prochain, les Japonais sont sans doute prêts à financer eux-mêmes le «*cadeau* » (un coût de 700 millions de francs a été avancé, mais certaines estimations font état du double). Mais ils ont aussi attaché à un minimum de formes. Surtout pour un «*symbole* »...

MICHÈLE CHAMPENOIS

L'ESSENTIEL

DATES

La nationalisation de Renault
Il y a quarante-cinq ans 2

ÉTRANGER

La situation dans les pays de l'Est
Bulgarie : compromis sur les droits de la minorité turque ; Pologne : des anarchistes manifestant à Varsovie ; URSS : M. Gorbachev n'a pas convaincu les nationalistes lituaniens ; Tchecoslovaquie : le PC cède une centaine de sièges de députés ; Albanie : Tirana dément l'existence de troubles 3-4

Le désarmement conventionnel en Europe
Les négociations de Vienne subissent le contre-coup des bouleversements à l'Est 4

POLITIQUE

La polémique au PCF
L'Humanité publie un échange de lettres entre M. Fiterman et M. Leroy 7

Livres politiques par André Laurens
Le discours aux nomades 7

SOCIÉTÉ

Un chirurgien mis en cause par la CFDT
Mettant en cause un chirurgien, la CFDT dénonce des pratiques de «*dessous de table* » qui auraient lieu au CHR de Nancy 8

Dépannage spatial
Après une course poursuite de trois jours, l'équipage de la navette américaine Columbia est parvenu à récu-

pérer le satellite LDEF, abandonné à lui-même depuis avril 1984 8

CULTURE

« Boris Godounov » à Paris
Le Maly de Leningrad donne au Théâtre des Champs-Élysées l'opéra de Moussorgski. A voir sans faute 9

« Mélodie pour un meurtre »
Al Pacino et Ellen Barkin font revivre les vieilles recettes du film policier, avec une bonne dose de perversité 9

CHRONOLOGIE

Décembre 1989 dans le monde 12

ÉCONOMIE

Aérospatiale
Record de commandes en 1989. 14

La lutte contre l'inflation en Argentine
La «*City* » de Buenos-Aires a retrouvé son calme 15

Crédits, marchés, changes 17

Services

Abonnements 2
Carnet 11
Météorologie 11
Mots croisés 10
Télévision 11
Spectacles 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «*Monde* » daté 13 janvier a été tiré à 530 645 exemplaires

Des dizaines d'

un nouveau

dear ?